



MUSÉE NATIONAL
DE LA **RÉSISTANCE** ET DES
DROITS HUMAINS



Périodique
de la
Résistance
et des
Droits Humains

01

N°1, 09.2026



RÉSEAU **RÉSISTANCE**
ET DROITS HUMAINS

**EICHMANNS HELFER
IN LUXEMBURG**

**OTTO
SCHMALZ**

(1904-2002)

JÉRÔME COURTOY
LENA HAASE
DANIEL THILMAN
RENÉE WAGENER

IC
ESCH



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture



soutenu par
**œuvre
nationale**

WWW.MNR.LU

INHALT

Préface	03
Le Réseau Résistance et Droits Humains	05
Eichmanns Helfer in Luxemburg Otto Schmalz (1904-2002)	07
Autorinnen und Autoren	32
Endnoten	33
Glossar	40
Schema: Einsatzkommando der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes (SD) Luxemburg (EKL)	42
Kurzbiogramme	44
Bibliografie	48



MuseeResistance



Musée National de la Résistance



museeresistance



Directeur Frank Schroeder lors du vernissage de l'exposition WOMEN IN WAR par Lynsey Addario, 7.3.2026, Esch-sur-Alzette. ©MNRDH

Périodique de la Résistance et des Droits Humains

01

N°1, 09.2026

CHERS LECTEURS ET LECTRICES,

Le travail d'un musée est multiple et ne se limite pas à la gestion d'une collection et à l'organisation d'expositions. Un musée doit également réussir à aborder différentes clientèles : les historien.ne.s et les passionné.e.s d'histoire, les habitant.e.s de la région, les jeunes, les seniors, les enseignant.e.s, ainsi que des groupes ayant des besoins spécifiques. Les outils utilisés peuvent varier d'un groupe à l'autre. Si chaque exposition devrait avoir l'ambition de s'adresser à un public aussi large que possible, ce n'est pas forcément le cas pour les outils et produits que nous élaborons, à l'exemple de la brochure et du parcours pédagogique pour enfants.

Pour combler un vide concernant les historien.ne.s, les amateurs d'histoire et les passionné.e.s de culture, l'équipe du musée présente son premier Périodique Résistance et Droits Humains. Cette publication paraîtra une à deux fois par an, sans date fixe. Elle vous offrira un aperçu varié de notre institution, de nos collections, de notre petite équipe de huit personnes et de nos activités. Elle nous permettra également de présenter des recherches historiques que nous effectuons dans le cadre de nos projets, souvent en coopération avec des partenaires ou des chercheur.e.s externes. Tout cela, comme nous en avons l'habitude au Luxembourg, dans un mélange de langues.

L'article «**Otto Schmalz - Eichmanns Helfer in Luxemburg**» est le premier à étudier en profondeur la carrière jusqu'ici peu connue de cet agent de la Gestapo, qui occupait la fonction de Judensachbearbeiter au Luxembourg. À ce jour, Schmalz reste une figure énigmatique. Il a joué un rôle déterminant dans le recensement, l'émigration forcée et la déportation de la population juive du Luxembourg. Et néanmoins, il reste présent dans la mémoire de certaines de ses victimes comme un personnage plutôt bienveillant.

Cette biographie a pu être élaborée sur l'initiative du musée et en étroite collaboration avec des historien.ne.s de l'Universität Trier et du Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History de l'Université du Luxembourg. Cet article vise aussi à encourager de nouvelles recherches et à approfondir la réflexion sur la Shoah et ses auteurs.

En tant que musée défendant les droits humains, nous avons une responsabilité particulière : transmettre aux générations actuelles et futures les valeurs et les normes que nous incarnons. Nous avons rapidement compris que nous ne pouvions pas agir seuls, car les enjeux sont tels qu'ils nécessitent des synergies, des coopérations et des coalitions solides.

Depuis 2020, nous œuvrons donc à la création d'un réseau de villes et de communes, le Réseau Résistance et Droits Humains, afin de renforcer, ensemble, la compréhension de la démocratie chez les citoyen.ne.s. Nous accordons une importance particulière au travail avec les enfants et les jeunes, tout en les sensibilisant aux menaces pesant sur les démocraties.

Le Périodique Résistance et Droits Humains ne se limite donc pas au travail du musée, mais se veut aussi le reflet et le promoteur du travail mené en collaboration avec les partenaires du réseau. Il offre aussi la possibilité de présenter des projets réalisés dans les communes partenaires.

Pour l'équipe du musée
Frank Schroeder, directeur

LE RÉSEAU RÉSISTANCE ET DROITS HUMAINS

À l'échelle mondiale, les valeurs humanistes et démocratiques traversent une crise profonde. Ce recul significatif des libertés individuelles et de l'État de droit peut également être observé en Europe. Si, dans certains pays, des gouvernements s'attaquent ouvertement à l'ordre démocratique, voire aux droits individuels fondamentaux, dans d'autres, ce phénomène se produit de manière insidieuse. Des institutions, des ONG et des particuliers sont soumis à des pressions croissantes. Les piliers fondamentaux qui ont régi l'Europe et garanti une stabilité politique pendant des décennies sont désormais remis en question.

Dans ce contexte géopolitique difficile, l'éducation à la citoyenneté joue un rôle essentiel et constitue l'un des principaux défis de notre époque. Elle fait donc partie des missions du Musée National de la Résistance et des Droits Humains d'Esch-sur-Alzette. Ce dernier s'engage dans l'éducation civique non formelle. Notre institution transmet à nos citoyens des valeurs fondamentales pour notre société multiculturelle : les droits humains, les valeurs humanistes, la solidarité ainsi que les principes démocratiques. Pour y parvenir, il tisse en permanence des liens entre l'actualité et l'histoire, en s'appuyant sur notre histoire nationale ainsi que sur les traumatismes et les leçons de la Seconde Guerre mondiale.

Depuis quelques années, nous nous engageons à nouer des partenariats et à mettre en place un réseau national de mémoire et d'éducation. Nous souhaitons devenir médiateur et relais pour la société civile, les communes, les écoles et les associations. Chaque membre du réseau apporte ses compétences, ses ressources et ses propres perspectives. Le Réseau Résistance et Droits Humains, officiellement présenté en 2025, nous permet de mutualiser nos ressources, d'apprendre les uns des autres et de nous soutenir dans un combat qui devient de plus en plus essentiel et qui aura un impact sur la façon dont nos sociétés évolueront.

En adhérant au réseau, les villes et communes partenaires s'engagent à promouvoir des valeurs telles que l'inclusion, l'égalité et le respect. L'affichage du logo et de l'appartenance au réseau constitue une prise de position publique et politique contre le racisme, la haine, l'exclusion, la discrimination et les extrémismes.

La collaboration au sein du réseau se traduit notamment par la mise en œuvre de projets communs. Le musée assure la coordination organisationnelle et la communication, met à disposition des expositions en plein air et itinérantes, organise des journées porte-ouvertes, accompagne des projets communaux ou scolaires et coopère avec les archives locales. Il aide à concevoir et à réaliser des projets (p.ex. les parcours de la mémoire) permettant à promouvoir l'histoire et la mémoire locales.

Notre institution propose aussi des conférences, des ateliers et des manifestations, tant au musée qu'au sein des communes. Elle propose des formations et cherche la coopération avec des acteurs locaux tels que les associations d'histoire, les clubs seniors, les scouts, les maisons de jeunes, etc. Les communes profitent de notre offre pédagogique et de nos manifestations, mais aussi de la communication commune, notamment via ce périodique. Des rencontres thématiques annuelles et des formations continues destinées aux fonctionnaires et aux enseignants seront organisées en collaboration avec, entre autres, le ZpB, le Syvicol et l'IFEN.

Début 2027, une personne sera engagée par le musée pour assurer le poste de coordinateur-médiateur du réseau et établir un lien plus étroit entre le musée et les communes membres. Ce poste s'autofinancera via les contributions des membres du réseau.

En cas d'intérêt, veuillez contacter Jérôme Courtoy
jerome.courtoy@mnr.lu | 54 84 72 26



RÉSEAU RÉSISTANCE
ET DROITS HUMAINS

**EICHMANNS HELFER
IN LUXEMBURG**

OTTO SCHMALZ

(1904-2002)

JÉRÔME COURTOY
LENA HAASE
DANIEL THILMAN
RENÉE WAGENER

EINLEITUNG

Am 17. Juni 1947 entschied die Staatsanwaltschaft in Luxemburg, die Ermittlungen gegen den „mutmaßlichen“ Kriegsverbrecher Otto Schmalz einzustellen. Als Begründung wurden ungenügende „Anhaltspunkte zur Verfolgung des Beschuldigten als Kriegsverbrecher“ angegeben.¹ Aus heutiger Sicht wirkt die Entscheidung der Staatsanwaltschaft befremdlich, besonders wenn man bedenkt, dass Schmalz als sogenannter „Juden-sachbearbeiter“ in Luxemburg u. a. für die Deportation hunderter Bürger:innen verantwortlich war, die als Jüdinnen und Juden verfolgt wurden.² In seiner Vernehmung als Zeuge anlässlich der in Deutschland geführten Ermittlungen wegen der Deportation der jüdischen Bevölkerung Luxemburgs im August 1970 beschrieb Schmalz seine Einstellung gegenüber „den Juden“ folgendermaßen:

„Hinsichtlich meiner eigenen Einstellung zum Judentum kann ich nur sagen, daß ich dem Judentum völlig neutral gegenübergestanden habe. Aus diesem Grunde habe ich auch die Deportationen der Juden nicht gut geheiß. Wenn ich gleichwohl in dieser Hinsicht den mir erteilten Weisungen nachgekommen bin, so geschah das, weil die Deportationen immerhin den damals geltenden Gesetzen und Vorschriften entsprachen und ich mich als Beamter daran zu halten hatte. Ich habe jedoch dafür gesorgt, daß den Juden, soweit es unter meinen [sic!] Einfluß stand, alle mögliche menschliche Erleichterungen zuteil wurden.“⁴³

Bei Schmalz handelte es sich um eine in der Behördenhierarchie zwar untergeordnete, aber in der Praxis durchaus zentrale Figur im Gefüge der nationalsozialistischen „Judenpolitik“ in Luxemburg während des Zweiten Weltkriegs. Dennoch blieb seine Person lange Zeit wenig beachtet. Spätere Beschreibungen orientierten sich vor allem an Zeugenaussagen – mehrheitlich von jüdischen Überlebenden –, die allesamt die „menschliche Seite“ von Schmalz betonten.

Definitionen zu den **fettgedruckten Begriffen** können Sie im **Glossar** ab Seite 40 nachschauen.

Erklärungen zu den **fettgedruckten Namen** finden Sie in den **Kurzbiogrammen** ab Seite 44.



Otto Schmalz, „Judensachbearbeiter“ in Luxemburg während des Zweiten Weltkriegs.
Quelle: LA_NRW_Abt_Rheinland_HSA-Pe_7375-5

TÄTERFORSCHUNG IN LUXEMBURG? – QUELLEN UND METHODOLOGIE

Innerhalb der Geschichtswissenschaft wandte man sich international erstmals in den 1990er Jahren verstärkt den Tätern (hier dezidiert in der männlichen Form!) des Holocaust zu, woraufhin sich die „Täterforschung“ fast als eigene „Subdisziplin“ etabliert hat.⁴ Zuvor hatte – unter dem Eindruck der ersten großen Prozesse und einer Distanzierung von den Taten der vermeintlich Hauptverantwortlichen für die Verbrechen – bis in die 1960er Jahre hinein zunächst eine Kriminalisierung und Diabolisierung und damit auch eine Distanzierung von Taten und Täter:innen stattgefunden. Anschließend verfolgte die historische Forschung im Rahmen der Debatte um die Herrschaftsstruktur des „Dritten Reiches“ eher eine Entpersonalisierung und Abstrahierung, die eine Auseinandersetzung mit einzelnen Personen oder Personengruppen als Täter:innen verhinderte.⁵ Eine zentrale Rolle kam im Zuge dieser Neuausrichtung der Forschung in den 1990ern der sogenannten Goldhagen-Debatte zu, die sich um die Motivation der Mitglieder des Reserve-Polizeibataillons 101 drehte und die Studien von Christopher Browning und Daniel Goldhagen kontrovers bzw. gegeneinander diskutierte.⁶ Als zentrale Ergebnisse der neueren Täterforschung können die folgenden Erkenntnisse benannt werden: 1. die Nichtexistenz eines zentralen „Führerbefehls“ und stattdessen die Ausleuchtung von Handlungsspielräumen der Akteur:innen; 2. die Bedeutung generationeller Aspekte in biographischen und gruppenbiographischen Studien⁷; 3. Ordnungsmuster – ob institutioneller oder gesellschaftlicher Natur – und deren Einfluss auf die Handlungspraxis der Individuen.⁸ Konsens ist weiterhin, dass eine isolierte Tätergeschichte des Nationalsozialismus nicht geschrieben werden kann, sondern die gesamtgesellschaftlichen Rahmenbedingungen stets berücksichtigt werden müssen.⁹ Was die Täterforschung auf dem Gebiet des vormaligen Deutschen Reiches angeht, so stehen noch immer die Wachmannschaften der Konzentrations- und Vernichtungslager, die regionalen Staatspolizeistellen wie auch die Verstrickung von Juristen in die Verbrechen des NS-Staates (besonders an Sondergerichten) im Fokus. Geweitet hat sich der Blick jedoch insofern, als dass inzwischen vielerorts auch die regionalen und überregionalen Verwaltungsstrukturen (z. B. Stadtverwaltungen) untersucht werden. Weiterhin ist auch die Diskussion um Täterschaft sowie die Ausweitung des Täterbegriffes in der Historiographie der Tätergeschichte nachvollziehbar, standen doch lange Zeit nur die politische Elite und die höchsten Funktionäre zur Untersuchung, während inzwischen auch die „ganz normalen Deutschen“ und ihre Verstrickung in die Verbrechen des Nationalsozialismus deutlich herausgearbeitet werden.

Im Gegensatz dazu steckt die Täterforschung in Luxemburg (zumindest in Bezug auf deutsche NS-Täter:innen) noch in den Kinderschuhen. Auch das Schicksal der jüdischen Bevölkerung des Landes wurde bis in die 1990er Jahre durch eine vor allem auf den Widerstand aufgebaute Meistererzählung und den über Jahrzehnte andauernden Erinnerungskampf ehemaliger Widerstandsgruppen mit den Zwangsrekrutiertenverbänden überschattet. Erst mit der Schaffung der Universität

Luxemburg 2004 wurde das Thema verstärkt zum Forschungsgegenstand.¹⁰ Der Bericht der „Commission sur les spoliations des bien juifs“ von 2009 sorgte ebenfalls für eine neue Dynamik.¹¹ Durch die Veröffentlichung des „Artuso-Berichtes“ im Jahr 2015 und die daran anschließende Entschuldigung der luxemburgischen Regierung und des Parlaments gegenüber der jüdischen Kultusgemeinde für das durch die Verwaltungskommission, einer *de facto*-Regierung, hervorgerufene Leid in der ersten Phase der NS-Judenpolitik im Land, wurde sowohl eine erinnerungspolitische als auch geschichtswissenschaftliche Wende eingeleitet. In den Jahren nach der Entschuldigung beschäftigten sich zahlreiche Historiker:innen und Institutionen, wie das „Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History“ (C²DH) der Universität Luxemburg oder Museen, wie das „Musée National de la Résistance et des Droits Humains“ (MNRDH), mit der Geschichte der Shoah unter Anerkennung der Kollaboration in Luxemburg. Daraus resultierende, medial teils stark präsente Debatten wie der sogenannte „Historikersträit“ oder die „Täterdebatte“¹² um die aktive Mittäterschaft von Luxemburger:innen bei der Shoah halfen bei der Verankerung dieser Themen im öffentlichen Bewusstsein. Für ein breiteres Verständnis der Gestapostelle Trier und des in Personalunion geführten Einsatzkommandos der Sicherheitspolizei und des SD in Luxemburg sorgte wiederum das Forschungsteam um Thomas Grotum und Lena Haase der Universität Trier.¹³ Detaillierte Täterbiografien zentraler Persönlichkeiten der Gestapo oder der Zivilverwaltung in Luxemburg sind bis heute jedoch eher selten, abgesehen von der 1997 von Emile Krier veröffentlichten Biografie von Gauleiter Gustav Simon.¹⁴

Auf Initiative des Musée National de la Résistance et des Droits Humains in Esch/Alzette (Luxemburg) und in Zusammenarbeit mit dem C²DH der Universität Luxemburg und der Universität Trier unterzieht das Autor:innenteam erstmals Schmalz’ Darstellung seiner eigenen Rolle als „Judensachbearbeiter“ einer kritischen Überprüfung. Anhand historischen Quellenmaterials wird versucht, das Leben von Otto Schmalz zu rekonstruieren, wobei ein besonderes Augenmerk auf die Ambivalenz seiner Handlungen und Funktionen, vor allem im Kontrast zur Bewertung seiner Rolle nach 1945, gelegt wird. Es sind besonders Verwaltungsverfahren, Justizverfahrensakten und Zeugenaussagen aus der Nachkriegszeit, die dazu Anhaltspunkte liefern. Dieser administrative bzw. gerichtliche Rahmen setzt allerdings auch die Grenzen, wenn es darum geht, die Persönlichkeit von Schmalz zu erfassen. Die Frage, inwieweit sich ein einfacher Beamter durch seine pflichtbewusste Haltung schuldig machen konnte, wenn es um die verordnete Verletzung von Menschenrechten ging, wurde nämlich in der Nachkriegszeit nie gestellt.

Der um Otto Schmalz geschaffene Mythos eines korrekten und menschlich agierenden Gestapobeamten war wohl unter anderem dafür verantwortlich, dass man seine Person lange Zeit wenig beachtet hat. So wird er beispielsweise in den Arbeiten von Paul Cerf, André Hohengarten, Paul Dostert oder Renée Wagener nur gestreift oder, als Teil der Gestapo, in einen größeren Kontext gesetzt.¹⁵ Mit der Person Otto Schmalz im Detail befasste man sich nur indirekt oder gar nicht.

VON HALBERSTADT NACH LUXEMBURG: LAUFBAHN EINES POLIZISTEN

Der Lebenslauf von Otto Schmalz liest sich zunächst wie das klassische Portrait eines Mannes aus einfachen Verhältnissen, dem nach den wirtschaftlich angespannten 1920er Jahren ein bescheidener sozialer Aufstieg gelang. Otto Schmalz wurde am 30. Februar 1904 in Halberstadt (heute Landkreis Harz, Sachsen-Anhalt) als Sohn des Eisenbahnschaffners Karl Schmalz und dessen Frau Dorothee Korte geboren.¹⁶ Otto war eines von vier Kindern und wurde im katholischen Glauben erzogen. Er besuchte von 1910 bis 1918 die katholische Volksschule in Halberstadt.¹⁷ Später erlernte er den Beruf des Maschinenschlossers. Die Ausbildung schloss er 1922 mit einem „ziemlich guten“¹⁸ Resultat ab. Er fand zunächst eine Anstellung bei der Reichsbahn, wurde jedoch 1923 „aufgrund der wirtschaftlichen Verhältnisse nach dem Kriege 1914/18“¹⁹ wieder entlassen. Schmalz meldete sich daraufhin am 1. April 1924 freiwillig zur preußischen **Schutzpolizei** (Schupo) und verpflichtete sich für zwölf Jahre.

Als Polizeianwärter erhielt er eine einjährige, militärisch geprägte Berufsausbildung in der Polizeischule Burg bei Magdeburg.²⁰ Nach Abschluss der Ausbildung verrichtete er vom 1. April 1925 bis zum 1. April 1926 seinen Dienst bei der Schutzpolizei in Wittenberg an der Elbe, bevor man ihn nach Düsseldorf versetzte. 1934, während seiner Dienstzeit in Düsseldorf, heiratete er Lucie Benninghaus.²¹ Schmalz wurde – wie er es selbst 1947 formulierte – in Düsseldorf im „Straßendienst“ eingesetzt.²² Während seiner zwölfjährigen Dienstzeit bei der Schutzpolizei, die am 1. April 1936 endete, stieg er bis in den Rang eines Oberwachtmeisters auf. 1931 wurde er zum Polizeiwachmeister und 1932 zum Polizeioberwachtmeister befördert, bevor er 1933 schließlich zum Revier-Oberwachtmeister ernannt wurde.²³ Nach seiner Dienstzeit bei der Schutzpolizei erhielt er seinen Polizeiversorgungsschein (PVS), mit dem er verpflichtend in den Polizeidienst übernommen werden musste,²⁴ und ließ sich „auf der Vormerkungsstelle in Potsdam zur Einberufung für die **Kriminalpolizei** (Kripo) vormerken.“²⁵ 1936 wurde er in die Kripo übernommen und nach einer dreimonatigen Dienstzeit in Düsseldorf als „unkündbarer Staatsbeamter“²⁶ zur **Geheimen Staatspolizei** (Gestapo) nach Trier berufen. Noch im selben Jahr wurde er zum Grenzpolizeiposten Perl an der deutsch-luxemburgischen Grenze abkommandiert, wo er als Kriminal-Assistent²⁷ unter anderem als Fotograf bei Pass- und Grenzkontrollen arbeitete.²⁸

Am 1. September 1937 wurde Schmalz zum Kriminaloberassistenten befördert.²⁹ Die recht zügig anmutende Beförderung in Diensten der Gestapo ist in diesen Rängen jedoch keineswegs als eine Besonderheit oder gar eine steile Karriere anzusehen. Vielmehr entsprach die Beförderungspraxis, wie auch diejenige während der Weimarer Zeit innerhalb der Schutzpolizei, dem Normalfall.

Im Rahmen seiner Tätigkeit in Perl sei es, so Schmalz, immer wieder zu Zusammenkünften mit luxemburgischen Zollbeamten gekommen:

„Während meines Aufenthaltes in Perl habe ich ziemlich regelmäßig zusammen mit meinen

anderen Kollegen der Gestapo und den Luxemburger Zollbeamten aus Schengen gekegelt und zwar sowohl in Schengen in 2 verschiedenen Wirtschaften wie auch in Perl. Wir hatten Auftrag von der Gestapo und zwar von dem damaligen Kommissar Kluth³⁰, Verbindung mit den Luxemburger Zollbeamten aufzunehmen um eventuell spätere Aufträge entgegenzunehmen deren Inhalt ich zu präzisieren nicht im Stande bin.“³¹

Es darf jedoch nicht trivialisiert werden, dass Schmalz in Perl „lediglich“ im Rahmen von Grenz- und Passkontrollen eingesetzt wurde, trugen diese doch unmittelbar zur Verfolgungspraxis insbesondere von politischen Gegner:innen des NS-Staates sowie von jüdischen Geflüchteten bei.³² In diesem Zusammenhang ist es zentral, dass bereits 1936 die Grenzpolizeiposten und -kommissariate, die seit dem 19. Jahrhundert durch die der Zollverwaltung zugeordneten Grenzpolizei verwaltet wurden, der Gestapo unterstellt wurden.³³ So war es dieser möglich, eine gezielte Grenzüberwachung im Hinblick auf Ein- und Ausreisefrequenz spionageverdächtiger Personen zu leisten.³⁴

Schmalz verrichtete auf diesem Posten seinen Dienst unter anderem gemeinsam mit dem Grenzpolizisten Adam Schäfer, der später – nach der Besatzung und der anschließenden *De-facto*-Annexion Luxemburgs – in Petingen stationiert war. Laut den Kindheitserinnerungen von Schäfers Sohn Herbert, der, gestützt auf seine Notizen und Tagebucheintragungen sowie auf jene seiner Mutter, die Kriegserlebnisse aus seiner Perspektive schildert, fahndeten die Beamten auch nach Schmuggelware und Devisen.³⁵

Drei Jahre später, unmittelbar nach der Kriegserklärung Frankreichs an Deutschland vom 3. September 1939 infolge des deutschen Überfalls auf Polen, wurde der Grenzposten Perl evakuiert.³⁶ Schmalz wurde zum Hauptsitz der Staatspolizeistelle Trier in die Christophstr. 1 versetzt und dort vom 1. September 1939 bis zum 31. Juli 1940 in Abteilung III in der Spionageabwehr eingesetzt.³⁷

POLITISCHES ENGAGEMENT UND PERSÖNLICHE WELTANSCHAUUNG

Die politische Einstellung von Otto Schmalz lässt sich nur schwer rekonstruieren, basiert der Kenntnisstand doch größtenteils auf seinen Selbstzeugnissen aus der Nachkriegszeit, die er im Rahmen seines Entnazifizierungsverfahrens oder der gegen ihn angestrebten Ermittlungen und Strafverfahren lieferte. In seinem Verhör im Juni 1947 in Luxemburg gab Schmalz an, noch bei der Reichstagswahl im November 1932 für die SPD gestimmt zu haben,³⁸ bei der Reichstagswahl am 5. März 1933 – die bereits als unfreie Wahl zu gelten hat – sei er hingegen nicht zur Wahl gegangen. Die **Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei** (NSDAP) habe er erst gewählt, nachdem er bereits in Düsseldorf gelebt und gearbeitet habe, das heißt seit der Reichstagswahl 1936.³⁹ Ob diese Angaben zu seinem Wahlverhalten der Wahrheit entsprechen, lässt sich nicht überprüfen.

Im Mai 1937 erhielt Schmalz angeblich von seiner Dienststelle die „schriftliche Aufforderung in die Partei einzu-

treten“⁴⁰ – nur kurze Zeit später beantragte er seine Mitgliedschaft in der NSDAP. Otto Schmalz erhielt die Mitgliedsnummer 5.659.098.⁴¹ Auch die Frage, wie freiwillig seine Parteimitgliedschaft gewesen ist, muss unbeantwortet bleiben. Weder ist die schriftliche Aufforderung zum Parteieintritt überliefert, noch ist ein solches Vorgehen bei seinen Trierer Gestapo-Kollegen nachweisbar. Jedoch war es auch noch in den frühen 1940er Jahren keineswegs unüblich, als Nicht-Parteigenosse in den Reihen der Geheimen Staatspolizei zu arbeiten. Schmalz Eintritt im Mai 1937 war der erste mögliche, nachdem zum 1. Mai 1933 eine Mitgliedersperre verhängt worden war, um den millionenfachen Zulauf im Anschluss an die „Machtübernahme“ einzudämmen.⁴² Mit diesem vermeintlich späten Eintritt in die Partei befand sich Otto Schmalz im Übrigen in guter Gesellschaft: Fast ein Drittel aller Trierer Gestapo-Beamten und -Angestellten, deren Beitrittsdatum in die NSDAP bisher bekannt ist, haben diesen Schritt erst am 1. Mai 1937 getan.⁴³

Neben seinem Eintritt in die NSDAP wurde Otto Schmalz auch Mitglied der **Nationalsozialistischen Volkswohlfahrt** (NSV, Beitritt: 1936) und des **Reichsluftschutzbundes** (RLB, Beitritt: 1939).⁴⁴ In seinem Verhör vom 4. Juni 1947 gab er weiterhin an, dass er weder der **Allgemeinen SS** noch der **Waffen-SS** zugehörig gewesen sei. Dem steht jedoch entgegen, dass der später zum Kriminalsekretär beförderte Schmalz den „Angleichungsdienstgrad eines Sturmscharführers“ besaß.⁴⁵ Hinzu kommt seine am 31. Januar 1942 eingereichte Meldung als Freiwilliger in die Waffen-SS, mit der er sich zum Dienst in den Totenkopfstandarten bereit erklärte.⁴⁶ Diese Verbände waren ursprünglich ausschließlich für den Dienst in den Konzentrationslagern eingesetzt worden. Nach einer Reorganisation der Totenkopfverbände wurden diese 1940 offiziell aufgelöst und mit den Infanterieregimentern der Waffen-SS verbunden. Obwohl Schmalz sich 1942 freiwillig zum Einsatz in der Waffen-SS und damit als Kriegsfreiwilliger gemeldet hatte, blieb seine UK-Stellung, d. h. seine Unabkömmlichstellung aufgrund seiner beruflichen Tätigkeit in den Reihen der Geheimen Staatspolizei, bestehen.⁴⁷ Als am 8. Februar 1943 beim Städtischen Gesundheitsamt in Halberstadt (dem Geburtsort von Schmalz) eine Bitte um Auskunft einging, „ob über den Obengenannten oder dessen Sippe in erbbiologischer Hinsicht Belastendes bekannt ist“⁴⁸, antwortete dieses postwendend am 10. Februar, dass gegen ihn „nichts Nachteiliges bekannt“ sei. Damit wurde Schmalz – ausweislich des Deckblattes seiner Sippenakte – am 20. Februar 1943 zur Aufnahme in die SS freigegeben, womit dieser nichts mehr im Wege stand.⁴⁹ Es fehlt jedoch sowohl eine SS-Mitgliedsnummer als auch eine abschließende Verfügung hinsichtlich der Aufnahme in den Verband. Wenn damit eine Mitgliedschaft in der SS nicht abschließend belegt werden kann, so ist dennoch klar, dass er sich nicht nur um eine Aufnahme bewarb, sondern seine Beurteilung zudem positiv verlief und er nach objektiver Prüfung als tauglich befunden worden war.

Schmalz trat entweder auf Anordnung seiner Dienststelle, aus Entfremdung oder aus persönlicher Überzeugung aus der katholischen Kirche aus. Hierzu machte er nach dem Krieg in mehreren Fragebögen unterschiedliche Angaben.⁵⁰

SCHMALZ' TÄTIGKEIT IM BESETZTEN LUXEMBURG (1940–1944)

Nach dem Einmarsch der Wehrmacht in das neutrale Luxemburg am 10. Mai 1940 wurde in Trier ein spezielles Einsatzkommando der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes (SD) aufgestellt, das Einsatzkommando Luxemburg (EKL). Dorthin wurde auch Otto Schmalz am 15. August 1940 abgeordnet. Offiziell nahm das EKL seine Tätigkeit am 1. September 1940 auf.⁵¹ Eigenen Angaben zufolge war Schmalz bereits ab Juli 1940 in Luxemburg – laut seiner Personalakte erfolgte seine Versetzung jedoch erst zum 1. August 1940⁵². Im Rahmen des Luxemburger Kriegsverbrecher-Prozesses von 1949 bis 1951 in Luxemburg-Stadt, bei dem er als Zeuge auftrat, sagte er bei der öffentlichen Anhörung aus, er sei als Mitglied des Einsatzkommandos von Trier nach Luxemburg gekommen, nachdem er zunächst noch in Trier sechs bis sieben Wochen in seinen Sachbereich eingearbeitet worden sei.⁵³ In Luxemburg wurde Schmalz als „Vertreter des Photographen im Erkennungsdienst und [...] zugleich bureaumässig [als] Sachbearbeiter für Judenangelegenheiten“ eingesetzt.⁵⁴ Bereits in der Frühphase seiner Tätigkeit beim EKL wurde Schmalz mit Aufgaben betraut, die im Zusammenhang mit jüdischen Einwohner:innen Luxemburgs standen, wie Einträge im Diensttagebuch des EKL belegen.⁵⁵ So wandte sich bereits am 1. Oktober 1940 der Bürochef der Israelitischen Kultusgemeinde, Siegmund Leib, an „Leutnant Schmalz“, um ihn in seiner Funktion als Mitglied des EKL unter anderem über die Verlegung der Büroräume schriftlich zu informieren.⁵⁶ Auch Schmalz' Ehefrau Lucie arbeitete als Schreibkraft in der gleichen Behörde. Hier war sie im Nachrichtenreferat, kurz N-Referat, eingesetzt.⁵⁷ Dem Ehepaar Schmalz wurde eine Wohnung in Luxemburg-Stadt zugewiesen, und zwar am Äußeren Ring, dem heutigen Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Hausnummer 25a.⁵⁸ Erwähnenswert ist hierbei, dass an der gleichen Meldeadresse ab dem 1. August 1940 auch der 75-jährige deutsch-jüdische Geschäftsmann Leopold Weiler registriert war.⁵⁹ Da es sich bei dem Gebäude um ein Mehrfamilienhaus handelte, können wir davon ausgehen, dass Schmalz fast zwei Jahre lang in direkter Nachbarschaft eines Juden gelebt hatte, bevor dieser am 17. Juli 1942 in das „Jüdische Altersheim“ nach Fünfbrunnen zwangsumgesiedelt wurde.⁶⁰

Im Erdgeschoss der Villa Pauly, dem Hauptsitz des Einsatzkommandos Luxemburg, teilte sich Schmalz als „Judensachbearbeiter“ ein Büro mit anderen Gestapobeamten, darunter auch mit seinem direkten Vorgesetzten, dem „Judensachbearbeiter“, Kriminalsekretär **Paul Schmidt**.⁶¹ Das sogenannte „Judenreferat“ in Luxemburg gehörte zur Abteilung II (zuständig für die Verfolgung von Gegnern aus dem Landesinneren) und führte die Bezeichnung II B 3. Es war somit dem „Referenten für Judenfragen“ in Luxemburg, in Person von Kriminalkommissar **Sebastian Ranner** und ab dem 26. Februar 1942⁶² von Kriminalkommissar **Gerhard Simon**, unterstellt.

ALLGEMEINE AUFGABEN ALS „JUDENSACHBEARBEITER“

DIE ERSTELLUNG DER „JUDENKARTEI“

Die Arbeit der beiden „Judensachbearbeiter“ wurde nach Schwerpunkten aufgeteilt. Schmalz war zunächst vor allem

für die Erfassung und Abwicklung der Auswanderung der jüdischen Bürger:innen zuständig. Hierfür musste zunächst die „Judenkartei“ des Israelitischen Konsistoriums beschlagnahmt werden. Diesen Vorgang beschrieb Schmalz folgendermaßen:

„Wir beschlagnahmten zuerst Kartei der Juden, welche bei Kultusgemeinde lag. Dann begann die eigentliche Aktion. Es war angestrebt, die Juden von Luxemburg herauszubringen. Aktion ging von Simon aus, ich glaube Simon wollte Luxemburg als judenfrei in Berlin melden.“⁶³

Bei der Überprüfung dieser Kartei sei jedoch, so Schmalz, festgestellt worden, dass nicht alle Jüdinnen und Juden des Landes nach rassebiologischen Kriterien erfasst gewesen waren, was sicher den realen Gegebenheiten entsprach. Als Gestapo-Beamter war Schmalz dazu verpflichtet, als „Juden“ jene Menschen einzustufen, welche den Bestimmungen der Nürnberger Gesetze nach als der „jüdischen Rasse“ zugehörig galten. Jedoch war die relativ kleine jüdische Gemeinde in Luxemburg sehr heterogen.⁶⁴

Dies erklärt wohl, dass das „Judenreferat“ mit dem Aufstellen einer eigenen „Judenkartei“ auf der Basis der Unterlagen der verschiedenen Landkreise und Einwohnermeldeämter begann. In den Aufbauprozess dieser Kartei war Schmalz als „Judensachbearbeiter“ aktiv eingebunden. Am 20. August 1940 etwa übermittelte das Konsistorium dem „Einsatz-Kommando der Sicherheitspolizei, z./H. des Herrn Leutnant Scholtz [irrtümlich für Schmalz, *Anmerkung der Verfasser*innen*]“ „die Liste der im Bereiche der Stadt Luxemburg ansässigen Juden“⁶⁵. Im Jahr 1947 bestätigte Clara Wehmann, während des Krieges Schreibkraft bei der Geheimen Staatspolizei in Luxemburg, dass „Kriminal-Sekretär SCHMALZ [...] als Sachbearbeiter eine eigene Juden-Kartei“ besessen habe.⁶⁶

Bei der Aufstellung dieser Kartei sollen sowohl die luxemburgische Verwaltungskommission als auch die eingesetzten Landräte und lokalen Autoritäten, wie etwa Bürgermeister oder Polizei, geholfen haben.⁶⁷ So erstellten 41 Polizeiagenten und -brigadiers beispielsweise am 18. und 19. August 1940 eine Liste der in Luxemburg-Stadt und im Bezirk Luxemburg ansässigen „Juden“, welche für die Hauptstadt 1.864 Personen umfasste. Fünf davon wurden zunächst als „arisch“ oder „katholisch“ definiert und erst später als „jüdisch“ klassifiziert. Fast 300 Personen wurden als abwesend, ausgewandert oder als „auf der Flucht“ markiert.⁶⁸ Später wurde die Kartei des EKL mithilfe der Unterlagen der jüdischen Kultusgemeinde vervollständigt und regelmäßig aktualisiert.⁶⁹

DIE AUSWANDERUNG DER JÜDISCHEN BEVÖLKERUNG LUXEMBURGS IN WESTLICHE NACHBARLÄNDER UND NACH ÜBERSEE

Ab dem 12. September 1940 wurde vom **Chef der Zivilverwaltung** (CdZ) die Abschiebung der noch in Luxemburg anwesenden Jüdinnen und Juden nach Westen forciert.⁷⁰ Das jüdische Konsistorium, das mit der Organisation einer Reihe von Kollektivtransporten vor allem nach Frankreich und Portugal beauftragt wurde,

verhielt sich kooperativ, um einem Maximum an jüdischen Verfolgten aus Luxemburg die Ausreise zu ermöglichen. Schmalz' Vorgesetzter Paul Schmidt war organisatorisch für die sogenannten „Außenaktionen“ und somit für die Planung und die Begleitung der „Auswanderung von Juden“ verantwortlich.⁷¹ Dies bestätigte Schmidt im Rahmen seines Spruchkammerverfahrens in Bielefeld 1947. Hier gab er nicht nur zu Protokoll, „von den zwangsweisen Abtransporten der Juden aus dem Reich gewusst“, sondern auch „in den Jahren 1940/41 [...] einen Sonderauftrag auf diesem Gebiet gehabt“ zu haben. Dabei sollte er „mitwirken bei der freiwilligen Auswanderung der Luxemburger Juden“. Diese Tätigkeit habe er „korrekt und in jeder Weise human ausgeübt, was [ihm] auch von jüdischer Seite bestätigt worden [sei]“.⁷² So bescheinigte etwa der Rechtsanwalt Alex Bonn im August 1947, dass Schmidt ihm gegenüber zwar „anfänglich schroff und reichlich unangenehm“ aufgetreten sei, aber bei der „Ausführung der ihm gestellten Aufgabe korrekt vorgeing“.⁷³ Schmalz hingegen fungierte als Kontaktperson für den „Ältestenrat der Juden“ und war bestens über den Verlauf dieser Transporte nach Frankreich unterrichtet, wie ein Schreiben vom 23. Oktober 1941 belegt. Darin bestätigten Bürochef Martin Meyer und Präsident **Alfred Oppenheimer** die Auswanderung jüdischer Personen ab dem 1. Oktober 1941 nach „Nordamerika, Columbien, Schweiz und Belgien“ und legten dem Schreiben zwei Listen der betroffenen Personen bei.⁷⁴ In zwei nach dem Krieg ausgefüllten Fragebögen gab Schmalz zudem an, dass er an mindestens einem von 18 sogenannten Auswanderungstransporten in Richtung des unbesetzten Frankreichs teilgenommen habe.⁷⁵ So habe er am 18. Oktober 1940 als „Transportbegleitung“ an einer „Auslandsreise“ nach Frankreich teilgenommen.⁷⁶ In einem anderen Fragebogen präzisierte er dann jedoch, dass es sich um einen „Gefangenen-transport“ gehandelt habe.⁷⁷ Hierbei muss es sich um den 150 Personen umfassenden vierten Transport nach Westen gehandelt haben. Mit diesem sollten jüdische Menschen nach Portugal „ausreisen“. Verschiedene Auswanderungstransporte von Jüdinnen und Juden aus Luxemburg in Richtung Westen wurden somit zum Teil von Schmalz und Schmidt begleitet.⁷⁸

Aufgrund fehlender Transit-Visa und falscher Übersee-Visa konnten diese Transporte zu handfesten diplomatischen Zwischenfällen führen, wie das Beispiel von Vilar Formoso zeigt.⁷⁹ Im November 1940 war ein Transport von dieser portugiesisch-spanischen Grenzortschaft in ein Notlager bei Mousserolles⁸⁰ nahe der französischen Stadt Bayonne umgeleitet worden, wie der Großrabbiner von Luxemburg **Robert Serebrenik** am 3. November 1963 in einem Memorandum darlegte:

„At the beginning of November, 1940, a 3. transport of 297 Jews left for Lisbon in 14 busses. The transport was this time accompanied by Gestapo agents. They had no trouble to enter and pass Spain. But when they showed themselves on Portuguese soil, at the frontier station of Villa Formosa, intoxicated with the belief that the world belongs to them, a clash occurred with the Portuguese border police. The incident grew

*into a diplomatic scandal. The train with our 297 emigrants was forced, after a week of waiting, to return to Spain and from there to Bayonne in France.*⁴⁸¹

Nach dem Vorfall bei Vilar Formoso wurden dem EKL schwerwiegende Fehler vorgeworfen. Der Leiter des Einsatzkommandos **Wilhelm Nölle** wurde, vermutlich in Begleitung von Schmalz, als Zeuge zwischen dem 20. und dem 28. Februar 1941⁸² ins **Reichssicherheitshauptamt** (RSHA) nach Berlin zitiert. Darauf lässt zumindest eine 1970 von Schmalz getätigte Aussage schließen:

*„Die Besprechung im RSHA lief unter dem Stichwort ‚Juden in Bayonne‘ und endete mit einer Maßreglung des Herrn Nölle. Nölle wurde angewiesen, in Zukunft strengstens darauf zu achten, daß nur noch Juden mit gültigen Einreise-genehmigungen für das entsprechende Zielland aus Luxemburg ausreisten. In der Folgezeit sind dann keine Auswanderertransporte mehr vom EK Luxemburg organisiert worden.“*⁴⁸³

Die von Schmalz vorgebrachte Aussage entspricht insofern den historischen Tatsachen, dass die Gestapo selbst keine Transporte mehr organisierte. Wie bereits erwähnt, fanden jedoch elf weitere Transporte nach Frankreich sowie ein weiterer nach Belgien statt. Nur so ist zu verstehen, dass zahlreichen Jüdinnen und Juden die Flucht ins Ausland oder die Ausreise nach Übersee gelang. Otto Schmalz arrangierte dies, wie aus seiner Aussage von 1950 hervorgeht: „Diese freiwillige Abwanderung war mir recht.“⁴⁸⁴

Nicht zuletzt aus diesem Grund wurde ihm später von ehemals Verfolgten irrtümlicherweise nachgesagt, er habe sogar die Weichen für die Möglichkeit zur Auswanderung gestellt. So beschrieb beispielsweise **Siegmund Leib** in einer eidesstattlichen Erklärung vom 17. Februar 1947, dass Schmalz „infolge seines menschlichen Verständnisses für die Not der Juden“⁸⁵ hunderten seiner Glaubensbrüder die Möglichkeit gegeben habe, nach Belgien oder Frankreich zu flüchten. Ebenso sei es seinen „persönlichen Intervention[en] bei seinen Vorgesetzten [zu verdanken, dass einer] Gruppe von 132 Juden, die die notwendigen Formalitäten mit der USA-Einwanderungsstelle erfüllt hatten, gestattet wurde, aus Luxemburg auszuwandern“.

Wie weit diese „persönlichen Interventionen“ gingen, zeigt eine Aussage von **Willy Brauckmann**, der sich als Mitarbeiter der Abteilung IV a (Juden und Emigrantenvermögen) beim Chef der Zivilverwaltung vor allem durch die Vertreibung der jüdischen Menschen aus ihren Wohnungen und der anschließenden Beschlagnahmung ihrer Möbel hervorgetan hatte.⁸⁶ Im Juni 1947 verwies Brauckmann darauf, dass er, bevor „Ackermann Josef die jüdische Vermögensverwaltung regelrecht aufgebaut hatte, [...] unter stillschweigendem Einverständnis mit Schmalz einer Reihe Juden, die unermöglich waren, dennoch ihre Auswanderung nach Uebersee betreiben wollten, Mobiliarwerte besser gestellter Juden auf ihr Konto verkauft [hätte, damit] auch ärmlichern Juden ebenfalls in der Lage [waren,] ihre Auswanderung zu betreiben.“⁴⁸⁷

Falls Brauckmann und Schmalz ärmeren jüdischen Menschen die „Ausreisemöglichkeit“ auf diese Weise finanzierten, hätten sie damals bewusst gegen geltendes Recht verstoßen, das in solchen Fällen entweder die Konfiszierung oder die Hinterlegung auf Sperrkonten der Gelder aus Zwangsverkäufen jüdischer Besitztümer vorsah.

SCHMALZ' ZUSAMMENARBEIT MIT DER ABTEILUNG IV A DER ZIVILVERWALTUNG

Als „Judensachbearbeiter“ arbeitete Schmalz eng mit der Abteilung IV a zusammen. Dem späteren Bericht des Luxemburger Inspektors Jean-Pierre Bredemus zufolge wurden „die gegen die Juden getroffenen Maßnahmen [...] vom Reichssicherheitshauptamt in Berlin erlassen und von der Gestapo in Zusammenarbeit mit dem Chef der Zivilverwaltung, Abt. IV a ausgeführt“.⁸⁸ Die „Ausweisungsverfügungen“ und Benachrichtigungen an die Abteilung IV a wurden, so der Leiter des EKL **Fritz Hartmann** in einer Aussage von 1970, von Schmalz persönlich verfasst. Hartmann habe dann „die entsprechenden Formulare“ nur noch unterschreiben müssen.⁸⁹

Die Konfiszierung von Wertgegenständen wie beispielsweise Pelzen der in Fünfbrunnen festgehaltenen Jüdinnen und Juden wurde Hartmann zufolge ebenfalls direkt von Schmalz veranlasst und per „Rundschreiben an die israelitische Kultusgemeinde“⁹⁰ weitergeleitet. Für die Verwaltung konfiszierter Wertsachen war die Gestapo-Dienststelle nicht zuständig. Vielmehr habe dies „vermögensrechtlich gesehen, in den Händen der [Abteilung] für Juden- und Emigrantenvermögen, also mutmaßlich [in jenen von] Brauckmann“⁹¹ gelegen. Auch der Leiter der Abteilung IV a **Josef Ackermann** gab später in Haft an, die Verbindungen zwischen Gestapo und Abteilung IV a hätten vor allem darin bestanden, „dass alle von meiner Dienststelle verwalteten jüdischen Objekte zuerst der Gestapo, die eine Beschlagnahmungsverfügung erlassen und zuerst die Schlüsselgewalt hatte, unterstanden und dann in die weitere Bearbeitung meiner Dienststelle überging.“⁹² Nachdem die ursprünglichen jüdischen Eigentümer:innen das Land verlassen hatten, soll es Willy Brauckmann zufolge unter anderem die Gestapo gewesen sein, unter Umständen auch Schmalz, die die Schlüssel einem Angestellten der Abteilung IV übergeben habe.⁹³ Was mit einigen der beschlagnahmten Möbel und anderen Besitztümern vereinzelter jüdischer Familien passiert ist, dürfte Schmalz – nicht zuletzt aufgrund der Lage seiner Privatwohnung – nicht entgangen sein. So befanden sich auf der Adresse Äußerer Ring 29b, also gleich neben der Privatwohnung von Otto Schmalz,⁹⁴ sowohl das Lager als auch die Garagen des Möbeltransportunternehmens Streff.⁹⁵ Dieses gehörte zu den Expeditionen, die mit dem Abtransport jüdischer Besitztümer beauftragt waren.

Nach der Rückbeorderung von Paul Schmidt nach Trier im Frühjahr 1941⁹⁶ blieb Schmalz als alleiniger „Judensachbearbeiter“ in Luxemburg zurück. Fritz Hartmann, der Nachfolger Nölles als Leiter des EKL, beschrieb Schmalz 1949 während des Kriegsverbrecherprozesses als „Judenspezialsachbearbeiter, der nach Spezialschulung in Berlin, die Richtlinien in Luxemburg durchführte“.⁹⁷

DIE PLANUNGEN DER DEPORTATIONEN AUS WEST-EUROPA IM RSHA UND DEREN UMSETZUNG VOR ORT

Ab dem Sommer 1941 konkretisierten sich die nationalsozialistischen Überlegungen, die Juden und Jüdinnen aus dem Deutschen Reich und den besetzten Gebieten in großem Umfang nach Osteuropa zu deportieren. In diesem Zusammenhang sind wohl die vom RSHA in Berlin abgehaltenen Treffen mit lokalen Zuständigen für die „Juden-sache“ zu sehen. Eigenen Aussagen zufolge hat Schmalz während seiner Tätigkeit als „Judensachbearbeiter“ des EKL einige Male an Besprechungen im sogenannten „Judenreferat“ der Abteilung IV B 4 des RSHA in Berlin teilgenommen, ohne jedoch deren genauen Inhalt zu kennen. Die Abt. IV B 4 war die zentrale Dienststelle zur Koordinierung der „Endlösung der Judenfrage“ unter der Leitung von Adolf Eichmann.⁹⁸ So soll sich Schmalz bereits Ende April 1941 für eine Besprechung im RSHA in kleinem Kreise mit Eichmann getroffen haben.⁹⁹ Interessanterweise konnte Schmalz sich erst nach der Aussage von Ernst Christian Neugebauer, stellvertretender Abteilungsleiter der Abt. IV und Leiter der Unterabteilung IV a bei der Zivilverwaltung in Luxemburg, daran erinnern, dass er im gleichen Jahr noch an einer weiteren von Eichmann geführten Besprechung im RSHA teilgenommen hatte. Diesmal ging es jedoch nicht mehr um die „Auswanderung“ nach Westen, sondern um die „Absiedlung“ nach Osten der jüdischen Bevölkerung aus Deutschland, Österreich und dem Protektorat Böhmen und Mähren.¹⁰⁰ Über diese Besprechung wusste Schmalz Folgendes zu berichten:

„Die dritte Besprechung im RSHA, an der ich teilzunehmen hatte, fand zu einem Zeitpunkt statt, zu dem der Beschuldigte Hartmann bereits Führer des EK Luxemburg war. An einen genauen Zeitpunkt vermag ich mich auch in diesem Falle nicht zu erinnern, meine jedoch, daß die Besprechung vor der Durchführung des ersten Abtransportes von Juden aus Luxemburg im Herbst 1941 stattgefunden hat. Eine Einladung zu dieser Besprechung habe ich nie gesehen. Der Beschuldigte Hartmann hat mich beauftragt, mich zu einem bestimmten Zeitpunkt in einem bestimmten Zimmer im RSHA in Berlin einzufinden. An der Besprechung haben etwa 30 Personen teilgenommen, die sämtlich höhere Dienstgrade hatten als ich. [...] Im Gegensatz zu den beiden bereits von mir erwähnten Besprechungen wurde nunmehr nicht über die Auswanderung von Juden, sondern über ihre Aussiedlung gesprochen. Eine [sic!] der Besprechungsteilnehmer hielt ein Referat, an dessen Inhalt ich mich natürlich heute im einzelnen nicht mehr erinnern kann. Es ging dabei jedenfalls u. a. um folgende Punkte:

- 1. Unterscheidung zwischen arbeitsfähigen und arbeitsunfähigen Juden,*
- 2. Unterscheidung zwischen in jüdischer und in arischer Mischehe lebenden Juden,*
- 3. das Vorhaben, die auszusiedelnden Juden in Waggons bzw. Zügen der Reichsbahn in östliche Gebiete zu transportieren,*
- 4. eine Aufzählung derjenigen Gegenstände, die die auszusiedelnden Juden mitnehmen durften bzw. mußten.“*⁴¹⁰¹

Bei dieser Besprechung handelt es sich vermutlich um jene, die am 23. Oktober 1941 stattfand.¹⁰² anlässlich derer sich Vertreter der Gestapodienststellen des Deutschen Reiches und der besetzten Gebiete in Eichmanns Büro zusammengefunden hatten, um das Vorgehen und den geplanten Ablauf der ersten anstehenden Deportationen zu besprechen.¹⁰³ Im Vorfeld hatte eine Inspektion des ausgewählten Ghettos in Litzmannstadt stattgefunden.¹⁰⁴

Vor Gericht in Luxemburg im Januar 1950 sagte Schmalz zudem aus, dass die jüdischen Menschen, die für den ersten Transport vorgesehen waren, höchstens 45 Jahre alt und unbedingt gesund sein sollten.¹⁰⁵ Schmalz behauptete später, dass er davon ausgegangen sei, „daß die Juden ausgesiedelt und in Gettos im Osten wieder angesiedelt und dort, zumindest soweit es sich um arbeitsfähige Juden handelte, zum Arbeitseinsatz herangezogen werden sollten.“¹⁰⁶ Aus dem Inhalt des Referates im RSHA habe sich zumindest nicht schließen lassen, dass die in Ghettos deportierten Juden umgebracht werden sollten. Bei seiner Vernehmung räumte Schmalz jedoch selbst ein, sich im Anschluss an das Referat „[s]eine Gedanken gemacht“ zu haben.¹⁰⁷ Dies deutet darauf hin, dass die Ausführungen Eichmanns zur „Aussiedlung“ der jüdischen Bevölkerung ihn zumindest nachdenklich gemacht haben müssen. Allerdings wusste er „mit absoluter Sicherheit“ zu sagen, „daß man aus dem Inhalt des Referates unter keinen Umständen die Schlußfolgerung ziehen konnte, zu irgendeinem späteren Zeitpunkt könnte die Tötung der ausgesiedelten Juden beabsichtigt sein. Auf einen derartigen Gedanken bin ich auch selbst nicht gekommen.“¹⁰⁸

Die darauffolgenden Wochen sollen für Eichmann „von hektischen Aktivitäten geprägt“ gewesen sein.¹⁰⁹ Er versandte unter anderem Richtlinien, welche sämtlichen unter deutscher Kontrolle stehenden Jüdinnen und Juden die Auswanderung untersagten.¹¹⁰ Dieses Ausreiseverbot wurde in Luxemburg über Schmalz an die jüdische Kultusgemeinde weitergeleitet.¹¹¹ Bei der oben genannten Besprechung vom 23. Oktober 1941 mit den „Judenreferenten“ sollen diese – und somit auch Schmalz – ihre „Instruktionen für die Deportation der deutschen Juden [mit] detaillierten Anweisungen für die Vorgehensweise“¹¹² erhalten haben. Die bereits erarbeiteten „Fahrpläne“ wurden verteilt und die Referenten angewiesen, regelmäßig der Abteilung IV B 4 Bericht über den Fortschritt der „Aktionen“ zu erstatten. In den folgenden Monaten erhielten die Staatspolizeistelle in Trier und das Einsatzkommando in Luxemburg simultane „Weisungen“ vom RSHA „zur Zusammenstellung von Judentransporten“.¹¹³ Über den Gestapo-Chef Hartmann und den jeweils zuständigen Kriminalkommissar (Ranner oder Simon) wurden die „Weisungen“ Schmalz vorgelegt, der dann die Aufgabe hatte, sie zu erfüllen, das heißt, entsprechende Transporte zusammenzustellen.

Der hier geschilderte Dienstweg, wie ihn Hartmann 1970 bei einer Vernehmung beschrieb, war einige Jahrzehnte zuvor bereits von Hartmann selbst, aber auch von Sebastian Ranner bei ihren Vernehmungen im Jahr 1949 kurz angeschnitten worden. Dabei hatten die beiden ein deutlich anderes Bild gezeichnet, indem sie ihre eigene Mitschuld zu relativieren und die Hauptverantwortung auf

den bereits aus der Haft entlassenen Schmalz zu schieben versucht hatten. So beschrieb Ranner beispielsweise, dass „[m]it den Evakuierungen der Juden nach Litzmannstadt, Theresienstadt, oder nach dem Osten, [...] die Dienststelle als solche nichts zu tun [gehabt habe]; die entsprechenden Richtlinien waren im RSHA ausgearbeitet worden und wurden dann Schmalz zugestellt, der der Dienststelle dann darüber berichtete.“¹¹⁴

Entsprechend schilderte auch Hartmann die Weisungen des RSHA an Schmalz am Beispiel des Transportes von 120 „noch in Luxemburg verbliebenen Juden“¹¹⁵ nach Fünfbrunnen nach den erfolgten Auflösungen der „jüdischen Altersheime“ in Luxemburg-Stadt.¹¹⁶ Diese seien nämlich im „Einvernehmen mit dem Ältesten der jüdischen Kultusgemeinde“¹¹⁷ und nach entsprechenden Verhandlungen „durch den beim RSHA speziell geschulten Krim. Sekretär Schmalz [erfolgt], der seine Weisungen direkt vom RSHA“ erhalten habe.

Im Widerspruch zu Schmalz’ Aussage, dass anfänglich die zu deportierenden Jüdinnen und Juden arbeitsfähig sein sollten, erklärte Hartmann mehrfach während seiner Verhöre, dass es ihm „trotz mehrfacher Anmahnung“ durch Gauleiter Gustav Simon aufgrund seiner Intervention beim RSHA, insbesondere bei SS-Gruppenführer Heinrich Müller als Chef des Amtes IV (Gestapo) im RSHA, gelungen sei, die Deportationen von Fünfbrunnen nach Theresienstadt hinauszuzögern, da es sich „überwiegend [um] alt[e] und teilweise, infolge von Krankheit, nicht transportfähig[e]“¹¹⁸ Menschen gehandelt habe. Eine Deportation nach Osteuropa hätte sich Hartmann zufolge keinesfalls „gelohnt“, da die „anwesenden Juden in absehbarer Zeit, sei es an Altersschwäche, sei es an Krankheit, verstorben wären.“¹¹⁹ Auch wenn er so darauf abzielte, seine Eigenverantwortung zu reduzieren, unterstrich Hartmann damit, dass seine Dienststelle sehr wohl die Weisungsgewalt bei den Deportationen gehabt hatte und Schmalz in voller Kenntnis bzw. in Absprache mit seinen Vorgesetzten handelte.

DIE DEPORTATIONEN DER JÜDISCHEN BEVÖLKERUNG AUS LUXEMBURG NACH OSTEN

Zwischen dem 15. Oktober und dem 4. November 1941 organisierte Adolf Eichmann mit Hilfe seiner Mitarbeiter, den „Judenreferenten“ und „Judensachbearbeitern“, die Deportation mehrerer zehntausend „Reichsjuden“ und tausender Sinti:zze und Rom:nja. Um Luxemburg als „judenfrei“ nach Berlin melden zu können, wurden vom 16. auf den 17. Oktober 1941 323 Jüdinnen und Juden vom Hauptbahnhof in Luxemburg-Stadt ins Ghetto Litzmannstadt deportiert.¹²⁰ Schmalz war seinen eigenen Angaben zufolge bei der „Abfertigung“ anwesend und begleitete diesen Transport bis zu seinem Zielort.¹²¹ Für die Abfertigung des Transportes sei am Luxemburger Hauptbahnhof eigens eine „Außendienststelle“ eingerichtet worden, zu der am 16. Oktober 1941 „alle verfügbaren Angehörigen des EK Luxemburg bestellt“ worden seien.¹²² In den nächsten Monaten sollten sechs weitere Deportationszüge in den Osten folgen. Auch bei verschiedenen weiteren Transporten nahm Schmalz an der „Abfertigung“ teil, wie beispielsweise beim Transport nach Izbica am 23. April oder jenem nach Auschwitz am 12. Juli 1942.¹²³

Des Weiteren sollen den Aussagen des Überlebenden Hugo Heumann zufolge sämtliche Transporte nach Theresienstadt „unter der Führung des Gestapobeamten Schmalz“¹²⁴ gestanden haben. Joseph Gottlieb, der von Fünfbrunnen aus deportiert wurde, beschrieb später unter anderem, dass für den Transport am 6. April 1943 die Haltestelle beim „Jüdischen Altersheim“ in Fünfbrunnen von der Gestapo mit „Maschinengewehren“ abgesperrt worden sei, so dass „[d]ie Ulflinger Leute [...] keine Gelegenheit [gehabt hätten,] uns die Liebesgaben, die sie uns zugedacht hatten, zukommen zu lassen.“¹²⁵ Neben Schmalz soll auch Hartmann der „Verladung“ beigewohnt haben, welche zudem auf dessen Verordnung oder von ihm selbst gefilmt worden sein soll. Der „Abtransport“ soll in – wie Hartmann es beschrieb – „von der Reichsbahn für Massentransporte vorgesehenen Wagen“ erfolgt sein.¹²⁶ Der Zug sei auf seine Veranlassung hin „auf freier Strecke, bis kurz an das jüdische Altersheim herangefahren“ worden. Begleitet wurde der Transport von der Schutzpolizei und dem „Judensachbearbeiter Schmalz, [der] die Ablieferung in Theresienstadt ordnungsgemäss“ durchgeführt haben soll. Nach seiner Rückkehr soll Schmalz seinem Vorgesetzten Hartmann berichtet haben, dass „auf dem Transport niemand verstorben sei“.

Während Hartmann in seiner Vernehmung 1949 bestritt, dass die „Verladung“ durch Maschinengewehre gesichert worden sei und er eine „Filmaufnahme des Abtransportes“ veranlasst habe, versuchte er abermals, seine Mitschuld zu relativieren, indem er unter anderem angab, er habe persönlich dafür Sorge getragen, dass Stroh und kleine Öfen in die Wagen gebracht wurden. Zudem habe er sich darum bemüht, dass „den Kranken Pflegepersonal in Gestalt ihrer Verwandten oder Bekannten beigegeben wurde“. In Wahrheit sollen es jedoch die Bewohner:innen und die Leitung des „Jüdischen Altersheims“ gewesen sein, welche sowohl für die Verpflegung als auch für die Reinigung und Ausstattung der Viehwagen mit Öfen, Stroh, Matratzen teilen oder Krankenstühlen zur Notdurft sorgten.¹²⁷

Auch Schmalz selbst wusste am Beispiel des Transportes vom 28. Juli 1942 nach Theresienstadt – den er bis zu seinem Bestimmungsort im tschechischen Terezín begleitete – einige Details von der Abfahrt bis zur Ankunft zu nennen.¹²⁸ Der Transport hatte nach seiner Aussage „etwa zwei bis drei Tage in Anspruch“ genommen. Die „Juden“ waren in Güterwaggons „abtransportiert“ worden, die jedoch „mit Stroh und Woldecken ausgelegt und mit kleinen Öfen versehen“ gewesen waren. In jeden Güterwaggon seien „etwa 30 oder 40 Juden“ gepfercht worden.¹²⁹ In einem Personenwagen fuhr das „Begleitkommando“ mit. Dieses bestand aus den beiden Gestapobeamten Schmalz und **Gustav Fritz Franz Petrat** sowie „acht bis zehn Beamten der Schutzpolizei“.¹³⁰ Nach der Ankunft im Ghetto übergab Schmalz die „Begleitpapiere des Transportes“ und wurde gemeinsam mit dem ihn begleitenden Beamten Petrat zu einer Besichtigung des Ghettos eingeladen. Schmalz gibt jedoch an, lediglich durch eine breite, rechts und links mit einem Bretterzaun verkleidete Straße zum „Casino der SS“ gefahren worden zu sein, wo sie „mit Kaffee bewirtet“ wurden. Anschließend hätten sie „das Getto sofort wieder verlassen, ohne es wirklich gesehen zu haben.“¹³¹ Glaubt man aber einer Aussage seines

früheren Vorgesetzten Hartmann, war Schmalz durchaus über die Wohnverhältnisse im Ghetto informiert, die „zwar sehr beengt, jedoch unter durchaus tragbaren Verhältnissen“ gewesen sein sollen.¹³²

Mit diesem 156 Personen umfassenden Transport wurde auch sein früherer Nachbar Leopold Weiler nach Theresienstadt deportiert. Ob Schmalz mit Weiler in Kontakt trat, ist nicht bekannt. Belegt hingegen ist der Kontakt zu Curt Edelstein¹³³, der Schmalz darum bat, einen von ihm verfassten Brief nach seiner Rückkehr nach Luxemburg an Alfred Oppenheimer zu überbringen.¹³⁴ Auch den letzten größeren Transport aus Luxemburg vom 17. Juni 1943, bei dem 25 Personen – darunter auch Alfred Oppenheimer und seine Familie – in den Osten deportiert wurden, soll Schmalz bis nach Berlin begleitet haben.¹³⁵

DIE ORGANISATION DER TRANSPORTE

Betreffend die Organisation der Transporte gab Schmalz 1950 beim Kriegsverbrecherprozess in Luxemburg u. a. an, dass die Anordnungen von Eichmann persönlich gekommen und unterschrieben gewesen seien.¹³⁶ Dies bestätigte im Dezember 1960 auch der Luxemburger Polizeiinspektor Jean-Pierre Bredemus, der berichtete, „der Name Eichmann [sei] bei der Durchführung dieser Maßnahmen ebenfalls erwähnt worden. Er [sei] bereits damals von den Exekutivbeamten der Gestapodienststelle Luxemburg als der Verantwortliche für die gegen die Juden getroffenen Maßnahmen bezeichnet [worden].“¹³⁷ Laut Hartmann sollen die „Weisungen“ des RSHA über die Deportation von Jüdinnen und Juden aus Luxemburg stets nur den Vermerk „Absiedlung nach dem Reichsgebiet“ getragen haben.¹³⁸ Daneben sei der jeweilige Zielbahnhof im Reichsgebiet angegeben worden. Jegliche Änderungen mussten vorher mit dem „Eichmannreferat“ des RSHA abgesprochen werden, so beschrieb es Oppenheimer im Dezember 1960:

*„Die Gestapo Luxemburg konnte von sich aus keine Anweisungen über den Bestimmungsort der abzutransportierenden Personen geben. Zuständig hierzu war nur das Reichssicherheitshauptamt in Berlin. Hartmann Fritz, Dienststellenleiter der Gestapo Luxemburg, wollte z. B. eine Strafmaßnahme gegen 24 Juden durchführen. Diese waren bereits im Kloster Fünfbrunnen untergebracht, wo sie auf ihren Abtransport nach dem Osten warteten. Hartmann wollte sie nach einem Konzentrationslager verbringen lassen. Wie Schmalz mir sagte, habe Hartmann zu dieser Maßnahme erst die Genehmigung in Berlin beim Reichssicherheitshauptamt anfragen müssen, und die Genehmigung sei ihm dann auch von dort erteilt worden. Die 24 Juden sind dann auf Anweisung von Berlin nach dem Konzentrationslager Auschwitz verbracht worden, wo sie alle umkamen. Es war dies der einzige Judentransport, der von Luxemburg aus direkt nach Auschwitz durchgeführt wurde.“*¹³⁹

Die zur Deportation bestimmten Jüdinnen und Juden erhielten eine von Hartmann unterzeichnete „staatspolizeiliche Verfügung“, die anfangs den Opfern postalisch zuge-

stellt wurde.¹⁴⁰ Für spätere Deportationen, wie beispielsweise jene am 28. Juli 1942 und am 6. April 1943 nach Theresienstadt, soll Schmalz die Verfügungen Oppenheimer persönlich gegeben haben, der diese wiederum dann den betroffenen Personen überreichen sollte. Sobald die „Ausweisungsverfügungen“ übermittelt worden waren, übergab Schmalz seinem Verbindungsmann die endgültige Transportliste. Die Otto Schmalz zur Verfügung stehenden Verbindungsmänner aus dem Israelitischen Konsistorium waren nacheinander Siegmund Leib, Alfred Oppenheimer und Dr. **Eugen Grünberg**.¹⁴¹ Eigenen Angaben zufolge hat Schmalz diese Verbindungspersonen dazu aufgefordert, die auf der Liste aufgeführten Personen bei den Vorbereitungen zu unterstützen und dafür Sorge zu tragen, dass sie pünktlich am Bahnhof erscheinen. Ein weiteres Exemplar der Liste wurde der Abteilung IV a in der Zivilverwaltung übermittelt, um das Vermögen der Deportierten zu beschlagnahmen.¹⁴²

DIE ERSTELLUNG DER DEPORTATIONSLISTEN

Das Vorgehen bei der Zusammensetzung der sieben großen Deportationstransporte wird teilweise kontrovers diskutiert.¹⁴³ Es geht dabei auch um die Frage der Verantwortlichkeiten von Gestapo und Kultusgemeinde bzw. „Ältestenrat“, was die Auswahl der zu Deportierenden betrifft.

Was die Zusammenstellung der Transporte angeht, habe das EKL, laut Schmalz, – wie andere Dienststellen im Reichsgebiet – lediglich zu erfüllende Quoten erhalten.¹⁴⁴ Dazu führte er 1950 im Luxemburger Nachkriegsprozess Folgendes aus: „Es wurde gesagt, es müssten Leute sein bis 45 Jahre u. sie müssten gesund sein. Es war dies im Jahre 1941. [...] Es war mir freigestellt, wie wir die J[uden] sammeln sollten. Es war mir vorgeschrieben, wieviel Geld sie mitnehmen konnten u. wie viel Sachen sie tragen konnten. [...] Es wurde immer von Berlin die Zahl bestimmt.“¹⁴⁵

Schmalz arbeitete bei der Organisation der Deportationstransporte seinen Aussagen von 1970 zufolge eng mit dem „Judensachbearbeiter“ der Trierer Gestapostelle, Kriminalsekretär **Wilhelm Plichta**, zusammen, da „jeweils beide Stapostellen gemeinschaftlich eine bestimmte Anzahl von Juden zum Abtransport zur Verfügung stellen“ mussten.¹⁴⁶ Er erklärte jedoch auch, dass er und sein Vorgesetzter Sebastian Ranner im Herbst 1941 darüber diskutiert hätten, wie die Aufstellung der erforderlichen Transportliste erfolgen sollte. Dabei sollen die beiden zu dem Ergebnis gekommen sein, dass „in diesem Falle und auch in etwaigen weiteren Fällen die jüdische Kultusgemeinde aufgefordert werden sollte, aus ihren eigenen Unterlagen selbst die Transportlisten zusammenzustellen und uns vorzulegen“.¹⁴⁷

Schmalz’ Darstellung über die Zusammensetzung der Deportationen widerspricht der in der Forschung gängigen Darstellung, es sei genuine Aufgabe der Geheimen Staatspolizei als Behörde gewesen, die Deportationen vorzubereiten und auch zu organisieren. So weisen der Politikwissenschaftler Akim Jah und der Historiker Henning Borggräfe darauf hin, dass für die spezifische Vorbereitung und Planung vor Ort die jeweiligen

regionalen und lokalen Verwaltungen verantwortlich waren.¹⁴⁸ Der Historiker Hendrick Althoff wiederum beschreibt, dass das RSHA Richtlinien ausarbeitete, die Zielort, Datum und Abfahrtszeiten der Transporte sowie die Zahl der zu deportierenden Personen festhielten. Die Umsetzung sei durch die lokalen Gestapostellen und ihre „Judenreferate“ geschehen, letztere hätten entschieden, wer zu deportieren sei. Er bemerkt jedoch auch, dass öfters die jüdischen Gemeinden die Listen hätten zusammenstellen müssen, basierend sowohl auf der gemeindeeigenen Kartei als auch jener der Gestapo.¹⁴⁹

Meist versuchten die jüdischen Verantwortlichen aber nur Ausnahmen für bestimmte Menschen auszuhandeln, sei es aufgrund ihres Alters bzw. ihrer Gebrechlichkeit oder aufgrund ihrer Schlüsselrolle in bestimmten Bereichen.¹⁵⁰ Was Luxemburg angeht, so zeigte das Konsistorium laut dem Historiker Paul Dostert keine entsprechende Initiative, sondern versuchte lediglich, weitere Deportationen zu verhindern, indem es den Barackenbau beim Kloster Fünfbrunnen und weitere Auswanderungen nach Westen unterstützte. Zudem fügt er hinzu: „Nous ne voyons guère le Consistoire intervenir dans la confection des listes.“ Es gibt allerdings andere Quellen, die nahelegen, dass Oppenheimer innerhalb des vom RSHA bzw. der lokalen Gestapo definierten Rahmens einen gewissen Spielraum besaß. So erklärte er in seiner Ansprache an die Insass:innen von Fünfbrunnen anlässlich des bevorstehenden Deportationstransportes vom 23. April 1942, die Gestapo habe ihm die Anzahl der zu Deportierenden angegeben und festgelegt, dass alle beim vorigen Transport Fehlenden und Ausgenommenen einbegriffen seien, sowie Alleinstehende und alle, „die bereits einmal von der Gestapo verhört oder sich sonst irgendwie einmalig missliebig gemacht haben“. Ebenfalls erwähnte er aber eine noch nicht fixierte Altersgrenze, zu der er mit der Gestapo in Verhandlung stehe. Dabei berichtete er über einen kleinen Erfolg seinerseits: „Es gelang mir [...] durchzusetzen, dass von diesen [...] Personen eine Anzahl Juden betroffen werden die nicht zu unserer Gemeinde gehören & nie mit uns etwas zu tun haben wollten.“¹⁵¹

Zudem sagte Oppenheimer während der Ermittlungen der Generalstaatsanwaltschaft in Jerusalem in Vorbereitung des Prozesses gegen Adolf Eichmann im Dezember 1960 aus, dass Schmalz auch die Möglichkeit gehabt habe, temporär eine „Zurückstellung“ anzuordnen:

„Ich habe wiederholt mit Kriminal-Sekretär Schmalz hierüber gesprochen und bei den angeordneten Deportationen z. B. für die Zurückstellung einzelner Personen, deren Anwesenheit in Luxemburg nach meinem Ermessen noch erforderlich war, gebeten, wobei Schmalz mir dann bemerkte, die Anordnung der Deportation komme von dem Reichssicherheitshauptamt.“¹⁵²

Diesen Standpunkt wiederholte er 1970 betreffend den Deportationstransport vom 16. Oktober 1941. Ihm zufolge traf die Gestapo die Auswahl der zu Deportierenden: „Mit der Zusammenstellung des Transportes hatte der Aeltestenrat nichts zu tun. Sie erfolgte über das EK

Luxemburg.“¹⁵³ Auch Hartmann sagte aus, dass „Schmalz [...] in Zusammenwirken mit dem damaligen Judenältesten in Luxemburg, Alfred Oppenheimer, das Erforderliche veranlaßt“ habe.¹⁵⁴ Es erscheint somit, so die zusammenfassende Verfügung im Vorermittlungsverfahren der Zentralen Stelle Ludwigsburg, „wenig wahrscheinlich, daß der Beschuldigte Schmalz als Judensachbearbeiter des EK Luxemburg keinerlei Einfluß auf die Erstellung der Deportationslisten genommen und diese nicht zumindest an Hand seiner eigenen Judenkartei geprüft haben sollte“.¹⁵⁵

Hieran wird deutlich, dass die Gestapo für den ersten Transport im Oktober 1941 selbst die Auswahl der zu Deportierenden aufgrund der von den jüdischen Gemeinden (zwangsweise) übergebenen Listen vornahm. Später mussten die Gemeinden aufgrund der vorgegebenen Zahlen und Kriterien selbst die Auswahl treffen. Da die Deportationen aus Luxemburg in enger Verzahnung mit jenen aus dem Reichsgebiet geschahen, erscheint es plausibel, dass die Zahlenvorgaben und Kriterien sowie die Rolle der jüdischen Gemeinde *grosso modo* die gleichen waren. Den Notizen eines zwischen Alfred Oppenheimer und Else Kahn – der „Judenältesten“ aus Trier – im Vorfeld des ersten Transportes nach Theresienstadt stattgefundenen Telefongesprächs zufolge wurde dabei ein Treffen zwischen Oppenheimer, Schmalz, Kahn und Plichta organisiert, um „[...] gemeinsam über Einzelheiten beraten zu können.“¹⁵⁶ Dieses Treffen sollte – laut einer weiteren Notiz – in der Trierer Wohnung von Frau Kahn stattfinden und hatte den Zweck „[...] gemeinsam über einzuleitende Schritte und Massnahmen zu beraten.“¹⁵⁷ Wenngleich Vertreter:innen der zwei jüdischen Gemeinschaften aus Luxemburg und Trier an diesem Treffen teilnahmen, ist ihre Verantwortung in Bezug auf die Deportation doch stark eingeschränkt, da das Deportationsziel und die Anzahl der auszusiedelnden Personen bereits feststand. Kahn und Oppenheimer fungierten hier als ausführendes Instrument der Gestapo, verfügten allerdings nur über einen minimalen Gestaltungsspielraum.

SCHMALZ' VERHÄLTNIS ZUR JÜDISCHEN KULTUSGEMEINDE LUXEMBURGS

Trotz seiner tragenden Rolle bei der Erfassung, forcierten Auswanderung und Deportation der jüdischen Bevölkerung Luxemburgs soll Schmalz' Verhältnis zur jüdischen Gemeinschaft Luxemburgs recht gut gewesen sein.¹⁵⁸ Diese Täter-Opfer-Beziehung ist jedoch auch als eine Gewaltbeziehung zu begreifen. Die Täter traten in dieser als *good cop / bad cop*-Gespann auf, in dem durch die eine Person physische und psychische Gewalt ausgeübt wurde und die andere Person durch eine betont freundliche und dem Opfer zugewandte Art in Erscheinung trat.

So gab die Zeugin Alice Rinnen, die während der Kriegszeit in der Villa Pauly als Schreibkraft tätig gewesen war, im Ludwigsburger Vorermittlungsverfahren einen entsprechenden Vorfall zu Protokoll. Sie hatte wohl zufällig ein Gespräch zwischen Schmalz und Oppenheimer mitgehört: „Ich erfaßte, daß sie sich über ein Mädchen unterhielten, von dem man annahm, daß sie Jüdin sei, die aber selbst behauptete, sie sei Christin. Ich hörte, während

Oppenheimer u. Schmalz das Zimmer endgültig verließen, noch die Bemerkung von Schmalz, die ich sinngemäß so wiedergeben will: ‚Was machen wir nun mit dem armen Kind. Sie ist hier bei mir als Jüdin registriert u. behauptet selbst, Christin zu sein. Was können wir nur für das arme Kind tun?‘“¹⁵⁹

Auch Alfred Oppenheimer beschrieb Schmalz in einem *Tageblatt*-Interview im April 1990 als „anständige[n] Kerl, am Anfang natürlich abweisend und streng“. Im Rahmen seiner fast täglichen Begegnungen mit ihm, anlässlich derer ihm Befehle der Zivilverwaltung „wie zum Beispiel die Einsammlung von Silbergeschirr“ übermittelt worden seien, habe sich „[i]m Laufe der Zeit [...] zwar keine Freundschaft, jedoch eine gewisse Bekanntschaft entwickelt.“¹⁶⁰ Einige Jahre später, im Oktober 1992, unterstrich Oppenheimer in einem weiteren Interview, diesmal mit der Illustrierten *Revue*, seine damaligen Einschätzungen zu Schmalz: „Er war kein Antisemit. Er war treu Deutsch und hat felsenfest an Hitlers Sieg geglaubt.“¹⁶¹ Im Gegensatz zu seiner früheren Einschätzung schätzte er das Verhältnis zu Schmalz nun als fast freundschaftlich ein. Damit wiederholte er seine bereits 1970 anlässlich einer Zeugenvernehmung getätigte Aussage, in der er sein Verhältnis zu Schmalz als „vertraut“ und „fast freundschaftlich“ charakterisierte.¹⁶²

Auch der jüdische Rechtsanwalt Alex Bonn, Vizepräsident und Sekretär des Israelitischen Konsistoriums, beschrieb Otto Schmalz als „konvenable[n] Typ“¹⁶³, insbesondere im direkten Vergleich mit seinem ehemaligen Vorgesetzten Paul Schmidt. Auch Julien Meyer erklärte im Juni 1947, Schmalz habe ihn „immer anständig empfangen und [...] nie angeschnauzt“. Wenn dieser jedoch nicht anwesend gewesen sei, habe stellvertretend sein Vorgesetzter „die Korrespondenz abgestempelt“. Schmidt habe „Juden verächtlich behandelt“.¹⁶⁴ Auch Bonn vertrat eine ähnliche Auffassung gegenüber den beiden Gestapo-Beamten.¹⁶⁵

Den „wohlwollenden“ Charakter von Schmalz unterstrich ebenfalls der Großrabbiner von Luxemburg Robert Serebrenik in seiner Stellungnahme vom 27. Juni 1960 für den in Jerusalem geplanten Prozess gegen Adolf Eichmann. Dabei schilderte er seine „Audienz“ bei Eichmann in Berlin, zu der Serebrenik unter anderem von Schmalz begleitet wurde. Hierzu heißt es:

„Ranner told me that SS Untersturmbannfuehrer would arrange for the trip to Berlin and that we would be escorted by two Gestapo agents. [...] Mr. Sternberg and I left Luxembourg by train on Sunday, March 23rd, at 7:00 P.M., escorted by Untersturmbannfuehrer Schmalz and a Gestapo agent from Germany whose name I could not find out. [...] The Gestapo agents brought us to the Hotel Europaeischer Hof and told us that they would come at 10:30 A.M. to bring us to Eichmann.“

Eichmann habe ihn, so Serebrenik, beim Zusammentreffen mit dem Ausspruch „Drei Schritt vom Leib, Jude“ begrüßt. Er sei „somehow taken aback“ gewesen, denn obwohl in Luxemburg, mit der Ausnahme von Schmalz,

alle Gestapo-Agenten „brutal, ruthless, professional killers and political murderers“ gewesen seien, sei er dort wenigstens mit etwas Respekt behandelt worden.¹⁶⁶ Auch der während einer Deportation verfasste zweiseitige Brief von Curt Edelstein zeigt, dass sich Schmalz den Jüdinnen und Juden gegenüber „nett und anständig“ verhalten haben soll: „Ltn [Leutnant] Schmalz war recht nett, sprach aber mit mir nicht über persönliche Dinge.“¹⁶⁷

Neben seinen Opfern hatten auch frühere Arbeitskollegen eine durchweg positive Sicht auf Otto Schmalz. So beschrieb Willy Brauckmann in seiner Vernehmung im Juni 1947 Schmalz als einen „korrekten Beamten mit sehr viel Verständnis für die Lage der Juden.“¹⁶⁸ Wie bereits erwähnt, kontrollierte und begleitete Schmalz die Transporte. Dabei soll er, so Willy Brauckmann, „den auswandernden Juden niemals Gold- oder Wertsachen abgenommen“¹⁶⁹ und ihnen unter Umständen auch kleinere Bitten erfüllt haben, wie das Beispiel des erwähnten Briefes von Curt Edelstein zeigt, den Schmalz Brauckmann zufolge nach Luxemburg brachte.¹⁷⁰

Neben der Planung und Ausführung der Deportationen führte Schmalz einige Festnahmen und Hausdurchsuchungen auf Anordnung des Leiters der Gestapo oder der Staatsanwaltschaft durch.¹⁷¹ Dies bestätigte einer der ehemaligen Fahrer des EKL, der sich unter anderem daran erinnerte, dass Schmalz mindestens zwei Verhaftungen vornehmlich jüdischer Personen vornahm.¹⁷² Zudem soll er zeitweise für das Haftbuch und die Betreuung der Angehörigen von Festgenommenen verantwortlich gewesen sein. So soll es seine Aufgabe gewesen sein, die nach der Festnahme von Angehörigen in wirtschaftliche Not geratenen jüdischen Familien „der zuständige[n] Stelle zu [melden, um], für die zurückgebliebenen Familienangehörigen Sorge zu tragen.“¹⁷³ Zudem musste er „strafbar“ gewordene Jüdinnen und Juden verhaften, verhören oder überprüfen. So berichtete beispielsweise die Witwe von Kurt Heumann (M.T.¹⁷⁴), dass ihr Ehemann „am 16.6.1942 von dem Gestapobeamten Schmalz verhaftet“ worden war.¹⁷⁵ In einem anderen Fall beschrieb die Witwe von Gottlieb Meyer (H.K.), ihren Mann „[n]ach seiner Festnahme [...] zur Gestapodienststelle begleitet“ zu haben, „wo ihm von dem Gestapobeamten Schmalz eröffnet wurde, dass er da bleiben müsse.“¹⁷⁶ Die Männer wurden später ins Lager nach Hinzert oder, wie Kurt Heumann, von dort ins Konzentrationslager Mauthausen verschleppt. Beide überlebten die Lagerhaft nicht, wobei die Witwen stets von einem Gestapo-Beamten, den Frau T. als Schmalz identifizierte, über den Tod ihrer Gatten informiert wurden.

Nichtsdestotrotz will Schmalz nach eigenen Angaben auch vermehrt Anzeigen „verweigert [haben], wenn sie in [s]eine Hände gelangten und [s]einen Vorgesetzten noch nicht bekannt waren.“¹⁷⁷ Oppenheimer bestätigte mehrmals in seinen Aussagen, dass Schmalz die Anzeigen „sogar bei Verfehlungen [...], auf welchen Kazett stand, wie Straßenbahn ohne Spezialermächtigung, Nichttragen des Judensterns etc. [...], soweit er sie als Erster erhielt, unter den Tisch fallen ließ [oder zerriss] anstatt sie, wie er musste, seinen Vorgesetzten zu melden.“¹⁷⁸ In einem konkreten Fall setzte sich Schmalz offenbar gegen Leo Glod, einen luxemburgischen Beamten des

Ernährungsamtes, durch, der versuchte, dem Sekundarlehrer Paul Rosenstiel zu schaden, indem er ihn bei Schmalz wegen des Nichttragens des „Judensterns“ sowie des unerlaubten Beziehens von Lebensmittelrationen angezeigt hatte.¹⁷⁹

Andererseits wurde Oppenheimer mehrmals in die Gestapodienststelle zu Schmalz bestellt, wo dieser ihn unter anderem über die durch den „Chef der Gestapo“ angeordnete Deportation „straffällig“ gewordener Juden nach Hinzert oder andere Konzentrationslager informierte, oft wegen des „Nichttragens des Judensterns“. 1950 sagte Schmalz dazu aus, dass das EKL lediglich Einweisungen in Hinzert vorgenommen habe, wenn das Gefängnis in Luxemburg-Grund überfüllt gewesen sei. Eine Unterbringung dort sei folglich stets nur ein Provisorium gewesen. Weiterhin seien alle Einweisungen in Konzentrationslager immer zentral von Berlin aus verfügt worden.¹⁸⁰ Diese Behauptungen sind durch einschlägige Forschungen zum Lager in Hinzert wie auch zu den dort einweisenden Staatspolizeistellen jedoch zwischenzeitlich widerlegt worden.¹⁸¹ Auch die Schutzbehauptung, alle Einweisungen in Konzentrationslager seien zentral vom RSHA in Berlin aus verfügt worden, ist zu entkräften: Die zu diesem Zweck ausgestellten Schutzhaftbefehle wurden zwar alle – der Form halber – an höchster Stelle ausgestellt, den jeweiligen Behörden vor Ort jedoch zur Verfügung überlassen, sodass die Inschutzhaftnahmen wie auch die Einweisungen in Konzentrationslager jeweils in der regionalen Zuständigkeit standen.

In den meisten Fällen wurde Oppenheimer einige Tage nach dem Tod eines Häftlings im Konzentrationslager Hinzert von Schmalz darüber in Kenntnis gesetzt. Daraufhin seien ihm stets die letzten Habseligkeiten des Toten ausgehändigt worden.¹⁸² Nur in wenigen bislang bekannten Fällen wurde Oppenheimer angewiesen, die „Delinquenten“ nach Fünfbrunnen zu eskortieren, wie er im Dezember 1949 beschrieb: „[M]ir [wurde] von dem Gestapobeamten Schmalz mitgeteilt, dass er von dem Chef der Gestapo den Befehl erhalten habe, mir mitzuteilen, dass ich F[...] und W[...] im Gefängnis abzuholen und dieselben nach Fünfbrunnen zu transportieren habe, was ich auch tat.“¹⁸³

Auch bei den unangekündigten Inspektionen der Gestapo im dortigen „Jüdischen Altersheim“ soll sich Schmalz nach Aussage Oppenheimers regelmäßig seinen Vorgesetzten widersetzt haben. Nachdem Oppenheimer „im Jahre 1943 ebenfalls deportiert werden sollte und zu diesem Zwecke nach Fünfbrunnen gebracht worden war“, soll Schmalz ihm auch dort „Dienste erwiesen“ haben.¹⁸⁴ So soll er vor einer bevorstehenden Inspektion in Fünfbrunnen durch Fritz Hartmann telefonisch von Schmalz gewarnt worden sein. Auf diese Weise hätten die Einwohner:innen die Möglichkeit gehabt, unerlaubt im Besitz befindliche Gegenstände oder Lebensmittel zu verstecken.

Zudem präzisierte Alfred Oppenheimer, dass Schmalz „trotz ausdrücklicher Verbote [ihm] und den Angehörigen Besucherlaubnisse ausgestellt und auch sonst versucht [habe, ihnen] die Lage in jeder Hinsicht zu erleichtern.“¹⁸⁵ 1992 unterstrich er diesbezüglich, dass Schmalz ihn gelegentlich mit Brot oder Wurst versorgt oder einen Riegel

Schokolade für seinen Sohn René mitgegeben habe.¹⁸⁶ Selbst nachdem Oppenheimer einige Tage vor seiner Deportation gemeinsam mit seiner Familie in Schutzhaft genommen wurde, soll Schmalz ihn im Gefängnis besucht und ihm Zigaretten vorbeigebracht haben.¹⁸⁷

Am 17. Juni 1943 begleitete Schmalz den letzten größeren Deportationstransport von Luxemburg-Stadt nach Osten.¹⁸⁸ In diesem siebten Deportationszug befanden sich neben Oppenheimer und dessen Familie sieben weitere jüdische Personen.¹⁸⁹ In Trier soll Schmalz laut eigener Aussage es „so eingerichtet haben, dass die luxemburgischen Juden vom übrigen Transport absondert wurden und nach Theresienstadt anstatt nach Auschwitz kamen.“¹⁹⁰ Ungeklärt bleibt jedoch die Frage, ob er diese Kompetenzen hatte und eine Umlenkung des Teiltransportes tatsächlich anweisen konnte.

Schmalz’, „zuverlässige“ Haltung gegenüber seinen Opfern habe nach seiner Aussage dazu geführt, „dass [er] tagelang Gewissenskonflikten ausgesetzt war und [ihm] nicht klar wurde, ob [s]eine Hilfsbereitschaft noch mit [s] einem Beamteneid als deutscher Staats-Angehöriger in Einklang zu bringen sei.“¹⁹¹ Diesbezüglich weist der Historiker Ahlrich Meyer darauf hin, dass solche Selbstbeschreibungen, sofern man diese ernst nimmt, „auf eine Entkopplung des Handelns von den eigenen Moralbegriffen schließen“ lassen und einmal mehr bestätigen, „daß der Antisemitismus keine zwingende Voraussetzung für die Mitwirkung an der ‚Endlösung‘ war.“¹⁹²

Mit der Auflösung des „Ältestenrates der Juden“ wurde Schmalz für die „Restvereinigung der Mischehepartner“ unter der Leitung von Dr. Eugen Grünberg verantwortlich. In seiner eidesstattlichen Erklärung vom 7. September 1946 erklärte Grünberg, wie Schmalz sich angeblich den im Land zurückgebliebenen Jüdinnen und Juden gegenüber verhielt bzw. versuchte, ihnen Hilfe zukommen zu lassen:

„[S]oweit es in seiner Macht lag, [war er] stets hilfsbereit [...], wenn es irgend welche Schwierigkeiten gab, z. B. bei häufigen Denunziationen, denen er nachgehen musste. Dann fasste er auf meinen eingeforderten Bericht hin den einigen so günstig ab, dass den Betreffenden nichts passierte. Verhaftungen durch ihn erfolgten während meiner Zeit nur zwei, auf ausdrücklichen Befehl seines Chefs. [...] Schmalz verschaffte mir damals bald Besuchererlaubnis für die Inhaftierten, die leider später deportiert wurden und umgekommen sind.“¹⁹³

Dabei unterstrich Grünberg, dass „bei dem Abtransport der letzten Gruppe im Juni 1943 ein jüdischer Häftling eines Hospitals vergessen worden war“. Im Einverständnis mit Schmalz sei dieser jedoch nicht mehr auf der monatlich einzureichenden Liste aufgetaucht, sondern „unter den Tisch“ gefallen. Auch in Fällen, bei denen eine sogenannte „Mischehe durch Scheidung oder Tod erloschen war“, habe er diese Namen wohl an Grünberg gemeldet, jedoch keine weiteren Maßnahmen eingeleitet. Die Auflösung einer „Mischehe“ bedeutete in der Regel für den jüdischen Ehepartner, dass dieser oder diese nicht mehr unter

den Schutz der „Mischlingsbestimmungen“ fiel, was eine Deportation zur Folge gehabt hätte.

DIE AUFGABEN DES „JUDENSACH-BEARBEITERS“ NACH DEN DEPORTATIONEN

Nach dem letzten Transport soll Schmalz mit seinen Aufgaben als „Judensachbearbeiter“ nicht mehr ausgelastet gewesen sein. Deshalb wurde er Mitte 1943 zunehmend in anderen Referaten eingesetzt, so unter anderem im Referat für Widerstand und Spionageabwehr. Schmalz war zudem für die Ausführung von Umsiedlungen mitverantwortlich.¹⁹⁴ Ersatzweise diente er im Erkennungsdienst der Abteilung II G.¹⁹⁵ Im April 1949 betitelte ihn Hartmann zudem als „ehemaligen Schutzhaftreferenten des EK Luxemburg“¹⁹⁶. Diese Funktion geht auch aus der Aussage der ehemaligen Schreibkraft Clara Wehmann hervor, die angibt, dass Schmalz nach den Streikaktionen von August/September 1942 mit der „Schutzhaftbeantragung“ im Zusammenhang mit der Aufstellung eines „Meckerer-Bautrupps Osten“ beauftragt wurde, da „in seinem eigentlichen Sachgebiet (Juden) kaum Arbeit [mehr] vorlag.“¹⁹⁷ Dabei soll er unter anderem dafür gesorgt haben, dass Maria Schumacher-Wercollier nicht in ein Konzentrationslager deportiert wurde, obschon sie in ihrer Funktion als Gymnasiallehrerin verdächtigt worden war, Schülerinnen zum Streik ermutigt zu haben. Sie wurde zu einer einjährigen Gefängnisstrafe verurteilt,¹⁹⁸ die sie in Luxemburg verbüßte. Nach neunmonatiger Haft wurde sie schließlich umgesiedelt.¹⁹⁹

An dieser Stelle ist hervorzuheben, dass Schmalz auch bereits während seiner Arbeit als „Judensachbearbeiter“ anderweitig eingesetzt wurde. Entsprechende Einträge im sogenannten Diensttagebuch des EKL belegen, dies. Im August 1940 war er an der Beschlagnahmung zweier PKW zugunsten der Volksdeutschen Bewegung (VDB) beteiligt.²⁰⁰ Ein weiteres Beispiel war die landesweit vom 4. bis zum 7. November 1941 durchgeführte „Aktion gegen separatistische Gruppen in Luxemburg“²⁰¹, welche sich insbesondere gegen die Widerstandsbewegungen *Letzeburger Patriote Liga* (LPL) und *Letzeburger Freihéts-kämpfer* (LFK) richtete.²⁰² Etwa 300 Personen wurden einer Tagesmeldung vom 15. November 1941 zufolge bei dieser „Großaktion“ festgenommen.²⁰³ Dabei wurde Schmalz neben anderen als Vertretung des Leiters der Gefangenessammelstelle Kriminalkommissar Erich Karl Feldmann aufgelistet.²⁰⁴ Die Gefangenessammelstelle war auch für den Weitertransport der Festgenommenen nach Hinzert oder, bei Frauen, ins Gerichtsgefängnis in Luxemburg-Grund verantwortlich. Daneben benannte Hartmann Schmalz später auch als Zeugen für Festnahmen „gemäß den Beamtengesetzen zum Schutze der Bevölkerung vor Seuchen (Prostituierte) sowie zur Aufrechterhaltung von Ruhe und Sicherheit“,²⁰⁵ was zumindest darauf schließen lässt, dass Schmalz in die Verhaftung von als sogenannten „Asozialen“ verfolgten Personen involviert war.

SCHMALZ LEBEN IN DER NACHKRIEGSZEIT

Im September 1944 flohen Schmalz und seine Ehefrau ins Deutsche Reich, da Luxemburg von den Alliierten befreit und von den deutschen Behörden vorerst aufgegeben wurde. Dabei sollen sie ihren eigenen Angaben zufolge

ihr „gesamtes Hab und Gut [sowie ihre] sämtlichen Ersparnisse“ verloren haben.²⁰⁶ Aufgrund neuester Erkenntnisse ist diese Aussage jedoch anzuzweifeln. An zwei bislang nicht genau zu ermittelnden Zeitpunkten übersandte Schmalz Wertgegenstände und/oder Vermögenswerte in Höhe von 8.000 RM (damals ein beträchtlicher Betrag) an einen gewissen Herrn Alfons Benninghaus, wohnhaft in Wipperfurth bei Köln.²⁰⁷ Dies belegen die noch erhaltenen Expressgutkarten. Auf diese Weise hatte sich das Ehepaar Schmalz wohl noch vor dem Ende der deutschen Besatzung in Luxemburg abzusichern versucht. Woher die Vermögenswerte stammen, ist bis dato nicht festzustellen. Insofern bleiben Fragen weiter offen, wie etwa nach der Bestechlichkeit von Schmalz oder ob er sich am Vermögen jüdischer Personen bereichert hat. Im Januar 1945 ordnete man Otto Schmalz zum Dienst bei der Grenzpolizei nach Österreich ab. Im österreichischen Bruck wurde er abermals bei Grenzkontrollen eingesetzt²⁰⁸ und am 5. oder 8. Mai 1945 schließlich im österreichischen Windischgarten festgenommen.²⁰⁹

KRIEGSGEFANGENSCHAFT, ENTNAZIFIZIERUNG UND STRAFVERFAHREN

Am 2. August 1945 wurde Schmalz in das Kriegsgefangenenlager STALAG XIII-D (Prisoner of War Enclosure (P.W.E) 409) nach Nürnberg-Langwasser eingeliefert und unter der Nummer 3IG-6.315.658 registriert.²¹⁰ Wegen seiner Tätigkeit als „Grepo. [Grenzpolizist] and Gestapo Krim. Sekretär“²¹¹ folgte am 8. Juni 1946 seine dortige Verhaftung durch das 2nd BN 26 Infantry Regiment und die Internierung im amerikanischen Civilian Internment Enclosure (C.I.E.) 409²¹² ebenfalls in Nürnberg-Langwasser. Hier wurde er unter der neuen Kriegsgefangenennummer 3IG-6.669.218 registriert.²¹³ Einem Bericht von Lt. Erwin J. Kaltenbach zufolge fiel Schmalz aufgrund seiner früheren Tätigkeiten „within the automatic arrest category“.²¹⁴ Mitte April 1947 wurde Schmalz ins War Crimes Enclosure, Separation Center nach Dachau überführt.²¹⁵ Von dort aus wurde er wegen des Verdachts auf Kriegsverbrechen im Mai 1947 nach Luxemburg transferiert und vorerst in der Gendarmerie-Station in Luxemburg festgehalten.²¹⁶ Am 16. Mai 1947 erging der Verwahrbefehl, und die Staatsanwaltschaft leitete die Untersuchungen wegen Kriegsverbrechen ein. Schmalz wurde verhaftet und im Männergefängnis in Luxemburg-Grund untergebracht.²¹⁷

Wie oben bereits erwähnt, blieben die Untersuchungen ohne konkrete Ergebnisse, da nicht genügend „Anhaltspunkte zur Verfolgung des Beschuldigten als Kriegsverbrecher“ gefunden werden konnten.²¹⁸ Etliche ehemalige jüdische Verfolgte, darunter Alfred Oppenheimer, Siegmund Leib, Eugen Grünberg und Julien Meyer, aber auch frühere Mitarbeiter wie Willy Brauckmann hatten für Schmalz ausgesagt bzw. eidesstattliche Erklärungen abgegeben. Noch 1949 unterstrich Sebastian Ranner, der ehemals direkte Vorgesetzte von Schmalz, dass dieser sich „übrigens mit den Juden gut verstanden“ habe.²¹⁹

Im Juni 1947 wurde der Fall *ad acta* gelegt und Schmalz nach Deutschland abgeschoben. Bis zu seiner Repatriierung wurde Schmalz weiter im Männergefängnis von Luxemburg-Grund festgehalten.²²⁰ Während der Gefangenschaft

soll seine Frau Lucie nach seinen Aussagen bei „fremden Leuten“ in Wipperfürth in der Hilgerbrücke 5 gelebt haben.²²¹ Auch diese Aussage ist mehr als zweifelhaft. Bedenkt man die weiter oben bereits beschriebene Zusendung von Wertsachen und/oder Vermögenswerten an den in Wipperfürth lebenden Alfons Benninghaus, so erscheint es zumindest plausibel, dass Lucie Schmalz, geborene Benninghaus, bei Verwandten – wenn nicht sogar bei ihren Eltern – untergekommen war.

ERMITTLUNGSVERFAHREN IN LUXEMBURG, DER BRITISCHEN BESATZUNGSZONE UND DER BUNDESREPUBLIK

Im Nachkriegsprozess vor dem Gerichtshof für Kriegsverbrechen in Luxemburg (1949-1950) führten bereits die Vorermittlungen dazu, dass eine Anklage gegen Schmalz fallengelassen wurde. Er sagte lediglich als Zeuge aus.²²² Dies geschah ebenfalls aufgrund der bereits dargestellten Aussagen jüdischer Überlebender zu seinen Gunsten. In Deutschland hingegen wurde im Dezember 1947 vor dem Spruchgericht in Hiddesen ein Verfahren gegen Schmalz eröffnet,²²³ in dem er sich wegen des Vorwurfs der „Zugehörigkeit zu einer verbrecherischen Organisation“ zu verantworten hatte. Dass er hierbei häufig die Unwahrheit sagte, zeigen seine Aussagen zur Verfolgung der jüdischen Bevölkerung. So gab er in seiner Vernehmung am 15. Dezember 1947 Folgendes zu Protokoll:

„Die allgemeine antijüdische Einstellung der Partei ist mir bekannt. Ich kenne auch die Nürnberger Gesetze. [...] Ich habe auch erfahren, dass Juden aus Deutschland während des Krieges abtransportiert wurden. Mir wurde erzählt, dass sie nach Theresienstadt kamen. Von der Vernichtung der Juden im Osten habe ich nichts gehört. Mir wurde erzählt, dass Theresienstadt unter schwedischer Kontrolle stand, daraus schloss ich, dass dort keine Unmenschlichkeiten vorkommen würden. Mir war auch bekannt, dass die Juden aus Luxemburg nach Theresienstadt abtransportiert wurden. Mir ist bekannt, dass in Luxemburg das Judenreferat von dem Krim. Kommissar Stohf geführt wurde. Die eigentl. Durchführung des Abtransports lag in Händen der Schutzpolizei, die von der Gestapo Trier ihre Anweisungen bekam.“²²⁴

Kriminalkommissar Stohf wurde bereits im Sommer 1943 nach Lublin versetzt und starb dort kurze Zeit später.²²⁵ In den Befragungen ehemaliger Mitarbeiter:innen des EKL in der Nachkriegszeit stellte er deshalb einen gut geeigneten „Sündenbock“ dar, der für Verbrechen verantwortlich gemacht werden konnte.

Außerdem schwieg Schmalz sich darüber aus, dass er selbst Transporte in den Osten – unter anderem nach Theresienstadt – begleitet und dort die deportierten Menschen und die Transportpapiere dem diensthabenden SS-Offizier übergeben hatte. In der Gesamtwürdigung des Tatbestandes kam die 3. Spruchkammer des Spruchgerichts in Hiddesen am 3. Mai 1948 zu dem Schluss, dass Schmalz zwar Mitglied einer verbrecherischen Organisation gewesen sei und auch um die von dieser begangenen

Verbrechen gewusst habe, er aber durch sein Handeln „kein Rechtsgut verletzt“ habe.²²⁶ Vielmehr wurde ihm zugutegehalten, dass er „den verbrecherischen Zielen seiner Organisation ständig entgegen gehandelt“²²⁷ und den verfolgten Personen geholfen habe. Insbesondere waren es die eidesstattlichen Erklärungen von Siegmund Leib, Alfred Oppenheimer und Eugen Grünberg, die das Gericht davon überzeugten, dass Schmalz nie etwas getan habe, „was der Durchführung der verbrecherischen Ziele der Gestapo hätte dienen können.“ Es wurde im Gegenteil festgestellt, „daß der Angeklagte aus lauterster Menschlichkeit weit über den ihm ursprünglichen gezogenen engen Einflußbereich hinaus ständig alles getan hat, was in seinen Kräften stand, verbrecherische Handlungen der Gestapo zu verhindern und Gefährdete vor dem Zugriff der Gestapo zu retten.“²²⁸ Otto Schmalz wurde freigesprochen. Damit zählte er zu der Minderheit der früheren Angehörigen von Gestapo und SD, die im Rahmen von Spruchkammerverfahren entlastet wurden.²²⁹ Verbunden mit diesem Freispruch war auch eine erste Einstufung in Kategorie IV der Entnazifizierungsverfahren, wodurch Schmalz als „Mitläufer“ eingestuft wurde.

1967 strebte die Staatsanwaltschaft in Dortmund ein Verfahren gegen den früheren Gestapochef Fritz Hartmann an.²³⁰ Bei dem Vorermittlungsverfahren, das allerdings eingestellt wurde, sagte Schmalz ebenfalls lediglich als Zeuge aus. Dabei ging er jedoch vorsichtig vor, um keinen der deutschen Beamten zu belasten.

DIE ENTNAZIFIZIERUNG VON SCHMALZ

In der britischen Besatzungszone musste sich Otto Schmalz schließlich dem üblichen Entnazifizierungsverfahren unterziehen.²³¹ Hier war das fünfstufige Kategoriensystem der amerikanischen Besatzungszone im Frühjahr 1947 übernommen worden. Die Einstufung in Kategorie IV im Nachgang des Spruchkammerverfahrens wurde am 7. März 1949 durch den Sonderbeauftragten für die Entnazifizierung im Land Nordrhein-Westfalen bestätigt.²³² Vor der Berufungskammer für den Entnazifizierungsausschuss in der Stadt Düsseldorf wurde der anwesende Otto Schmalz am 5. Juli 1949 schließlich sogar in Kategorie V und damit als „entlastet“ eingestuft²³³, da es als bewiesen angesehen wurde, dass Schmalz „aktiven Widerstand gegen das System geleistet hat.“²³⁴ Damit war aus dem Gestapobeamten mit einer Zuständigkeit als „Judensachbearbeiter“, der nicht nur für die Erfassung der jüdischen Bevölkerung Luxemburgs verantwortlich gewesen war, sondern auch für die Abwicklung der Deportationstransporte in Ghettos, Konzentrations- und Vernichtungslager, schließlich ein Widerstandskämpfer geworden. Die Umkehr der Realität, wie sie auf Grundlage der eingereichten eidesstattlichen Versicherungen der vormals Verfolgten, der Kollegen aus dem Polizeidienst und der Aussagen und Beteuerungen von Otto Schmalz selbst vorgenommen wurde, ist jedoch keineswegs als Einzelfall anzusehen. Zahllose ehemalige Beamte und Angestellte der Geheimen Staatspolizei wurden auf diese Weise freigesprochen und in den Kategorien IV oder V entnazifiziert, womit ihrer erneuten Beschäftigung in den wieder gegründeten Polizeibehörden der jungen Bundesrepublik Deutschland nichts mehr im Wege stand.

EINE ZWEITE KARRIERE BEI DER POLIZEI – SCHMALZ BEI DER KRIMINALPOLIZEI DÜSSELDORF

Bereits am 27. September 1950 wurde Otto Schmalz nach Artikel 80 der Landesverfassung NRW vereidigt und trat seinen Dienst als Kriminalwachtmeister bei der Kriminalpolizei in Düsseldorf an. Eingesetzt wurde er im Kommissariat für „Sittensachen“.²³⁵ Einen Antrag auf Einstellung hatte er schon deutlich früher gestellt. Nur eine Woche nach der Einstufung als „Mitläufer“ am 7. März 1949 hatte Schmalz ein Gesuch um Wiedereinstellung bei der Kriminalpolizei in Düsseldorf eingereicht.²³⁶ In der Zwischenzeit war Schmalz vom 11. Juni 1948 – also nur kurze Zeit, nachdem er von der Mitgliedschaft in einer verbrecherischen Organisation freigesprochen worden war – bis zum 15. Juli 1950 als Autoschlosser und Kraftfahrer bei der Militärpolizei der Zweiten Britischen Infanterie-Division angestellt. Dort wurde ihm ein einwandfreies Zeugnis ausgestellt.²³⁷ Die guten dienstlichen Beurteilungen, die eingestellten Strafverfahren, die Einstufung zunächst als „Mitläufer“ und schließlich als „Entlasteter“ führten, gestützt von den tadellosen Bescheinigungen ehemaliger Kollegen in der preußischen Schutzpolizei, schließlich zur erneuten Einstellung innerhalb der Düsseldorfer Kriminalpolizei. Erklären musste er anlässlich seiner Vereidigung lediglich, „nicht an Kriegsgerichten, Standgerichten, Sondergerichten oder dergl. als Mitglied teilgenommen zu haben. Auch bei Hinrichtungen oder ähnlichen Maßnahmen“ durfte er „nicht mitgewirkt“ haben.²³⁸ Während seiner vierzehnjährigen Dienstzeit in Düsseldorf wurde Schmalz durchweg positiv beurteilt. Er wurde als „stiller, bescheidener, aber enorm fleißiger Beamter“²³⁹ beschrieben, der sich nicht nur durch einen tadellosen Umgang mit seinen Kollegen auszeichnete, sondern sich insbesondere auch durch seine kriminalistische Erfahrung hervortat. Bis zu seiner Pensionierung am 31. Mai 1964 bei Erreichen der Altersgrenze²⁴⁰ wurde er zweimal befördert.²⁴¹ Zehn Jahre lang verrichtete Otto Schmalz demzufolge seinen Dienst in der Düsseldorfer Kriminalpolizei unter der Leitung von Bernhard Wehner. Dieser hatte während des Krieges nicht nur die Ermittlungen gegen Georg Elser und die Attentäter des 20. Juli 1944 geleitet, sondern war zudem seit Mai 1940 im Reichskriminalpolizeiamt auch Leiter der „Reichszentrale zur Bekämpfung von Kapitalverbrechen“ gewesen.²⁴²

Ob Schmalz in Düsseldorf erneut Kontakt zu ehemaligen Kolleg:innen der Gestapo in Trier und des Einsatzkommandos Luxemburg hatte, ist nicht bekannt. Immerhin lebte auch Fritz Hartmann seit dem 27. Dezember 1957, also unmittelbar nach seiner Entlassung aus der Haft in Luxemburg, in Düsseldorf.²⁴³ Ob die beiden jedoch nach den Ereignissen während und nach dem Zweiten Weltkrieg auf gutem Fuß zueinander standen, ist fraglich. Dagegen muss Schmalz jedoch auf institutioneller Ebene zumindest beiläufig Kontakt mit Landeskriminaldirektor **Friedrich Weber** gehabt haben, der seit 1954 Referent für kriminalpolizeiliche Fragen in der Polizeiabteilung des nordrhein-westfälischen Innenministeriums war. Weber war vom 1. September 1940 bis August 1942 Leiter der Abteilung V des EKL und damit Leiter der Sparte der Kriminalpolizei gewesen.²⁴⁴

Otto Schmalz verstarb am 4. November 2002 im Alter von 98 Jahren.²⁴⁵

FAZIT

Wer war Otto Schmalz? Diese Frage hat uns in unseren unterschiedlichen wissenschaftlichen Kontexten bereits viele Jahre umgetrieben. In der Arbeit an dieser Biografie haben wir uns der Person, dem Leben und den Taten von Otto Schmalz genähert und wurden mit denkbar ambivalenten Einschätzungen konfrontiert, die insbesondere in den Strafverfahren und Entnazifizierungsprozessen in der Nachkriegszeit zu ihm getroffen wurden. Nahezu einhellig bescheinigten ihm ehemalige Kollegen innerhalb von Schutzpolizei und Geheimer Staatspolizei ein korrektes Auftreten, eine zuvorkommende Art und einen Gerechtigkeitsinn, der vielen Verfolgten – gerade jüdischen Verfolgten im besetzten Luxemburg – das Leben gerettet habe. In dieser Wahrnehmung stimmen die ehemaligen Täter mit den ehemaligen Verfolgten überein. Sie bescheinigten ihm, dass er hilfsbereit gewesen sei, sich gegen Befehle der dienstlichen Vorgesetzten widersetzt und sogar Verfolgte vor der Deportation bewahrt habe. Doch jene ehemaligen jüdischen Verfolgten, die hier Zeugnis ablegten und sich für Schmalz verbrieften, gehörten nicht nur zu den wenigen, die die Verfolgung während der NS-Zeit überlebt hatten. Sie hatten sich überdies auch in privilegierten Positionen befunden und – wenn auch in begrenztem Maße – Einfluss nehmen können auf ihr Schicksal, da sie in der seltenen Position waren, mit den deutschen Besatzungs- und Verfolgungsbehörden in einen Austausch treten zu können. Für sie und ihre Familien gab es eine geringe Chance, Ausgrenzung, Deportation und Verfolgung zu überleben – und dies sicherlich auch durch das Zutun des „Judensachbearbeiters“ Otto Schmalz. Nicht zuletzt deshalb überdauert bis heute in manchen jüdischen Familien, wie der Familie Meyer,²⁴⁶ ein „positives“ Bild des früheren Gestapobeamten Otto Schmalz. Bei anderen hingegen geriet der Name Schmalz schlichtweg in Vergessenheit oder war gezeichnet von einem vor allem auf seiner Funktion basierenden negativen Beigeschmack.

Ihn jedoch zu einem „Widerstandskämpfer“ in den Reihen einer verbrecherischen Institution zu erklären, wie es das Spruchkammerverfahren in Deutschland tat, geht an der historischen Realität vorbei. Otto Schmalz bekleidete eine zentrale Rolle im Verfolgungsapparat des „Dritten Reiches“ auf regionaler Ebene und ist verantwortlich zu machen für die organisatorische Umsetzung der Deportation der jüdischen Bevölkerung aus Luxemburg in Ghettos sowie Konzentrations- und Vernichtungslager in den vom Deutschen Reich besetzten Gebieten des heutigen Polens und Tschechiens. Dass er mit eigenen Händen selbst keinen Menschen umgebracht hat, macht ihn nicht weniger zum Täter. Die Umsetzung der aus Berlin ergehenden Befehle, die Erstellung von „Judenkartei“ und Deportationslisten sowie die Abwicklung und Begleitung der Deportationstransporte bildeten ein entscheidendes Element der nationalsozialistischen Mordaktionen.

Schmalz’ „korrekte“ Art, die sowohl von den jüdischen Verfolgten als auch von seinen Kolleg:innen betont wurde, deutet auf eine Persönlichkeit hin, die mit allen Menschen das Auskommen suchte. Obwohl diese Korrektheit vordergründig zunächst das Befolgen der nationalsozialistischen Gesetzgebung und der verfügt Anordnungen zur

Konsequenz hatte, leuchtet immer wieder auch ein gewisser „Eigen-Sinn“ in seinem Verhalten auf, wenn es darum ging, den Spielraum auszuschöpfen, der ihm als Beamter gegeben war, um jüdischen Verfolgten zu helfen.²⁴⁷ Dieser Eigen-Sinn fand allerdings, wie er es selbst unterstrich, seine Grenze auch in diesem rechtlich-administrativen Rahmen. In den Ermittlungsverfahren nach dem Krieg stellte Schmalz seine Menschlichkeit in den Vordergrund. Zugleich vermied er es aber stets, die nationalsozialistische Politik offen zu kritisieren oder das Dienstverhalten seiner Kollegen anzuprangern, von denen manche als Kriegsverbrecher verurteilt wurden.

Schmalz behauptete immer wieder, er habe nicht gewusst, welche Lebensbedingungen im Ghetto Theresienstadt herrschten bzw. was man den Deportierten in den Konzentrationslagern antat. Immerhin gab er zu, dass er von Oppenheimer meist informiert wurde, wenn ein Häftling im Konzentrationslager Hinzert starb. Auch in der Annahme, dass die „Endlösung“ Schmalz während des Krieges nicht bekannt war: Er thematisierte weder die Judenverordnungen und ihre Folgen (Diskriminierung, Marginalisierung, Entrechtung, Verlust der Wohnung, Beraubung der Existenzgrundlage usw.) noch die Zustände in Fünfbrunnen, die Deportationen an sich oder ihren Ablauf. Dass solche Aspekte behandelt würden, wurde aber auch durch die Ziele der Ermittler verhindert. Besonders die Ermittlungen der 1960er Jahre hatten einen sehr engen Fokus. Da andere Tatbestände aus politischen Gründen bereits verjährt waren, konnten sie nur noch auf den Tatbestand des Mordes abzielen.²⁴⁸

Die Tatsache jedoch, dass Schmalz' Auftreten und sein Umgang mit den Opfern der Verfolgungspraxis stets freundlich und zugewandt gewesen sein mag, war sicherlich auch der reibungslosen Durchführung von Repression und Ermordung zuträglich. Denn freundliches Entgegenkommen rief auf Seiten der Verfolgten in geringerem Maße Widerstände hervor.

Ob Otto Schmalz seinen Beruf aus Überzeugung ausübte, ob er Antisemit war oder auch nur von der national-sozialistischen Ideologie überzeugt, muss ungeklärt bleiben – aber es macht in gewisser Hinsicht auch keinen Unterschied. Schmalz war einer der „ganz normalen Männer“²⁴⁹, die während der nationalsozialistischen Herrschaft in Deutschland und den besetzten Gebieten ihren Beitrag zu Verbrechen gegen die Menschlichkeit und zur Shoah leisteten.

Gerade diese Diskrepanz zwischen den in der Täterforschung der vergangenen Jahre gewonnenen Erkenntnissen und auch der seit dem Urteil gegen John Demjanjuk von 2011 geänderten Rechtspraxis zur Verurteilung von (Mit-)Täterschaft erscheint symptomatisch für die Auseinandersetzung mit Täterschaft und Schuld. Dies bezieht sich einerseits auf die Anwesenheit und Dienstverrichtung in einem Konzentrations- oder Vernichtungslager, andererseits auf die zeitgenössische wie retrospektive Beurteilung von Otto Schmalz bis in die 1960er Jahre hinein. Gegen das Urteil des Landgerichts München II vom 12. Mai 2011 wegen Beihilfe zum Mord an mehr als 28.000 Menschen im Konzentrationslager Sobibor hatte der Angeklagte Demjanjuk Berufung ein-

gelegt. Das Münchener Urteil hatte argumentiert, dass sich der Angeklagte als Aufseher im Vernichtungslager Sobibor wissentlich und willentlich in das System der Tötungsmaschinerie habe einspannen lassen und sich damit der Beihilfe schuldig gemacht habe, ohne nachweislich an einer tatsächlichen Tötung beteiligt gewesen zu sein. Höchststrichterliche Zustimmung erfuhr die Rechtsauslegung des Münchener Landgerichts, als der Bundesgerichtshof (BGH) den Fall des 2015 in Lüneburg verurteilten Oskar Gröning beschied.²⁵⁰ Dieser war vom Landgericht Lüneburg ebenfalls wegen Beihilfe zum Mord in 300.000 Fällen verurteilt worden. Der 3. Strafsenat des BGH hatte in diesem Fall am 20. September 2016 entschieden, die Revision zurückzuweisen und schlussfolgerte, dass er „die in Auschwitz betriebene Tötungsmaschinerie durch seine Tätigkeiten unterstützte. Er nahm dies billigend in Kauf, um nicht zu den kämpfenden SS-Einheiten an die Front zu müssen.“²⁵¹

Auch Otto Schmalz ist kein direkter Mord nachzuweisen. Er trug aber, so wie auch die seitdem zahlreich verurteilten SS-Wachmänner der nationalsozialistischen Konzentrations- und Vernichtungslager, seinen Teil zur Planung und Umsetzung der Massenmordaktionen bei. Sein Anteil in Funktion des „Judensachbearbeiters“ des EKL ist als zentral anzusehen, was die Durchführung des Holocaust an der jüdischen Bevölkerung Luxemburgs anbelangt. Dass er dennoch während des Krieges Bekanntschaften zu einzelnen jüdischen Personen pflegte, die ihm im Nachhinein einen guten Umgang bescheinigen konnten, darf nicht darüber hinwegtäuschen. Der Beschluss des BGH von 2016 veränderte vielleicht nicht den moralischen, wohl aber den rechtlichen Blick auf die Nachkriegsgeschichte in der jungen Bundesrepublik. Denn so wie Oskar Gröning, John Demjanjuk und Otto Schmalz hätten zahlreiche Männer bei entsprechender Rechtsauslegung bereits eher verurteilt werden können – und zwar in diesem Falle nicht nur zu symbolischen Haftstrafen. Schmalz steht an dieser Stelle gewissermaßen als ein *pars pro toto* all jener ähnlich gelagerten Fälle von nahezu nahtlosen Biografien über die vermeintliche „Stunde Null“ des Jahres 1945 hinaus.

Muster 1

Meldevordruck

FÜR EINSTELLUNG ALS FREIWillIGER IN DIE WAFFEN - 44 7)

DEUTLICH SCHREIBEN, UNLESERLICHE UND UNVOLLSTÄNDIG AUSGEFÜLLTE EINGABEN WERDEN NICHT BEANTWORTET.

Geburtsjahrgang 1904, den 31. 1. 1942 (Ort) Trier

Ich bitte um Einstellung als Freiwilliger in die Waffen-44, und zwar in die: T. St.

V. T. Division, Totenkopfdivision, Polizei, Totenkopfstandarten. (Vorname - Nachname unterstreichen)

Ich heiße: Schmalz Otto (Familienname) (Vorname - Nachname unterstreichen)

Ich bin geboren in: Halberstadt am 30. 3. 04 (Geburtsort, Kreis) (Tag, Monat, Jahr)

Staatsangehörigkeit: D. R. (auch frühere) Vorbestraft: ja/nein!

Doppelstaater: ja/nein! Weldier andere Staat:

Ich habe in der Wehrmacht folgenden fremden Staates vom bis gedient.

Ich habe in der deutschen Wehrmacht gedient vom bis Erreichter Dienstgrad:

Truppengattung: Erreichter Dienstgrad:

Ich wurde von der Wehrmacht ausgehoben: ja/nein!

Von einem Wehrmachtstruppenteil als Freiwilliger angenommen? ja/nein!

Ich habe mich um Einstellung als Freiwilliger bei der Wehrmacht beworben: ja/nein.

Ich bin Wehrpassinhaber: ja/nein!

Mein Wehrpass hat die Nr.: 04/92/5 und ist ausgestellt vom Trier I

Wehrbezirkskommando: Luxemburg Eisenring 252 (Wohnort) (Strasse - Platz) (Nr.) (Untermieter bei)

Ich wohne: (Wohnort) (Strasse - Platz) (Nr.) (Untermieter bei)

Ich bin arischer! nicht arischer! Abstammung, Religion: jüdisch, ledig, verheiratet, geschieden!

Pol.-Kennkarten Nr.

Mein Arbeitsbuch hat die Nr.: (Arbeitsbuch Seite!)

Ich gehöre laut Arbeitsbuch Seite 5 zur Berufsgruppe:

Berufsart:

Ich arbeite z. Zt. als Krim. Oberass bei Geh. Stg 10 in Luxemburg (Behörd., od. Arbeitgeber) (Ort, Str., Pl.)

Kennnis genommen:!

(Behörde bzw. Arbeitgeber)

(Unterschrift des Freiwilligen)

Bei Unmündigen Einverständniserklärung des gesetzlichen Vertreters

1) Nicht Zutreffendes streichen.
2) Vom Antragsteller beizubringen.
3) Dieser Vordruck ist dem „Meldevordruck für Einstellung als Freiwilliger in die Wehrmacht“ gleichzusetzen.

Meldevordruck für die Einstellung als Freiwilliger in die Waffen-SS von Otto Schmalz, Trier, 31.1.1942. Quelle: Service Historique de la Défense (SHD), Vincennes, Archives de la Gestapo de Trèves, GR28 P8, Nr. 391. → siehe Seite 12

27. August 1941

An das
Einsatzkommando der Sicherheitspolizei
Abtlg. 2E
z.H. des Herrn Leutnant Schmalz
Luxemburg.

Ecob
man kenne Teil
ein St. m. d. ge
die zute a. d. d. ge

Das Konsistorium der Israelitischen Kultusgemeinde Luxemburg nimmt sich die Freiheit, Ihnen nachstehendes Gesuch höflich zu unterbreiten:
Auf Anordnung des Chefs der Zivilverwaltung sind die jüdischen Kinder verpflichtet, die jüdische Volksschule im Alter von 6-16 Jahren zu besuchen. Infolge Mangels an Lehrpersonal kann das Konsistorium der Israelitischen Kultusgemeinde Luxemburg nur eine Schule unterhalten und zwar werden die Lehrkurse im Hause Petrusring 74 abgehalten.

Da nun die außerhalb der Stadt Luxemburg wohnenden Kinder ebenfalls die Schule besuchen müssen und infolgedessen ihren Wohnort bereits gegen 1/2 7 Uhr morgens verlassen müssen, um rechtzeitig den Kursen beiwohnen zu können, bitten wir höflich um Ausstellung eines Erlaubnisscheines für nachstehende Lehrpersonen und Kinder, die Strasse bereits um 1/2 7 Uhr morgens betreten zu dürfen.

In der Erwartung einer günstigen Aufnahme unseres Gesuches, empfehlen wir uns Ihnen mit dem Ausdruck

unserer vorzüglichsten Hochachtung

Der Bürochef

Der Präsident

Siegfried Leib

Louis Sternberg

Friedmann Hugo, wohn. Ettelbrück, geb.	1/3/76	Neu-Ulm dts.
Dr. Ising Ernst "	Mersch	10/5/00 Köln "
Finkelstein Julius	Differdingen	13/3/35 Differd. stl
Finkelstein Rachel	"	1/1/32 " "
Mittelka Feiga	Ettelbrück	1/1/24 Wloclawek P
Mittelka Hersch	"	15/6/26 " "
Mittelka Dora	"	16/3/31 Ettelbr.
Ossowski Berta	"	24/11/24 " "
Ossowski Henri	"	27/4/29 " "
Ossowski Hanna	"	4/2/32 " "



Luxemburger Jüdinnen und Juden warten an der portugiesisch-spanischen Grenze, ehe sie gezwungen werden, nach Frankreich zurückzukehren, Vilar Formoso, November 1941. Quelle: Privatsammlung. → siehe Seite 13



Adolf Eichmann, 1942. Quelle: Wikimedia Commons. → siehe Seite 15



„Abfertigung“ von Jüdinnen und Juden am Hauptbahnhof in Luxemburg-Stadt vor ihrem Abtransport, Luxemburg, 1942/1943. Quelle: Privatsammlung. → siehe Seite 16



Das zum „Jüdischen Altersheim“ umfunktionierte Kloster von Fünfbrunnen, Fünfbrunnen. Quelle: MNRDH. → siehe Seite 20

Expressguthkarte von Otto Schmalz, Luxemburg, undatiert.
Quelle: ANLux, CNR-016A Gestapo. → siehe Seite 21

Expressguthkarte

Stücknummer(n).....

Buchungsnummer.....

Verkaufsbahnhof.....

Unterchrift des Absenders
Otto Schmalz
Luxemburg

In Herrn
Alfons Benninghaus
Wipperfurth
Hamm 12

Wohnung
Wipperfurth (Ber. Köln)

Stempel des Verkaufsbahnhofs

Beförderungsweg

Expressguthkarte

Stücknummer(n).....

Buchungsnummer.....

Verkaufsbahnhof.....

Unterchrift des Absenders
Otto Schmalz
Luxemburg
Aufere Ring 25a

In Herrn
Alfons Benninghaus
Wipperfurth
Hamm 12

Wohnung
Wipperfurth (Ber. Köln)

Stempel des Verkaufsbahnhofs

Beförderungsweg

Expressguthkarte

Stücknummer(n).....

Buchungsnummer.....

Verkaufsbahnhof.....

Unterchrift des Absenders
Otto Schmalz
Luxemburg
Aufere Ring 25a

In Herrn
Alfons Benninghaus
Wipperfurth
Hamm 12

Wohnung
Wipperfurth (Ber. Köln)

Stempel des Verkaufsbahnhofs

Beförderungsweg

A b s c h r i f t
=====

Alfred Oppenheimer

Luxemburg, den 21. Juli 46
25, Avenue de la gare

Herrn Kommandant
des Lagers
Murnberg-Lengwasser.

Sehr geehrter Herr Lagerkommandant,

Ich erfahre, daß sich in Ihrem Lager der
Pol.Sekr.Otto Schmalz
PWE 409, 533 Comp.
Ser.No. 6.315.658

befindet und erlaube ich mir, zu seiner Entlastung Ihnen
folgendes mitzuteilen:

Ich war vom Oktober 1941 bis zu meiner Deportation im Juni
1943 Präsident der jüdischen Kultusgemeinde (Judenältester)
des Landes Luxemburg und als solcher Verbindungsmann zu
sämtlichen deutschen Verwaltungsstellen. In dieser Eigen-
schaft hatte ich mit Herrn Schmalz zu tun, der zu dieser
Zeit Judekammerant bei der hiesigen Sicherheitspolizei war.

In all der Zeit hat Herr Schmalz immer sehr viel Verständ-
nis für die Lage meiner Glaubensgenossen bewiesen und uns
in vielen Dingen geholfen, die seinen Verpflichtungen,
seinen Befehlen und seiner Stellung entgegen liefen.

Seine Hilfsbereitschaft ging so weit, daß er sogar bei Ver-
fehlungen der Juden, auf welchen Kasett stand, wie Straßen-
bahnfahrt ohne Spezialermächtigung, Nichttragen des Juden-
sterns etc. die betreffenden Anzeigen, soweit er sie als
Erster erhielt, unter den Tisch fallen ließ anstatt sie,
wie er mußte, seinen Vorgesetzten weiterzugeben.

Auch von bevorstehenden Hausdurchsuchungen der Gestapo in unserem
Heim "Fünfbrunnen" bei Ulflingen, in welchem sämtliche Juden
des Landes konzentriert waren, hat er mich meistens recht-
zeitig informiert, sodaß die Heimleitung beizeiten Vorsichts-
maßnahmen ergreifen konnte, damit seine Vorgesetzten oder
Kollegen nichts Belastendes vorgefunden haben.

Verhaftungen hat er nur angeordnet, wenn dieselben ihm von
seinen Vorgesetzten diktiert wurden und auch dann hat er
immer, trotz ausdrücklicher Verbote mir und den Angehörigen
Besuchserlaubnisse ausgestellt und auch sonst versucht, uns
die Lage in jeder Hinsicht zu erleichtern.

Die Aufzählung weiterer Fälle könnte ich beliebig verlängern.
In Privatgesprächen hat Schmalz nie ein Hehl daraus gemacht,
daß er absolut gegen das damalige Regime ist und er glücklich
sei, wenn er wieder zu seinem eigentlichen Beruf zurückkehren
kann.

Übersetzung

New York, den 17. Februar 1947

Zu wem es immer gelangen mag:

Ich Siegmund Leib, New York U.S.A. früher wohnhaft in Luxem-
burg, Großherzogtum Luxemburg bis 1941, wünsche folgende eidesstatt-
liche Erklärung abzugeben:

In meiner Stellung als Sekretär der luxemburg.-jüdischen Gemeinde
war mir Herr Otto Schmalz von 1940 - 1941 als Beamter des S.D. der
deutschen Zivilverwaltung in Luxemburg bekannt.

Nach einem Erlaß des Gauleiters Gustav Simon und des Gauinspek-
teurs Josef Ackermann mußten alle in Luxemburg wohnenden Juden
im September 1940 nach Polen deportiert werden. Herr Schmalz,
der die jüdischen Angelegenheiten beim S.D. bearbeitete, gelang
es nicht nur zu vermeiden, daß mindestens eine große Anzahl dieser
Deportationen durchgeführt wurden, sondern infolge seines mensch-
lichen Verständnisses für die Not der Juden konnten Hunderte von
Juden das Land verlassen, um eine Zufluchtsstätte in Belgien oder
Frankreich zu finden.

Als im September 1941 der Befehl von Berlin die Zivilverwaltung
in Luxemburg erreichte, die restlichen Juden von Luxemburg zu
deportieren, wurde es, dank der persönlichen Intervention des
Herrn Schmalz bei seinen Vorgesetzten, einer Gruppe von 132 Juden,
die die notwendigen Formalitäten mit der U.S.A.-Einwanderungs-
stelle erfüllt hatten, gestattet, aus Luxemburg auszuwandern.

Herr Schmalz, mit dem ich in meiner Eigenschaft als Sekretär
der lux.-jüdischen Gemeinde für die Dauer eines Jahres bezüg-
lich des Schicksals der Juden verhandelte, versuchte immer wie-
der, die Lage der Juden zu mildern, selbst gegen die Befehle,
die er von seinen Vorgesetzten erhielt und gab mir häufig einen
deutlichen Beweis, daß er nicht mit der Nazi-Theorie, die Juden
auszurotten, übereinstimmte.

Obwohl ich selbst Jude bin und obwohl Millionen meiner Glaubens-
brüder von den Nazis gemordet wurden, fühle ich mich dennoch
verpflichtet, obenstehende Erklärung zugunsten von Herrn Schmalz
abzugeben.

gez. Siegmund Leib.

Dr. Temmen, die Richtigkeit der vorstehenden Übersetzung mit dem mir vorge-
legten Original bezeugende ich hiermit attlich.

Notar
Wipperfurth
Hochstraße 55 Wipperfurth, den 11. März 1947.
Fernruf: 239 u. 204

Der Notar:



Temmen

Jérôme Courtoy (*1990) studierte Geschichte an der Universität Luxemburg und an der Universität des Saarlandes. Seit 2018 arbeitet er als Historiker, Pädagoge und Kurator von Ausstellungsprojekten im Musée National de la Résistance et des Droits Humains in Esch/Alzette. Er ist u. a. korrespondierendes Mitglied des Institut Grand-Ducal de Luxembourg – Section Historique. Er veröffentlichte u. a. zur Geschichte der nationalsozialistischen Besatzung sowie zur Verfolgung von Minderheiten in Luxemburg.

Lena Haase (*1992) studierte Geschichte und Germanistik an der Universität Trier. Seit 2019 ist sie Teil der kollegialen Leitung der dort angesiedelten Forschungs- und Dokumentationsstelle SEAL. Im Jahr 2022 schloss sie ihre Dissertation zur Strafverfolgungspraxis im Nationalsozialismus ab. Aktuell arbeitet sie in einem Forschungsprojekt zur Aufarbeitung von sexuellem Missbrauch an Minderjährigen und schutz- und hilfebedürftigen erwachsenen Personen durch Kleriker und Laien im Verantwortungsbereich der Diözese Trier (1946-2021). Sie forscht zur Geschichte und Nachgeschichte des Nationalsozialismus.

Daniel Thilman (*1976) studierte Geschichte an den Universitäten von Metz, Franche-Comté (Besançon) und Nancy 2 und unterrichtet seit 2009 am Lycée Nic-Biever in Dudelange. Er forscht seit 2004 zur jüdischen Minorität/Minderheit in Luxemburg und der Grenzregion sowie zur Ansiedlung und Verfolgung der Fahrenden (Jenische sowie Sinti:zze und Rom:nja) in Luxemburg zur Zeit der NS-Besatzung. In den Jahren 2013–2015 war er wissenschaftlicher Mitarbeiter am ehemaligen Musée national de la Résistance in Esch und seit September 2021 arbeitet er als *research assistant* am Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C²DH) der Universität Luxemburg. Er ist einer der Kuratoren des Mémorial digital de la Shoah au Luxembourg.

Renée Wagener (*1962) studierte Sozialwissenschaften, Geschichte und neuere deutsche Literatur an der Fernuniversität Hagen. 2017 verteidigte sie dort ihre Dissertation zu Judentum und Antisemitismus in Luxemburg, die 2022 in Buchform erschien. Von 2007 bis 2022 war sie Mitarbeiterin bei verschiedenen Geschichtsforschungsprojekten der Universität Luxemburg. Neben der Shoah und ihrer Aufarbeitung in der Nachkriegszeit gilt ihr Interesse den Emanzipationsbewegungen (Frauen, Arbeiter:innen, jüdische Minderheit), der Geschichte des Wahlrechts in Luxemburg sowie der Praxis der Geschichtsforschung im Übergang vom analogen zum digitalen Zeitalter.

1 Archives nationales de Luxembourg (ANLux), Fonds Ministère de la Justice, Criminels de guerre, Jt-102, Antrag des Staatsanwaltes, Luxemburg, 17.6.1947.

2 Die Verfolgungspraxis richtete sich nicht nach der Selbstbeschreibung dieser Menschen als jüdisch im Sinne einer Zugehörigkeit zur Religionsgemeinschaft, sondern nach rassenideologischen Kriterien gegen jene, die aufgrund ihrer Abstammung von jüdischen Vorfahren als solche galten. Im Folgenden werden wir zugunsten der Lesbarkeit des Textes von der Verfolgung von Jüdinnen und Juden bzw. der Verfolgung von jüdischen Menschen sprechen, ohne damit jedoch die nationalsozialistische Kategorisierung zu übernehmen.

3 Bundesarchiv (BArch), Ludwigsburg, Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Verbrechen, B 162/6907, Bl. 1018, Aussage von Otto Schmalz, 11.8.1970. Hier und in den folgenden Zitaten wird die Originalschreibweise befolgt, Fehler in Orthographie und Zeichensetzung werden nicht berichtigt, die Schreibweisen nicht normiert.

4 BAJOHR, Frank, Neuere Täterforschung (veröffentlicht am 18.6.2013), in: Docupedia-Zeitgeschichte, URL: <https://dx.doi.org/10.14765/zzf.dok.2.243.v1> (Stand: 19.6.2025).

5 Zur Periodisierung der Täterforschung in der historischen Forschung: PAUL, Gerhard, Von Psychopathen, Technokraten des Terrors und „ganz gewöhnlichen“ Deutschen. Die Täter der Shoah im Spiegel der Forschung, in: PAUL, Gerhard (Hg.), Die Täter der Shoah. Fanatische Nationalsozialisten oder ganz normale Deutsche? (Dachauer Symposien zur Zeitgeschichte, 2), Göttingen ²2003, S. 13-90.

6 GOLDHAGEN, Daniel Jonah, Hitler's willing executioners. Ordinary Germans and the Holocaust, New York 1996; BROWNING, Christopher, Ordinary Men. Reserve Police Batallion 101 and the Final Solution in Poland, New York 1992. Zur Debatte vgl.: FREI, Norbert, Goldhagen, die Deutschen und die Historiker. Über die Repräsentation des Holocaust im Zeitalter der Visualisierung, in: SABROW, Martin u. a. (Hg.), Zeitgeschichte als Streitgeschichte. Große Kontroversen seit 1945, München 2003, S. 138-151; ULLRICH, Volker, Eine produktive Provokation. Die Rolle der Medien in der Goldhagen-Kontroverse, in: SABROW, Martin u. a. (Hg.), Zeitgeschichte als Streitgeschichte. Große Kontroversen seit 1945, München 2003, S. 152-170.

7 Vgl. hier in erster Linie die bis heute zentralen Studien von HERBERT, Ulrich, Best. Biographische Studien über Radikalismus, Weltanschauung und Vernunft 1903-1989, Bonn 1996 und WILDT, Michael, Generation des Unbedingten. Das Führungskorps des Reichssicherheitshauptamtes, Hamburg 2002.

8 Zu verweisen ist hier neben den zwischenzeitlich zahlreichen Ministerial- und Behördenstudien (beispielhaft seien hier genannt: CONZE, Eckart u. a., Das Amt und die Vergangenheit. Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik, München 2010; GRÖTEMAKER, Manfred und SAFFERLING, Christoph, Die Akte Rosenburg. Das Bundesministerium der Justiz und die NS-Zeit, Bonn 2017; BÖSCH, Frank und WIRSCHING, Andreas (Hg.), Hüter der Ordnung. Die Innenministerien in Bonn und Ost-Berlin nach dem Nationalsozialismus, Bonn 2018, sowie als Kompendium: CREUZBERGER, Stefan und GEPPERT, Dominik (Hg.), Die Ämter und ihre Vergangenheit. Ministerien und Behörden im geteilten Deutschland 1949-1972, Bonn 2018) vor allem auf die Arbeiten zur Ausbildung unterschiedlicher Berufsgruppen (SCHMERBACH, Folker, Das „Gemeinschaftslager Hanns Kerrl“ für Referendare in Jüterborg 1933-1939, Tübingen 2008; DEPPISCH, Sven, Täter auf der Schulbank. Die Offiziersausbildung der Ordnungspolizei und der Holocaust, Baden-Baden 2017) und die Volksgemeinschafts-Forschung (vgl. hier als erste Bilanz zu diesem Forschungsfeld: SCHMIECHEN-ACKERMANN, Detlef u. a. (Hg.), Der Ort der „Volksgemeinschaft“ in der deutschen Gesellschaftsgeschichte, Paderborn 2018).

9 HAASE, Lena, Die Gestapo in der Gesellschaft. Quellenlage und Forschungsfelder zur Geschichte der Staatspolizeistelle Trier, in: GROTH, Thomas (Hg.), Die Gestapo Trier. Beiträge zur Geschichte einer regionalen Verfolgungsbehörde, Köln etc. 2018, S. 23-61.

10 Siehe hierzu verschiedene Artikel in: FUCHSHUBER, Thorsten und WAGENER, Renée (Hg.), Émancipation, éclosion, persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2^e Guerre mondiale (Religion et altérité), Fernelmont 2014; WAGENER, Renée, Der Umgang mit der Shoah im Nachkriegs-Luxemburg, in: FRANZ, Norbert u. a. (Hg.), Identitätsbildung und Partizipation im 19. und 20. Jahrhundert. Luxemburg im europäischen Kontext (Luxemburg-Studien, 11), Frankfurt am Main 2016, S. 217–246.

11 Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945, La spoliation des biens juifs au Luxembourg 1940-1945. Rapport final, Luxembourg 2009.

12 COURTOY, Jérôme und HOFFMANN, Elisabeth, Neuer Nachweis für Beteiligung am Holocaust. Luxemburger im Reserve-Polizei-bataillon 101, in: woxx 1559/1560 (20.12.2019), S. 20-25; COURTOY, Jérôme und HOFFMANN, Elisabeth, Ein Tabu unter vielen: Täterdebatte ums Reserve-Polizeibataillon 101, in: Tageblatt 55 (6./7.3.2021), S. 6.

13 GROTH, Thomas (Hg.), Die Gestapo Trier. Beiträge zur Geschichte einer regionalen Verfolgungsbehörde (Gestapo – Herrschaft – Terror. Studien zum Nationalsozialistischen Sicherheitsapparat, 1), Köln etc. 2018; HAASE, Lena, Das Einsatzkommando der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes in Luxemburg, in: Musée National de la Résistance et des Droits Humains (Hg.), Luxemburg und das Dritte Reich. Eine Bestandsaufnahme, Ehlerange 2021, S. 244-268. In diesem Rahmen entstanden eine Reihe von Masterarbeiten, die der Täterforschung zugeordnet werden können. Siehe zum Beispiel: BACH, Viktoria, Karriere in der Gestapo. Biographische Studien zu einem Trierer Gestapo-Mitglied, Staatsexamensarbeit, Universität Trier 2014; BOLD, Laura Sabrina, „Mit Judenangelegenheiten habe ich [...] nie etwas zu tun gehabt.“ Die Selbstdeutung von NS-Tätern in den Vorermittlungen wegen der Judendeportationen aus Luxemburg (1967-70), Masterarbeit, Universität Trier 2018 (unveröffentlicht); STEIN, Leon, Die weiblichen Angestellten der Geheimen Staatspolizei in Luxemburg. Eine Untersuchung weiblicher Partizipation im nationalsozialistischen Polizeiapparat zwischen 1940 und 1944, Masterarbeit, Universität Trier 2024 (unveröffentlicht).

14 KRIER, Emile, Gustav Simon (1900-1945), in: Rheinische Lebensbilder 16 (1997), S. 255-285.

15 CERF, Paul, Longtemps j'aurai mémoire. Documents et témoignages sur les Juifs du Grand-Duché de Luxembourg durant la Seconde Guerre mondiale, Luxembourg 1974, S. 45-46, 85, 107, 109, 136, 215-218, 220; CERF, Paul, L'Étoile juive au Luxembourg, Luxembourg 1986, S. 87, 128-129, 133, 172; HOHENGARTEN, André, Die nationalsozialistische Judenpolitik in Luxemburg, Luxemburg 2004, S. 46-47, 82-84, 96, 102, 106-107, 110; DOSTERT, Paul, La déportation des juifs à partir du territoire luxembourgeois (1941-1943), in: FUCHSHUBER, Thorsten und WAGENER, Renée (Hg.), Émancipation, éclosion, persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2e Guerre mondiale (Religion et altérité), Fernelmont 2014, S. 203-220, hier S. 207-208, 214, 216-217; WAGENER, Renée, Emanzipation und Antisemitismus. Die jüdische Minderheit in Luxemburg vom 19. bis zum beginnenden 21. Jahrhundert (Studien zum Antisemitismus in Europa, 16), Berlin 2022, S. 426, 458-459, 466-467, 474, 575.

16 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

17 ANLux, Jt-102, Fragebogen, 28.6.1946.

18 Ebenda.

19 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

20 Vgl. dazu auch: DEGENHARDT, Hermann, Das Polizeibildungswesen, in: Die Polizei. Zeitschrift für das gesamte Polizei- und Kriminalwesen mit Einschluß der Landjägerei 23 (5.12.1926), S. 669-671.

21 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947; Stadtarchiv Halberstadt, Hauptregister Nr. 306/1904, Eintragung der Heirat. Während Schmalz in seiner Aussage angibt, dass er in Düsseldorf geheiratet habe, wird im Hauptregister Wipperfurth (der Heimatort seiner Ehefrau) als Ort der Heirat genannt. Der Eintragung im Register des Standesamtes ist in diesem Fall der Vorzug zu geben.

22 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947; ANLux, Jt-102, Fragebogen, 28.6.1946; ANLux, Jt-102, Fragebogen, Dachau, 2.5.1947.

23 ANLux, Jt-102, Fragebogen, 28.6.1946.

24 Dazu: BANACH, Jens, Polizei im NS-System. Ausbildung und Rekrutierung in der Sicherheitspolizei, in: ADEN, Helmut und LANGE, Hans-Jürgen (Hg.), Die Polizei in der Gesellschaft. Zur Soziologie der inneren Sicherheit (Studien zur Inneren Sicherheit, 4), Opladen 2003, S. 57-76, hier S. 61.

25 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

26 Ebenda.

27 Die Beförderung erfolgte am 1.7.1937. Vgl. dazu: Landesarchiv Nordrhein-Westfalen (LA NRW), Abteilung (Abt.) Rheinland, Personalakten, HSA-Pe, Nr. 7375, Bl. 1v, Personalbogen.

28 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947; ANLux, Jt-102, Fragebogen, 28.6.1946; ANLux, Jt-102, Fragebogen, Dachau, 2.5.1947.

29 LA NRW Abt. Rheinland, HSA-Pe, Nr. 7375, Bl. 1v, Personalbogen.

30 Gemeint ist hier Kriminalkommissar Waldemar Kluthe, der Vorgesetzte von Schmalz.

31 ANLux, Jt-102, Erklärung von Otto Schmalz auf dem Ersterscheinungsprotokoll, Luxemburg, 16.5.1947.

32 Schmalz muss zumindest informiert gewesen sein über die massenhaften Grenzüberquerungen von jüdischen Geflüchteten, die besonders 1938 an der deutsch-luxemburgischen Grenze stattfanden. Neben Fluchtversuchen in Eigeninitiative wurden durch die Gestapo immer wieder Gruppen von Jüdinnen und Juden nach Luxemburg wie auch allgemein über die Westgrenzen Deutschlands abgeschoben. Zu dieser „Dumping“-Praxis und zu den dramatischen Zuständen, die sie bewirkte, siehe: WAGENER, Emanzipation und Antisemitismus (Anm. 15), S. 229-235. Es gab auch Versuche, deutsche Zollbeamte zu bestechen, siehe: ARENDT, Nicolas, Wiener Juden und Jüdinnen in Luxemburg in den Jahren nach dem „Anschluss“ 1938. Eine mikrohistorische Analyse anhand des analytischen Modells des „Migrationsregimes“, Masterarbeit, Universität Wien 2022, S. 37.

33 Vgl. dazu: BArch Berlin, Reichsjustizministerium, R 3001/21457, Bl. 16v, Schreiben des Innenministers Frick an den Finanzminister betr. „Aufstellung des Reichsetats der bisher. staatlichen Polizeiverwaltungen“, 25.6.1935 und Bl. 91v, Besprechung betr. der Verreichlichung der Polizei, 29.11.1935.

34 WAGNER, Herbert, Die Gestapo war nicht allein... Politische Sozialkontrolle und Staatsterror im deutsch-niederländischen Grenzgebiet 1929-1945, Münster 2004, S. 223.

35 SCHÄFER, Herbert, ... bis der Hitler im Moor versank! Treibjagd auf Menschen, Gold und Geld. Deutsche Kriegsverbrechen nach 70 Jahren aufgedeckt, Melsungen 2013, S. 27-43. Die Darstellung bedient einmal mehr Narrative der Selbstentlastung, wie sie nach 1945 von den ehemaligen Gestapo-Beamten im Grenzdienst häufig verbreitet wurden. Da die Grenzpolizei integraler Bestandteil der Geheimen Staatspolizei war, ist die Bezeichnung von Gestapo-Beamten als „Grenzsoldaten“ ebenso falsch wie deren Funktionsbeschreibung als „Zöllner“.

36 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

37 LA NRW, Abt. Rheinland, HSA-Pe, Nr. 7375, Bl. 2, Personalbogen.

38 ANLux, Jt-102, Fragebogen, 28.6.1946. In dem später in Dachau ausgefüllten Fragebogen gab Schmalz auf die Frage, welcher Partei er im März 1933 seine Stimme abgegeben habe, „Keiner“ an. Vgl. hierzu: ANLux, Jt-102, Fragebogen, Dachau, 2.5.1947.

39 Ebenda.

40 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

41 BArch Berlin, Sammlung Berlin Document Center (BDC): Personenbezogene Unterlagen der NSDAP - Mitgliederkartei - Gaukartei, R 9361-IX Kartei/37860326, NSDAP-Karteikarte von Otto Schmalz.

42 Vgl. dazu etwa: FALTER, Jürgen W., Die „Märzgefallenen“ von 1933. Neue Forschungsergebnisse zum sozialen Wandel innerhalb der NSDAP-Mitgliedschaft während der Machtergreifungsphase, in: Geschichte und Gesellschaft 24 (1998), S. 595-616.

43 Vgl. dazu: HAASE, Lena, Strafverfolgungspraxis im Schein-Rechtsstaat des „Dritten Reiches“. Zur Zusammenarbeit von Justiz- und Polizeibehörden unter nationalsozialistischer Herrschaft (Gestapo – Herrschaft – Terror. Studien zum nationalsozialistischen Sicherheitsapparat, 2), Köln etc. 2022, S. 324-327.

44 ANLux, Jt-102, Fragebogen, 28.6.1946.

45 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947. Der Dienstrang des Unterscharführers war der höchste Grad in der Gruppe der Unteroffiziere innerhalb der SS. Im Rahmen der Dienstgradangleichung wurden die Dienststränge der SS jeweils denjenigen der Polizei angeglichen. Dies wurde jedoch nur vorgenommen, wenn ein Polizeiangehöriger bereits Mitglied der SS war. Hierzu noch: In einer Aktennotiz des „Jüdischen Ältestenrates“ vom 5. Mai 1941 wurde Schmalz als SS-Sturmführer bezeichnet. ANLux, Collections de copies complémentaires, Fonds Microfilms Divers, FMD-002, Aktennotiz, 5.5.1941.

46 Service Historique de la Défense (SHD), Vincennes, Archives de la Gestapo de Trèves, GR28 P8, Nr. 391, Meldevordruck, 31.1.1942.

47 SHD, Vincennes, GR28 P8, Nr. 391, Schreiben des Ergänzungsamtes der Waffen-SS Wiesbaden an das Wehrbezirkskommando Luxemburg, 12.2.1942.

48 BArch Berlin, Sammlung Berlin Document Center (BDC): Personenbezogene Unterlagen der SS und SA, R 9361-III/177650, oP [ohne Paginierung].

49 Ebenda.

50 ANLux, Jt-102, Fragebogen, 28.6.1946; ANLux, Jt-102, Fragebogen, Dachau, 2.5.1947.

51 HAASE, Einsatzkommando (Anm. 13), S. 245.

52 LA NRW Abt. Rheinland, HSA-Pe, Nr. 7375, Bl. 2, Personalbogen.

53 ANLux, Fonds Criminels de guerre, Procès Gestapo, CdG-0143, Gerichtsprotokoll der Aussage von Otto Schmalz bei der öffentlichen Anhörung, Luxemburg, 27.1.1950.

54 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

55 ANLux, CDRR, NM_46-48, Schriftverkehr, Diensttagebuch des EKL.

56 ANLux, FMD-002, Schreiben des Bürochefs Siegmund Leib an das Einsatzkommando des Sicherheitsdienstes, 1.10.1940.

57 ANLux, Fonds Criminels de guerre, Procès Gestapo, CdG-0881, Namensliste des weiblichen Personals.

58 BArch Berlin, R 9361-IX Kartei/37860326, NSDAP-Karteikarte von Otto Schmalz.

59 ANLux, Fonds Ministère de la Justice, Police des Étrangers, J-108-0137422, Fremdenpolizeiakte. Leopold Weiler (*6.11.1864 in Kaiserslautern) wurde am 28. Juli 1942, nach nur 11-tägigem Aufenthalt in Fünfbrunnen, mit dem fünften Deportationszug von Luxemburg-Stadt nach Theresienstadt deportiert, wo er am 22. August 1942 umkam. Die räumliche Nähe der Familie Weiler zu Schmalz ist bemerkenswert, es konnte aber bislang keine persönliche Verbindung belegt werden. Auch Leopolds Tochter Valérie war an der gleichen Adresse gemeldet. Sie war mit dem Luxemburger August Hansen verheiratet und lebte nach national-sozialistischer Rechtsauffassung in einer sogenannten „Mischehe“. Am 11. November 1942 wurde Valérie von der Pflicht entbunden, den „Judenstern“ zu tragen. Valérie Hansen-Weiler und ihr Bruder René Weiler überlebten den Krieg. Vgl. hierzu: Leopold Weiler (geändert am 20.8.2019), in: holocaust.cz, URL: <https://www.holocaust.cz/de/opferdatenbank/opfer/35934-leopold-weiler/> (Stand: 28.10.2024); THILMAN, Daniel, Leopold Weiler (1864-1942), Charlotte Mann (1874-1915), Valerie Weiler (1902-1974), René Weiler (1898-1980), in: Luxembourg Mémorial de la Shoah, URL: <https://memorialshoah.lu/de/story/0297-weiler-hansen> (Stand: 26.2.2025); ANLux, Fonds des associations, des partis politiques et des communautés religieuses, Consistoire israélite, FD-083-83; ANLux, FD-083-89, undatierte Liste „Juden“ (wohl zwischen April und August 1941 angefertigt), Bl. 1301; ANLux, CDRR, Liste Juifs Lux, Eintrag Nummer 1367.

60 Angabe des Luxemburger Stadtarchivars Tom Birden vom 6. November 2024.

61 Laut Aussage von Schmalz wurde Schmidt ihm als Vorgesetzter übergeordnet, „[...] weil [er selbst] wahrscheinlich nicht genug aktiv wurde.“ Vgl. hierzu: ANLux, CdG-0143, Gerichtsprotokoll der Aussage von Otto Schmalz bei der öffentlichen Anhörung, Luxemburg, 27.1.1950; BÜCHLER, Georges, OTL: <https://www.holocaust.cz/de/opferdatenbank/opfer/35934-leopold-weiler/> (*1904, Halberstadt). Ein Versuch, Arbeitsdokument, S. 1 (unveröffentlicht).

62 HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 24.

63 ANLux, CdG-0143, Gerichtsprotokoll der Aussage von Otto Schmalz bei der öffentlichen Anhörung, Luxemburg, 27.1.1950.

64 Neben den vor allem aus Osteuropa stammenden Mitgliedern des Beth-Am Iwri, des jüdischen Volkshauses am Boulevard de la Pétrusse, die sehr religiös und oft zionistisch orientiert waren, gab es auch jüdische Menschen, die sich als areligiös, oder sogar als nicht-jüdisch bezeichneten, oder als Christen getauft waren. Wir können davon ausgehen, dass die Kartei des Konsistoriums nur jene Personen umfasste, die sich als Mitglieder der (eher liberalen) Gemeinden Luxemburgs betrachteten und ihre Kultussteuer bezahlten. Zum Zionismus in Luxemburg, vgl. hierzu: MOYSE, Laurent, L'éclosion du sionisme au Luxembourg, in: FUCHSHUBER, Thorsten und WAGENER, Renée (Hg.), Émancipation, éclosion, persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2^e Guerre mondiale (Religion et altérité), Fernelmont 2014, S. 161-172; WAGENER, Emanzipation und Antisemitismus (Anm. 15), S. 265-273; WAGENER, Renée, Vereinsmeierei oder Lebensnotwendigkeit? Die jüdischen Vereine im Luxemburg der Zwischenkriegszeit, in: GENOT, Gilles (Hg.), Sociabilité au Luxembourg / Geselligkeit in Luxemburg (Publications du Lëtzebuerg City Museum, 2), Luxemburg 2023, S. 389-404; THILMAN, Daniel, Le Beth-Am Iwri du boulevard de la Pétrusse. Histoire sommaire du Jüdisches Volkshaus du Luxembourg, in: Hémecht 77/1 (2025), S. 60-72.

65 Brief des Konsistoriums an das Einsatzkommando, vorgestellt von Georges Büchler am 15. November 2023 anlässlich der Journée d'Études, die in der Abtei Neumünster stattfand und vom C²DH organisiert wurde. Quellen PDF, S. 29. Daran, dass es sich beim Empfänger „Leutnant Scholtz“ um Otto Schmalz handelt, besteht laut Paul Dostert kein Zweifel. Dieser geht davon aus, dass es sich wohl um eine Namensverwechslung handelte. Vgl. hierzu: DOSTERT, Paul, Zweiter Weltkrieg – Neues zum „Artuso-Bericht“ (veröffentlicht am 4.11.2016), in: land.lu, URL: <https://www.land.lu/page/article/537/9537/FRE/index.html> (Stand: 18.1.2024), hier Fußnote 6.

66 Musée National de la Résistance et des Droits Humains (MNRDH), Vernehmung der Inhaftierten Wehmann Clara, Bl. 23v. Zur Involvierung von Frauen in die nationalsozialistische Verwaltung, siehe hierzu: STEIN, Die weiblichen Angestellten der Geheimen Staatspolizei in Luxemburg (wie Anm. 13).

67 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947; WAGENER, Emanzipation und Antisemitismus (Anm. 15), S. 426-427, hier Fußnote 95 und 96; Privatsammlung Oppenheimer, AO-021a-1958, Eidesstattliche Erklärung von Otto Schmalz, Düsseldorf, 2.1.1958.

68 BÜCHLER, Georges, 1940: „Freimachung des Landes Luxemburg von den Juden“ (veröffentlicht am 9.11.2019), in: Tageblatt, URL: <https://www.tageblatt.lu/headlines/1940-freimachung-des-landes-luxemburg-von-den-juden/> (Stand: 19.6.2025).

69 ANLux, CdG-0143, Gerichtsprotokoll der Aussage von Otto Schmalz bei der öffentlichen Anhörung, 27.1.1950. Zur Anfertigung der „Judenkartei“ durch Schmalz siehe auch seine Aussage von 1970 in: BArch Ludwigsburg, B 162/6908, Bl. 1004, sowie die zusammenfassende Darstellung durch die Ermittlungsbehörde, Bl. 1063, 1069-1070.

70 WAGENER, Emanzipation und Antisemitismus (Anm. 15), S. 419-420.

71 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

72 BArch Koblenz, Spruchgericht Bielefeld, Z 42-IV/4634, Bl. 7, eidesstattliche Erklärung.

73 Ebenda, Bl. 15, Erklärung von Alex Bonn, Luxemburg, 23.8.1947.

74 ANLux, FMD-002, Kopie eines Schreibens an das Einsatzkommando, 23.10.1941.

75 Laut aktuellem Forschungsstand fanden 18 solcher Transporte in Richtung Frankreich und ein weiterer Richtung Belgien statt. Siehe dazu auch: WAGENER, Emanzipation und Antisemitismus (Anm. 15), S. 422, hier Tabelle und Fußnote 81.

76 ANLux, Jt-102, Fragebogen, 28.6.1946.

77 ANLux, Jt-102, Fragebogen, Dachau, 2.5.1947. Obwohl es sich wahrscheinlich um den vierten Transport nach Westen handelte, war es erst der dritte mit jüdischen Menschen nach Portugal.

78 Vgl. dazu: WAGENER, Emanzipation und Antisemitismus (Anm. 15), S. 422.

79 BÜCHLER, Otto Schmalz (Anm. 61), S. 1. Siehe auch: ARTUSO, Vincent, La „question juive“ au Luxembourg (1933-1941). L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies. Rapport final, Luxembourg 2015, S. 206-209; PIMENTEL, Irene Flunser und RAMALHO, Margarida de Magalhães, O Comboio do Luxemburgo: Os refugiados judeus que Portugal não salvou em 1940, Lisboa 2016. Laut Hohengarten verließ der Transport Luxemburg am 7.11.1940. HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 45.

80 Für diese Menschen war ein Notlager bei Mousserolles, einem Wohnviertel von Bayonne, eingerichtet worden, in dem sie von Ende November 1940 bis Anfang März 1941 interniert wurden. 26 von den ursprünglich rund 300 „Passagieren“ des Transportes fanden sich später im französischem Lager Gurs wieder. Von diesen gelang den meisten jedoch später die Ausreise nach Übersee. Vgl. hierzu: THILMAN, Daniel, Les sources luxembourgeoises pour mieux comprendre Gurs, in: ATONDI, Ibéa u. a. (Hg.), Les indésirables au camp de Gurs. Recueil des actes du colloque, Morlaàs 2025, S. 59-72. Vgl. weiterhin: GARDINI, Fausto, Escape from Luxembourg, Jacksonville (Florida) 2017, S. 402f.; CERF, Longtemps j'aurai mémoire (Anm. 15), S. 44. Beide Autoren unterscheiden sich in ihrer Darstellung. Hinzu kommen noch die auf vielfältige Archivquellen beruhenden Aussagen im Blog von Philippe Durlut. Vgl. hierzu : DURLUT, Philippe, 300 juifs luxembourgeois en mains allemandes confinés à Mousserolles quartier de Bayonne (veröffentlicht am 31.3.2019), in: Retours vers les Basses-Pyrénées, URL: <https://www.retours-vers-les-basses-pyrenees.fr/2019/03/300-juifs-luxembourgeois-en-mains.html> (Stand: 19.10.2025).

81 Yad Vashem, Memorandum von Serebrenik an Paul Cerf, New York, 3.11.1963.

82 HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 46. Laut Hohengarten besteht „offensichtlich ein Zusammenhang zwischen der Ablösung Nölles als Leiter des Einsatzkommandos am 8. März 1941 und diesen Vorfällen“. Ebenda, S. 46.

83 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 999-1000, Aussage von Otto Schmalz, 10.8.1970.

84 ANLux, CdG-0143, Gerichtsprotokoll der Aussage von Otto Schmalz bei der öffentlichen Anhörung, 27.1.1950.

85 ANLux, Jt-102, Eidesstattliche Erklärung von Siegmund Leib, New York, 17.2.1947. Daraus auch das folgende Zitat.

86 CERF, L'Étoile juive au Luxembourg (Anm. 15), S. 45.

87 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Willy Brauckmann, Luxemburg, 4.6.1947.

- 88 Betr.: Ermittlungen in Sachen Eichmann Adolf, zur Zeit in Israel inhaftiert, Bericht von Inspektor Jean-Pierre Bredemus an die General-Staatsanwaltschaft in Luxemburg, 7.12.1960, wiedergegeben in: CERF, Longtemps j'aurai mémoire (Anm. 15), S. 214-223, hier S. 214-215.
- 89 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 984, Aussage von Fritz Hartmann, Dortmund, 6.8.1970.
- 90 ANLux, Fonds Criminels de guerre, Procès Gestapo, CdG-0856, Aussage von Fritz Hartmann, Luxemburg, 31.1.1949. Die Anweisungen wurden anschließend, so Brauckmann, vom Vertreter der jüdischen Kultusgemeinde Oppenheimer an den „Heimleiter“ weitergeleitet. Vgl. hierzu: ANLux, CdG-0856, Aussage von Willy Brauckmann, undatiert.
- 91 ANLux, CdG-0856, Aussage von Sebastian Ranner, Luxemburg, 2.2.1949. Brauckmann bestätigte diese Aussage und hob unter anderem hervor, dass die Verwaltung von Fünfbrunnen „von der vermögentechnischen Seite aus gesehen, keineswegs Sache der Dienststelle Hartmann's war“. Vgl. hierzu: ANLux, CdG-0856, Aussage von Willy Brauckmann, undatiert. Zur Enteignung und Beraubung von jüdischen Menschen durch die Zivilverwaltung siehe: ARTUSO, Vincent, La collaboration au Luxembourg durant la Seconde Guerre mondiale (1940-1945). Accommodation, Adaptation, Assimilation (Luxemburg-Studien, 4), Frankfurt am Main 2013; LANDAU, Blandine, À la recherche des juifs spoliés. Pillages et „aryanisation“ au Luxembourg pendant la Seconde Guerre Mondiale, Dissertation, Universitäten Luxemburg und Paris 2024 (in Druckvorbereitung).
- 92 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Josef Ackermann, Luxemburg, 4.6.1947.
- 93 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Willy Brauckmann, Luxemburg, 4.6.1947.
- 94 Policemusée, Polizei-Kommissariat Luxemburg, Erste Korrekionsliste zu denen als Kriegsverbrecher ausgeschriebenen Personen, 11.1.1946; vgl. zu Schmalz' Wohnanschrift auch die Angaben in der NSDAP-Zentralkartei (BArch Berlin, Sammlung Berlin Document Center (BDC): Personenbezogene Unterlagen der NSDAP – Mitgliederkartei – Zentralkartei, R 9361-VIII/Kartei 19320508) sowie der NSDAP-Gaukartei (BArch Berlin, R 9361-IX/Kartei 37860326). Zumindest einige jüdische Familien konnten nach ihrer Rückkehr im Lager der Speditionsfirma Streff einen Teil ihres Besitzes wiederfinden, wie etwa das Beispiel der Familie Schneider-Sternberg zeigt. Vgl. dazu: JUNGBLUT, Marie-Paule (Hg.), Looted! Current questions regarding the cultural looting by the National Socialists in Europe, Luxemburg 2008, S. 42.
- 95 Werbeanzeige Streff, in: Luxemburger Wort 40 (9.2.1943), S. 5.
- 96 HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 24.
- 97 ANLux, CdG-0856, Aussage von Fritz Hartmann, Luxemburg, 31.1.1949.
- 98 Der Begriff der „Endlösung“ meinte zunächst nicht konkret die physische Auslöschung des Judentums, sondern ein systematisches Vorgehen, um Juden und Jüdinnen aus dem Deutschen Reich und dann auch aus den besetzten Gebieten zu vertreiben. Ab Frühling 1941 und im Zusammenhang mit dem Beginn des Russlandfeldzugs wurde Osteuropa als Zielort ins Auge gefasst. Erst ab Herbst 1941 bekam der Begriff eine neue Bedeutung im Sinne der systematischen Ermordung. Siehe hierzu: APAM, Uwe, Judenpolitik im Dritten Reich, Königstein 1979, S. 305-311; PAUL, Gerhard, Führungsinstanz der Gestapo. Das Amt IV des Reichssicherheitshauptamtes, in: WILDT, Michael (Hg.), Das Reichssicherheitshauptamt. NS-Terror-Zentrale im Zweiten Weltkrieg, Berlin 2019, S. 53-72, hier S. 67-68.
- 99 BÜCHLER, Otto Schmalz (Anm. 61), S. 2.
- 100 Zur Umsetzung der „Absiedlung“ soll Heinrich Himmler bereits im September 1941 von Hitler instruiert worden sein. Vgl. dazu: CESARANI, David, Adolf Eichmann. Bürokrat und Massenmörder, Berlin 2021, S. 139.
- 101 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 1001, Aussage von Otto Schmalz, Mettmann, 10.8.1970.
- 102 CESARANI, Adolf Eichmann (Anm. 100), S. 141.
- 103 LONGERICH, Peter, Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung, München/Zürich 1998, S. 427-434.
- 104 BArch Berlin, Persönlicher Stab Reichsführer-SS, NS 19/2655.
- 105 ANLux, CdG-0143, Gerichtsprotokoll der Aussage Otto Schmalz bei der öffentlichen Anhörung, 27.1.1950.
- 106 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 1002, Aussage von Otto Schmalz, Mettmann, 10.8.1970.
- 107 Ebenda.
- 108 Ebenda.
- 109 CESARANI, Adolf Eichmann (Anm. 100), S. 141.
- 110 Ebenda, S. 141.
- 111 ANLux, Fonds des associations, des partis politiques et des communautés religieuses, Consistoire israélite, FD-083-38, Brief des Konsistoriums an Fritz Hartmann, 20.8.1941. Siehe auch: BÜCHLER, Georges, Evakuierung – Aussiedlung: Der erste Polentransport, 16.10.1941, Luxemburg 2016, S. 61-62.
- 112 CESARANI, Adolf Eichmann (Anm. 100), S. 141.
- 113 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 986-987, Vernehmung von Fritz Hartmann, Dortmund, 6.8.1970.
- 114 ANLux, CdG-0856, Bl. 3, Aussage von Sebastian Ranner, Luxemburg, 2.2.1949.
- 115 ANLux, CdG-0856, Bl. 7, Aussage von Fritz Hartmann, Luxemburg, 2.2.1949.
- 116 Zu Fünfbrunnen siehe: HEUMANN, Hugo, Erlebtes – Erlittenes: Tagebuch eines deutsch-jüdischen Emigranten, von Mönchengladbach über Luxemburg nach Theresienstadt, Mersch 2023 (überarbeitete und erweiterte Ausgabe). Zum System der „Jüdischen Altersheime“ in Luxemburg vgl. hierzu: WAGENER, Renée, Les „maisons de retraite juives“ au Luxembourg pendant l'occupation national-socialiste, in: Revue d'histoire de la Shoah. Le Luxembourg et la Shoah 219 (März 2024), S. 107-126.
- 117 ANLux, CdG-0856, Bl. 7, Aussage von Fritz Hartmann, Luxemburg, 2.2.1949. Daraus auch das folgende Zitat.
- 118 Ebenda.
- 119 ANLux, Fonds Criminels de guerre, Procès Gestapo, CdG-1062, Aussage von Fritz Hartmann, Luxemburg, 25.10.1946. Auch 1970 noch argumentierte Hartmann, er sei nach der Schaffung von Fünfbrunnen erstaunt gewesen, als das RSHA dennoch den Transport einer großen Anzahl nach Theresienstadt angeordnet habe. Anschließend habe er vergeblich versucht, dies zu verhindern. BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 985-986, Verhör Fritz Hartmann, 6.8.1970.
- 120 Siehe die entsprechende Ankündigung in der Presse: Luxemburg judenfrei, in: Escher Tageblatt 244 (17.10.1941), S. 3. Dieser Deportationszug nahm weitere als jüdisch verfolgte Menschen in Trier auf. Vgl. dazu: BÜCHLER, Evakuierung – Aussiedlung (Anm. 111), S. 57.
- 121 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 1006, Aussage von Otto Schmalz, Mettmann, 10.8.1970; HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 84.
- 122 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 1005, Aussage von Otto Schmalz, Mettmann, 10.8.1970.
- 123 HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 96 und 102.
- 124 ANLux, Fonds Criminels de guerre, Procès Gestapo, CdG-0844, Aussage von Hugo Heumann, Luxemburg, 1.3.1947. Auch Joseph Gottlieb berichtete im Januar 1949, es habe geheißen, „dass Schmalz an unserm Abtransport nach Theresienstadt, der am 6. April 1943 erfolgte, begleitet [...] bzw. denselben geleitet“ habe. Vgl. hierzu: ANLux, CdG-0856, Zeugenaussage von Joseph Gottlieb, Echternach, 31.1.1949.
- 125 ANLux, CdG-0856, Zeugenaussage von Joseph Gottlieb, Echternach, 31.1.1949. Dies gilt auch für die folgende Passage.
- 126 ANLux, CdG-0856, Bl. 8, Aussage von Fritz Hartmann, Luxemburg, 2.2.1949. Daraus auch die folgenden Zitate.
- 127 ANLux, CdG-0856, Zeugenaussage von Joseph Gottlieb, Echternach, 31.1.1949; ANLux, CdG-0856, Zeugenaussage von Frau Louis Oppenheimer, 31.1.1949; ANLux, CdG-0856, Brief von Frau Louis Oppenheimer an Major Schommer, Echternach, 1.2.1949.
- 128 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 1011; DOSTERT, La déportation des juifs à partir du territoire luxembourgeois (1941-1943) (Anm. 15), S. 214.
- 129 BArch Ludwigsburg, B 162/6909, Bl. 656, Aussage Gustav Petrat, Iserlohn, 24.9.1969.
- 130 Ebenda, Bl. 1010-1011, Aussage von Otto Schmalz, Mettmann, 11.8.1970.

- 131 Ebenda, Bl. 1011.
- 132 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 986, Aussage von Fritz Hartmann, Dortmund, 6.8.1970. Schmalz bestritt, diese Aussage, die fast wortgenau auch von Alfred Oppenheimer und von Schmalz' ehemaligen Kollegen Hans Klöcker gemacht wurde, getätigt zu haben. Ebenda, Bl. 1011-1012.
- 133 Curt Edelstein wurde am 30.7.1942 von Dortmund nach Theresienstadt und von dort am 28.9.1944 nach Auschwitz deportiert, wo er ermordet wurde. Curt Edelstein (geändert am 20.8.2019), in: holocaust.cz, URL: <https://www.holocaust.cz/de/opferdatenbank/opfer/9259-kurt-edelstein/> (Stand: 11.7.2024).
- 134 CERF, Longtemps j'aurai mémoire (Anm. 15), S. 107.
- 135 HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 109-111; CERF, L'Étoile juive au Luxembourg (Anm. 15), S. 133.
- 136 ANLux, CdG-0143, Gerichtsprotokoll der Aussage Otto Schmalz bei der öffentlichen Anhörung, 27.1.1950.
- 137 CERF, Longtemps j'aurai mémoire (Anm. 15), S. 215.
- 138 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 985, Aussage von Fritz Hartmann, Dortmund, 6.8.1970.
- 139 CERF, Longtemps j'aurai mémoire (Anm. 15), S. 218.
- 140 ANLux, FMD-002, Staatspolizeiliche Verfügung, ausgestellt vom Einsatzkommando der Sicherheitspolizei und des S.D. in Luxemburg, B.Nr.1586/42 II B 3, 7.7.1942.
- 141 BÜCHLER, Otto Schmalz (Anm. 61), S. 5.
- 142 HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 82.
- 143 Siehe hierzu etwa CERF, Longtemps j'aurai mémoire (Anm. 15), S. 104; DOSTERT, La déportation des juifs à partir du territoire luxembourgeois (1941-1943) (Anm. 15), S. 217-218; WAGENER, Emanzipation und Antisemitismus (Anm. 15), S. 468.
- 144 Diese Quoten mussten im Deutschen Reich wie auch den besetzten Ländern erfüllt werden. Vgl. hierzu die Einleitung, in: HAPPE, Katja u.a. (Hg.), Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden durch das nationalsozialistische Deutschland 1933-1945. West- und Nordeuropa Juni 1942-1945 (Bd. 12), Berlin etc. 2015, S. 13-83.
- 145 Zitiert nach: WAGENER, Emanzipation und Antisemitismus (Anm. 15), S. 458.
- 146 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 1002, Aussage von Otto Schmalz, Mettmann, 10.8.1970.
- 147 Ebenda, Bl. 1004.
- 148 JAH, Akim, Deportations in the Nazi Era – Introduction, in: BORGGRAFE, Henning und JAH, Akim (Hg.), Deportations in the Nazi Era. Sources and Research (Arolsen Archives Series, 2), Berlin und Boston 2022, 1-29, hier S. 16; BORGGRAFE, Henning, Sources on Deportations, in: BORGGRAFE, Henning und JAH, Akim (Hg.), Deportations in the Nazi Era. Sources and Research (Arolsen Archives Series, 2), Berlin und Boston 2022, S. 29-53, hier S. 32-34.
- 149 ALTHOFF, Hendrik, From persecution to deportation. Hamburg's Jewish population and the Hamburg Gestapo „Judenrat“, in: RAGGAM-BLECH, Michaela u. a. (Hg.), Deported. Comparative perspectives on paths to annihilation for Jewish populations under Nazi German control (Beiträge des VWI zur Holocaustforschung, 9), Wien 2024, S. 123-142, hier S.135-136.
- 150 Introduction. The organisation and implementation of deportations in Nazi-dominated Europe from a transnational perspective, in: RAGGAM-BLECH, Michaela u. a. (Hg.), Deported. Comparative perspectives on paths to annihilation for Jewish populations under Nazi German control (Beiträge des VWI zur Holocaustforschung, 9), Wien 2024, S. 9-22, hier S. 12; JAH, Akim, Alois Brunner and the deportation of Jews from Berlin, in: RAGGAM-BLECH, Michaela u. a. (Hg.), Deported. Comparative perspectives on paths to annihilation for Jewish populations under Nazi German control (Beiträge des VWI zur Holocaustforschung, 9), Wien 2024, S. 49-74, hier S. 55-56). In den Niederlanden behaupteten ähnlich wie in Luxemburg ebenfalls Angeklagte in den Nachkriegsprozessen, dass die Vertreter des „Judenrates“ Deportationslisten aufgestellt hätten, was aber von diesen bestritten wurde. Es seien lediglich unter Druck Listen der den gewünschten Profilen entsprechenden Personen produziert worden. Bemerkenswert ist, dass die „Judenvertretungen“ in Frankreich sich mit Erfolg weigerten, sich in den Deportationsprozess einzubringen. Die Verlagerung der Verantwortung von den Gestapo-Beamten auf die „Judenräte“ ist als eine Entlastungsstrategie im Rahmen der Strafverfahren anzusehen. Vgl. hierzu: VASTENHOUT, Laurien, The Jewish Council of Amsterdam. A (more) useful tool in the deportation process?, in: RAGGAM-BLECH, Michaela u. a. (Hg.), Deported. Comparative perspectives on paths to annihilation for Jewish populations under Nazi German control (Beiträge des VWI zur Holocaustforschung, 9), Wien 2024, S. 99-122, hier S. 108-109 und 118. In Hamburg mussten die jüdischen Funktionäre Deportationslisten aufstellen, wobei nach den vorgegebenen Kriterien prioritär Personen, die sich im Konflikt mit der Gestapo befanden, ausgewählt wurden, danach Personen aus östlichen Provinzen, Pensionierte, Staatenlose und Menschen mit polnischem Pass. Vgl. hierzu: ALTHOFF, From persecution to deportation (Anm. 149), S. 136.
- 151 DOSTERT, La déportation des juifs à partir du territoire luxembourgeois (1941-1943) (Anm. 15), S. 217f.: WAGENER, Emanzipation und Antisemitismus (Anm. 15), S. 459. Handschriftliche Vorbereitung der Ansprache vom 16.4.1942, Ähnliche Kriterien wandte die jüdische Gemeinde auch in Hamburg an, wobei nicht klar ist, ob sie von der Gestapo vorgegeben wurden. ALTHOFF, From persecution to deportation (Anm. 149), S. 132. Jedoch gab es, anders als in Luxemburg, auch Orte, wo von Gemeindeverantwortlichen Warnungen ausgesprochen wurden. So kündigte der dänische Rabbiner Marcus Melchior im Herbst 1943 in seiner Predigt in der Synagoge die anstehenden Deportationen an und drängte die Anwesenden, sich zu verstecken. HEIM, Susanne u.a. (Hg.), The persecution and murder of the European Jews by Nazi Germany, 1933-1945. Western and Northern Europe, June 1942-1945 (Bd. 12), Berlin etc. 2019, S. 19.
- 152 CERF, Longtemps j'aurai mémoire (Anm. 15), S. 216f.
- 153 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 933-934, Aussage von Alfred Oppenheimer, Luxemburg, 16.7.1970.
- 154 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 984, Aussage von Fritz Hartmann, Dortmund, 6.8.1970.
- 155 BArch Ludwigsburg, B 162/6908, Bl. 1070-1071.
- 156 ANLux, FMD-002, Notiz des Telefongesprächs zwischen Oppenheimer und Kahn, 8.7.1942.
- 157 ANLux, FMD-002, Notiz zu Telefongespräch in Sachen Erster Transport nach Theresienstadt, 12.7.1942.
- 158 CERF, L'Étoile juive au Luxembourg (Anm. 15), S. 87, 128, 129. WAGENER, Emanzipation und Antisemitismus (Anm. 15), S. 467.
- 159 BArch Ludwigsburg B 162/6907, Bl. 896, Aussage von Alice Rinnen, Trier, 13.7.1970.
- 160 MOYSE, Laurent, Alfred Oppenheimer: „Die Leute die zurückkamen, hatten Glück“, in: Tageblatt 91 (19.4.1990), S. 13.
- 161 WOLF, Claude, Alfred Oppenheimer. „Ech sin en 100prozentegen Patriot a Monarchist“, in: Revue 43 (21.10.1992), S. 30-32, hier S. 32.
- 162 BArch Ludwigsburg, B162/6907, Bl. 937, Aussage von Alfred Oppenheimer, Luxemburg, 16.7.1970.
- 163 ANLux, Jt-102, Aussage von Alex Bonn, Luxemburg, 4.6.1947.
- 164 ANLux, Jt-102, Aussage von Julien Meyer, Luxemburg, 4.6.1947.
- 165 ANLux, Jt-102, Aussage von Alex Bonn, Luxemburg, 4.6.1947.
- 166 Erklärung des Rabbiners Dr. Robert Serebrenik über sein Treffen mit Adolf Eichmann, weitergeleitet an Kommandant A. Selinger, Sechstes Büro des Polizeipräsidiiums, Tel Aviv, Israel, New York, 27.6.1960, abgedruckt in: RAUNER, Wolfgang I., You can just call me lucky. Reminiscences from my youth, in: Center for Jewish History [online], 158-161, URL: https://digipres.cjh.org/delivery/DeliveryManagerServlet?dps_pid=FL3058267 (Stand: 10.2.2025).
- 167 ANLux, FMD-002, Brief von Curt Edelstein an Alfred Oppenheimer, 29.7.1942.
- 168 ANLux, Jt-102, Aussage von Willy Brauckmann, Luxemburg, 4.6.1947.
- 169 Ebenda.
- 170 Es gibt Hinweise auf einen weiteren Brief, den Schmalz von Theresienstadt nach Luxemburg gebracht haben soll. In dem Brief wird Schmalz nicht namentlich erwähnt. Die Rede ist lediglich „[...] von einem Polizist[en,] der uns die ganze Reise begleitet [hat], der sehr nett ist, der mir auch diesen Brief befördert.“ Privatsammlung, Brief an Alfred Oppenheimer, April 1943.
- 171 ANLux, Jt-102, Aussage von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

172 BArch Ludwigsburg, B 162/6907, Bl. 902-903, Aussage von Henri Klepper, Trier, 13.7.1970. Aus der Aussage gehen auch die Wohnorte der Verhafteten hervor. Bei der ersten Verhaftung soll es sich um einen etwa 55 Jahre alten Uhrmacher in der Benderstraße gehandelt haben, der im Ersten Weltkrieg als Soldat gedient hatte. Die bei der zweiten Verhaftung festgenommene Person soll eine junge Frau von etwa 20 Jahren gewesen sein, die in der Rue de la Grève gelebt habe. Leider ist auf diesen Grundlagen nichts über die Identität dieser beiden Personen zu ermitteln.

173 ANLux, Jt-102, Aussage von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

174 Aus archivrechtlichen Gründen wurden einige Personen anonymisiert.

175 ANLux, CdG-0844, Aussage von Witwe M.T., Luxemburg, 31.12.1949.

176 ANLux, CdG-0844, Aussage von Witwe H.K., Luxemburg, 31.12.1949.

177 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

178 ANLux, Jt-102, Eidesstattliche Erklärung von Alfred Oppenheimer, Luxemburg, 21.7.1946.

179 ANLux, Jt-102, Untersuchungsbericht des Oberwachtmeister Backes an den Herrn Untersuchungsrichter, Blatt 3, Luxemburg, 4.6.1947.

180 ANLux, CdG-0143, Gerichtsprotokoll der Aussage Otto Schmalz bei der öffentlichen Anhörung, 27.1.1950, morgens.

181 Vgl. zum SS-Sonderlager/KZ Hinzert in dieser Hinsicht besonders: KLASEN, Katharina, Allgegenwärtig? Die Geheime Staatspolizei und das SS-Sonderlager/KZ Hinzert (Gedenkarbeit in Rheinland-Pfalz, 13), Mainz und Hinzert 2015 und zur Staatspolizeistelle Trier; GROTH, Thomas (Hg.), Die Gestapo Trier. Beiträge zur Geschichte einer regionalen Verfolgungsbehörde, Köln etc. 2018.

182 ANLux, CdG-0844, Aussage von Alfred Oppenheimer, Luxemburg, 31.12.1949.

183 Ebenda.

184 ANLux, Jt-102, Aussage von Alfred Oppenheimer, Luxemburg, 4.6.1947. Daraus auch die folgenden Zitate.

185 ANLux, Jt-102, Eidesstattliche Erklärung von Alfred Oppenheimer, Luxemburg, 21.7.1946.

186 WOLF, Alfred Oppenheimer (Anm. 161), S. 32.

187 HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 110.

188 Später gab es noch Deportationen von Einzelpersonen. Vgl. hierzu : CERF, Longtemps j’aurai mémoire (Anm. 15), S. 120. Die Vereinigung MemoShoah asbl. nennt auf ihrer Internetseite noch einen 8. Deportationszug, der jedoch „nur“ die Deportation einer Einzelperson umfasste. Siehe hierzu: 8^e déportation, Luxembourg-Dortmund-Theresienstadt, in: MemoShoah, URL: <https://www.memoshoad.lu/wpmsl/index.php/8e-convoy-luxembourg-dortmund-theresienstadt-1er-aout-1944/> (Stand: 4.12.2024).

189 7e Déportation, Luxembourg-Berlin-Auschwitz et Theresienstadt, in: MemoShoah Luxemburg, URL: <https://www.memoshoad.lu/wpmsl/index.php/7e-convoy-luxembourg-berlin-auschwitz-et-theresienstadt-17-juin-1943/> (Stand: 28.10.2024).

190 ANLux, Jt-102, Aussage von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947. Vgl. hierzu auch HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 110. Hohengarten bestätigt, dass Schmalz insgesamt 25 jüdische Deportierte nach Berlin begleitete. Dort seien die Gesunden am 29. Juni in einem Sonderzug nach Theresienstadt gebracht worden. Die Kranken sollen am 28. Juni direkt nach Auschwitz weitertransportiert worden sein.

191 ANLux, Jt-102, Aussage von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

192 MEYER, Ahlrich, Täter im Verhör. Die ‚Endlösung der Judenfrage‘ in Frankreich 1940-1944, Darmstadt 2005, S. 321-322.

193 ANLux, Jt-102, Eidesstattliche Erklärung von Eugen Grünberg, Völklingen, 7.9.1946. Daraus auch die folgenden Zitate.

194 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947; HOHENGARTEN, Die nationalsozialistische Judenpolitik (Anm. 15), S. 24.

195 MNRDH, Vernehmung der Inhaftierten Wehmann Clara, Bl. 2r. Später wurde diese Abteilung unter anderem als IV C 3 bzw. IV 3 c geführt.

196 ANLux, CdG-0856, Aussage von Fritz Hartmann, Luxemburg, 23.4.1949.

197 MNRDH, Vernehmung der Inhaftierten Wehmann Clara, Bl. 26r.

198 Schumacher-Wercollier sollte ursprünglich erschossen werden. Dieses Strafmaß nach neuer Bewertung durch Kriminalrat Walter Runge in eine einjährige KZ-Haft umgewandelt.

199 MNRDH, Vernehmung der Inhaftierten Wehmann Clara, Bl. 38r.

200 ANLux, NM 46-48, Schriftverkehr, Diensttagebuch des EKL, S. 8.

201 ANLux, Fonds Criminels de guerre, Procès Gestapo, CdG-0846, Einsatzbefehl Nr. 2, Luxemburg, 2.11.1941.

202 Wir danken Nico Hamen für diesen Hinweis.

203 ANLux, CdG-0881, Tagesmeldung Nr. 3, Sondermeldung, Luxemburg, 15.11.1941.

204 ANLux, CdG-0846, Einsatzbefehl Nr. 2, Luxemburg, 2.11.1941.

205 ANLux, Fonds Criminels de guerre, Procès Gestapo, CdG-0840, Brief von Fritz Hartmann [Abschrift], Luxemburg, 16.5.1947.

206 ANLux, Jt-102, Aussage von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947.

207 ANLux, CDRR, CNR-016A Gestapo, Expressgutkarten von Otto Schmalz, Luxemburg, undatiert. Wir danken dem Historiker Georges Büchler, der uns auf die Existenz zweier sogenannter Expressgutkarten aufmerksam gemacht hat. Expressgutkarten der Reichsbahn waren spezielle Frachtbegleitdokumente, die im Güterverkehr verwendet wurden, insbesondere für den Transport von Expressgut (sogenanntem Eilgut). Expressgut wurde schneller befördert als normales Frachtgut, meist in Personenzügen, die über spezielle Wagen verfügten. Expressgutkarten als Begleitkarten dienten hierbei als Nachweis für den Versand.

208 ANLux, Jt-102, Fragebogen, 28.6.1946; ANLux, Jt-102, Fragebogen, Dachau, 2.5.1947.

209 ANLux, Jt-102, Fragebogen, 28.6.1946; ANLux, Jt-102, Vorläufige Erklärung des Kriegsgefangenen, Nürnberg, 1945.

210 ANLux, Jt-102, Vorläufige Erklärung des Kriegsgefangenen, Nürnberg, 1945; ANLux, Jt-102, Arrest Report, 8.6.1946.

211 Ebenda.

212 ANLux, Jt-102, Notice of Transfer, Nürnberg, 16.4.1947.

213 ANLux, Jt-102, Arrest Report, 8.6.1946.

214 ANLux, Jt-102, Bericht von Erwin J. Kaltenbach, undatiert.

215 ANLux, Jt-102, Notice of Transfer, Nürnberg, 16.4.1947.

216 ANLux, Jt-102, Strafanstalt-Luxemburg – Abteilung: Passagehaus, Luxemburg, 15.5.1947; ANLux, Jt-102, Zustellungsakte, Luxemburg, 16.5.1947.

217 ANLux, Jt-102, Verwahrbefehl, Luxemburg, 16.5.1947.

218 ANLux, Jt-102, Antrag des Staatsanwaltes, Luxemburg, 17.6.1947.

219 ANLux, CdG-0856, Aussage von Sebastian Ranner, Luxemburg, 2.2.1949.

220 ANLux, Jt-102, Anweisung des Staatsanwaltes an den „Administrateur des Prisons“, Luxemburg, 19.6.1947.

221 ANLux, Jt-102, Verhörprotokoll von Otto Schmalz, Luxemburg, 4.6.1947; Vorläufige Erklärung des Kriegsgefangenen, Nürnberg, 1945.

222 CERF, Longtemps j’aurai mémoire (Anm. 15), S. 107. Zu diesem Prozess siehe auch: STEINMETZ, Jill, „Die Wahrheit steht noch über dem Recht?“ Verlauf und Verteidigungsstrategien im Prozess gegen Gestapo-Beamte vor dem Gerichtshof für Kriegsverbrechen im Großherzogtum Luxemburg (1949 bis 1951), Masterarbeit, Universität Trier 2013 (unveröffentlicht).

223 BArch Koblenz, Spruchgericht Hiddesen, Z 42-V/2338, Bl. 18.

224 Ebenda.

225 ANLux, CT-03-01, Nr. 06747, oP, Bericht über weitere Ermittlungen zu Paulette Hemmer an die Staatsanwaltschaft Luxemburg vom 7.2.1947.

226 BArch Koblenz, Z 42-V/2338, Bl. 53.

227 Ebenda.

228 BArch Koblenz, Z 42-V/2338, Bl. 54.

229 NOETHEN, Stefan, Alte Kameraden und neue Kollegen. Polizei in Nordrhein-Westfalen 1945-1953 (Schriften Geschichtsort Villa Ten Hompel, 3), Essen 2003, S. 276.

230 BArch Ludwigsburg, B 162/6903-6908.

231 Vgl. zur Entnazifizierung ehemaliger Mitglieder der Gestapo in der britischen Besatzungszone v. a. NOETHEN, Alte Kameraden (Anm. 229), S. 275-287.

232 LA NRW, Abt. Rheinland, SBE Hauptausschuss Stadtkreis Düsseldorf, NW 1002-P/69794, Bl. 12.

233 LA NRW, Abt. Rheinland, NW 1002-P/69794, Bl. 10.

234 LA NRW, Abt. Rheinland, NW 1002-P/69794, Bl. 9.

235 LA NRW, Abt. Rheinland, Personalakten, HSA-Pe/7375, Bl. 2.

236 LA NRW, Abt. Rheinland, HSA-Pe/7375, Unterordner B, Bl. 1.

237 LA NRW, Abt. Rheinland, HSA-Pe/7375, Unterordner B, Bl. 17.

238 LA NRW, Abt. Rheinland, HSA-Pe/7375, Unterordner B, Bl. 41.

239 LA NRW, Abt. Rheinland, HSA-Pe/7375, Bl. 22.

240 LA NRW, Abt. Rheinland, HSA-Pe/7375, Unterordner B, Bl. 90a.

241 LA NRW, Abt. Rheinland, HSA-Pe/7375, Unterordner B, Bl. 75. Am 31. Juli 1953 wurde er zum Kriminalsekretär und am 23. Dezember 1959 zum Kriminalobermeister befördert.

242 Zu seiner Person: HENKEL, Peter, „Nur die Bauern im Schachspiel des SS-Staates“. Bernhard Wehner zeichnet das Bild der Kriminalpolizei im NS-Staat, in: FLEERMANN, Bastian (Hg.), Die Kommissare. Kriminalpolizei in Düsseldorf im rheinisch-westfälischen Industriegebiet (1920-1950), Düsseldorf 2018, S. 412-419.

243 Stadtarchiv Düsseldorf, Einwohnermeldekarteien, 7 4 6 73, Nr. 2178, Meldekarte Fritz Hartmann.

244 Vgl. zu seiner Person: SCHRÖDER, Joachim, Ein SS-Netzwerk in der nordrhein-westfälischen Kriminalpolizei. Hintergründe und Folgen einer Pressekampagne der ÖTV aus dem Jahr 1959, in: FLEERMANN, Bastian (Hg.), Die Kommissare. Kriminalpolizei in Düsseldorf im rheinisch-westfälischen Industriegebiet (1920-1950), Düsseldorf 2018, S. 400-411, hier S. 405-406.

245 Stadtarchiv Halberstadt, Hauptregister Nr. 306, Eintragung des Sterbedatums.

246 MNRDH, Korrespondenz mit Alain Meyer, 18.10.2024.

247 Zum Begriff des „Eigen-Sinns“ nach Alf Lütke siehe: LINDENBERGER, Thomas, Eigen-Sinn, Herrschaft und kein Widerstand (veröffentlicht am 2.9.2014), in: Docupedia-Zeitgeschichte, URL: http://docupedia.de/zg/Lindenberger_eigensinn_v1_de_2014 (Stand: 20.6.2025).

248 Zu dieser Problematik siehe z.B.: VON MIQUEL, Marc, Ahnden oder amnestieren? Westdeutsche Justiz und Vergangenheitspolitik in den sechziger Jahren (Beiträge zur Geschichte des 20. Jahrhunderts, 1), Göttingen 2004.

249 BROWNING, Christopher, Ganz normale Männer. Das Reserve-Polizeibataillon 101 und die „Endlösung“ in Polen, Reinbek bei Hamburg 2005.

250 Gröning wurde verurteilt in seiner Funktion als SS-Mitglied in der Standortverwaltung im Konzentrationslager Auschwitz, wo er in der Gefangeneneigentumsverwaltung eingesetzt war.

251 Beschluss vom 20. September 2016 (3 StR 49/16), in: Bundesgerichtshof, URL: <https://juris.bundesgerichtshof.de/cgi-bin/rechtsprechung/document.py?Gericht=bgh&Art=en&nr=76632&pos=0&anz=1> (Stand: 3.4.2025).

252 Commission spéciale pour l’étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945, La spoliation des biens juifs au Luxembourg 1940-1945. Rapport final, Luxembourg 2009, S. 20; Josef Ackermann, in: Die Rheinland-Pfälzische Personendatenbank, URL: <https://rppd.lobid.org/1051182123> (Stand: 29.3.2025).

253 BArch Ludwigsburg, B 162/6905.

254 BArch Berlin, R 3001/59069; BArch Berlin, R 9361-III/67224; BArch Berlin, Slg. NS-Archiv des MfS, ZA VI 197, A.10; BArch Ludwigsburg, B 162/6903 und 6907.

255 BArch Berlin, R 9361-III/98923; BArch Berlin, R 9361-III/536132; Landeshauptarchiv (LHA) Koblenz, Regierungshauptkasse Trier, Best. 442HK, Nr. 8; SHD, Vincennes, 28 P6, Nr. 52; SHD, Vincennes, 28 P6, Nr. 105.

256 BArch Koblenz, Zentrale Rechtsschutzstelle, B 305/2556; BArch Koblenz, Spruchgericht Benefeld-Bomlitz, Z 42-II/2570; BArch Berlin, Reichssicherheitshauptamt, R 58/10995; BArch Berlin, R 3001/69780; BArch Berlin, Sammlung Berlin Document Center (BDC); Personenbezogene Unterlagen der NSDAP / Parteikorrespondenz, R 9361-II/764154.

257 BArch Berlin, R 9361-III/148893; BArch Berlin, R 9361-III/547325; BArch Ludwigsburg, B 162/6906, Bl. 652-658; BArch Berlin, Präsidialkanzlei, R 601/2280, Bl. 48.

258 LHA, Koblenz, Landeskommisсар für die politische Säuberung in Rheinland-Pfalz, Best. 856, Nrn. 220436, 220790 und 280806; BArch Berlin, R 9361-III/152725; BArch Ludwigsburg, B 162/3649, Bl. 53.

259 ANLux, CdG-0881; ANLux, CdG-0856; BArch Berlin, R 58/1112; BArch Berlin, R 9361-III/158093; BArch Berlin, R 9361-III/549154; BArch Koblenz, Personalakten von Beschäftigten des öffentlichen Dienstes, PERS 101/9969; BArch Ludwigsburg, B 162/6904.

260 BArch Berlin, R 9361-II/1114782; BArch Koblenz, Z 42-IV/4634; LHA, Koblenz, Best. 442HK, Nr. 25; SHD, Vincennes, 28 P6, Nr. 105.

261 BArch Berlin, R 58/1112; BArch Berlin, R 58/11536; BArch Berlin, SS-Heiratsgenehmigung – Karteikarten, VBS 1013 (NS 34)/ZB II 4361.

262 BArch Berlin, R 9361-III/562276; LA NRW, Abt. Rheinland, HSA-Pe, Nr. 15518.

263 GOETZINGER, Germaine, Post-Exilerfahrung deutsch-jüdischer Emigranten in Luxemburg in: GÄTJE, Hermann und SKIANDER, Singh (Hg.), Grenze als Erfahrung und Diskurs: Literatur- und geschichtswissenschaftliche Perspektivierung, Tübingen 2018, S. 205-216, hier S. 212-215. GOETZINGER, Germaine, Eugen Grünberg (1889-1950), in: Luxembourg Mémorial de la Shoah, URL: <https://memorialshoah.lu/de/story/0352-gruenberg-eugen> (Stand: 12.6.2026). ANLux, Fonds Ministère de la Justice, Police des Étrangers, J-108-0450511, Fremdenpolizeiakte.

264 Reise- und Ausweisdokumente.

265 BARTHEL, Charles Un homme de second plan, mais un témoin de tout premier choix : Sigismond Leib et le rapport sur le sort des juifs au Luxembourg, juin 1942, in: CM2GM [online], 1-15 (2021), URL: www.cm2gm.lu (Stand: 10.4.2025).

266 THILMAN, DANIEL und COURTOY, JÉRÔME, ALFRED OPPENHEIMER (1901—1993), ALINE CAHEN (1892—1943), RENÉ OPPENHEIMER (1930—1944), LIESELOTTE HECHT (1922-?), in: LUXEMBOURG MÉMORIAL DE LA SHOAH, URL: [HTTPS://MEMORIALSHOAH.LU/DE/STORY/0339-OPPENHEIMER-CAHEN](https://MEMORIALSHOAH.LU/DE/STORY/0339-OPPENHEIMER-CAHEN) (Stand: 30.1.2026).

267 MUSÉE NATIONAL DE LA RÉSISTANCE (HG.), SCHICKSALSWEGE DER JUDEN LUXEMBURGS ZWISCHEN 1940 UND 1945, AUSSTELLUNGSKATALOG, LUXEMBURG 2020.

GLOSSAR

Das Glossar wurde entsprechend den Anfangsbuchstaben der zu erklärenden Begriffe alphabetisch geordnet.

Die **Allgemeine SS** ist eine Unterkategorie der SS (Schutzstaffel), die vielfältig eingesetzt wurde, u. a. für administrative Arbeiten in verschiedenen Sicherheitsbehörden. Ihre Mitglieder konnten hauptberuflich oder ehrenamtlich tätig sein. Das hauptamtliche SS-Personal war von der Wehrpflicht befreit. Ab 1941 wurde auch in Luxemburg für die Allgemeine SS geworben, mit nur mäßigem Erfolg. Drei Stürme wurden in Luxemburg-Stadt, Diekirch und Esch/Alzette gebildet, die der Standarte in Trier angeschlossen wurden.

Die **Chefs der Zivilverwaltung** (CdZ) wurden im Sommer 1940 in den kurz zuvor von NS-Deutschland besetzten und als deutsch angesehenen westlichen Gebieten Luxemburg, Elsass und Lothringen ernannt. Als CdZ wurden die Gauleiter der benachbarten deutschen Gaue eingesetzt. In Luxemburg wurde Gustav Simon, Gauleiter des Gaues Koblenz-Trier, mit der Funktion betraut. Im Zuge dessen wurde der vormalige Gau Koblenz-Trier um das besetzte Großherzogtum erweitert und in Gau Moselland umbenannt. Die CdZ hatten die Aufgabe, die ihnen anvertrauten Gebiete „einzudeutschen“ und gleichzuschalten, bevor sie formell annektiert wurden. 1941 wurde das gleiche System in den besetzten Gebieten in Jugoslawien und der Sowjetunion angewandt.

Die **Geheime Staatspolizei** (Gestapo) ging aus der Preußischen Politischen Polizei und der nach der „Machtübernahme“ gegründeten Sonderabteilung „zur Bekämpfung des Kommunismus“ hervor. Die Behörde war Hermann Göring direkt unterstellt und war die politische Polizei des NS-Regimes. Organisatorisch bestand sie aus dem Geheimen Staatspolizeiamt in Berlin als Zentrale und Staatspolizeistellen in allen Regierungsbezirken. Mit der Gründung des Reichssicherheitshauptamtes (RSHA) am 27. September 1939 wurde der nationalsozialistische Sicherheitsapparat neu organisiert. Unter dem Dach des RSHA wurden nun die Sicherheitspolizei (Gestapo und Kripo) und der Sicherheitsdienst der SS (SD) zusammengefasst. Im August 1940 wurden Beamte der Gestapo Trier mit dem Aufbau der Gestapo-Stelle in Luxemburg beauftragt. Diese sollte die Grenzen überwachen, die jüdische Bevölkerung vertreiben bzw. deportieren und die Widerstandsgruppen zerschlagen.

Die **Kriminalpolizei** (Kripo) war eine aus der Weimarer Republik übernommene Polizeibehörde. Sie bildete zusammen mit der Gestapo die Sicherheitspolizei (Sipo). Im August 1940 traf ein Vorkommando der Kripo in Luxemburg ein. Es sollte die luxemburgische Kriminalpolizei nach nationalsozialistischem Vorbild umgestalten und ihre Übernahme vorbereiten. 1944 wurde die Kripo in Luxemburg der Kripo Trier angegliedert. In Luxemburg war die Kripo mit der Aufklärung von Verbrechen und Vergehen beauftragt. In enger Zusammenarbeit mit der Gestapo suchte sie auch nach entflohenen Kriegsgefangenen, Wehrdienstverweigerern und Deserteuren. Zudem verfolgte sie Homosexuelle, als „asoziale“ klassifizierte Menschen und Prostituierte.

Die **Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei** (NSDAP) wurde 1920 in Deutschland gegründet. Ihre Ideologie war radikal nationalistisch, rassistisch, antisemitisch und expansionistisch. Die Krise der 1930er Jahre machte die NSDAP zu einer der wichtigsten politischen Kräfte in Deutschland. Am 30. Januar 1933 wurde Adolf Hitler von Reichspräsident Paul von Hindenburg zum Reichskanzler ernannt und übernahm damit die Führung der Koalitionsregierung aus NSDAP, DNVP und Stahlhelm. So kamen die NSDAP und ihr „Führer“ legal an die Macht. Bei der Reichstagswahl im März 1933 erhielt die NSDAP mit 43,9 % den höchsten Stimmenanteil. Im September 1941 wurde eine luxemburgische Sektion der NSDAP gegründet. Sie übernahm fortan die NS-Propaganda im Land und organisierte die landesweite Erfassung der Luxemburger in den neu gegründeten NS-Organisationen.

Die **NS-Volkswohlfahrt** (NSV) wurde 1931 gegründet. Ihre Hauptfinanzierungsquelle war das Winterhilfswerk, eine Spendensammlung, die jedes Jahr seit 1933 durchgeführt wurde. Die von der NSV verteilten Hilfen wurden jedoch von einer „rassischen“ und politischen Prüfung abhängig gemacht. Politische Gegner, als „asozial“ klassifizierte Personen, Menschen mit geistigen und körperlichen Gebrechen oder Jüdinnen und Juden wurden hingegen nicht aufgenommen. 1940 nahm die NSV ihre Tätigkeit in Luxemburg auf. Ihre offizielle Gründung erfolgte jedoch erst im April 1942.

Die **Nürnberger Rassengesetze** wurden 1935 vom Deutschen Reichstag verabschiedet. Dadurch wurden in der Hauptsache jüdische Menschen nach rassenideologischen Kriterien eingeteilt und zu Bürger:innen mit eingeschränkten Rechten degradiert. Auf Grundlage der Nürnberger Gesetze entzog man jüdischen Menschen nach und nach sämtliche politischen, bürgerlichen und wirtschaftlichen Rechte. Verboten waren u. a. Eheschließungen und Geschlechtsverkehr zwischen „Juden“ und sogenannten „Nichtjuden“. 1940 führte Gauleiter Simon in seiner Funktion als Chef der Zivilverwaltung die Nürnberger Gesetze auch in Luxemburg ein.

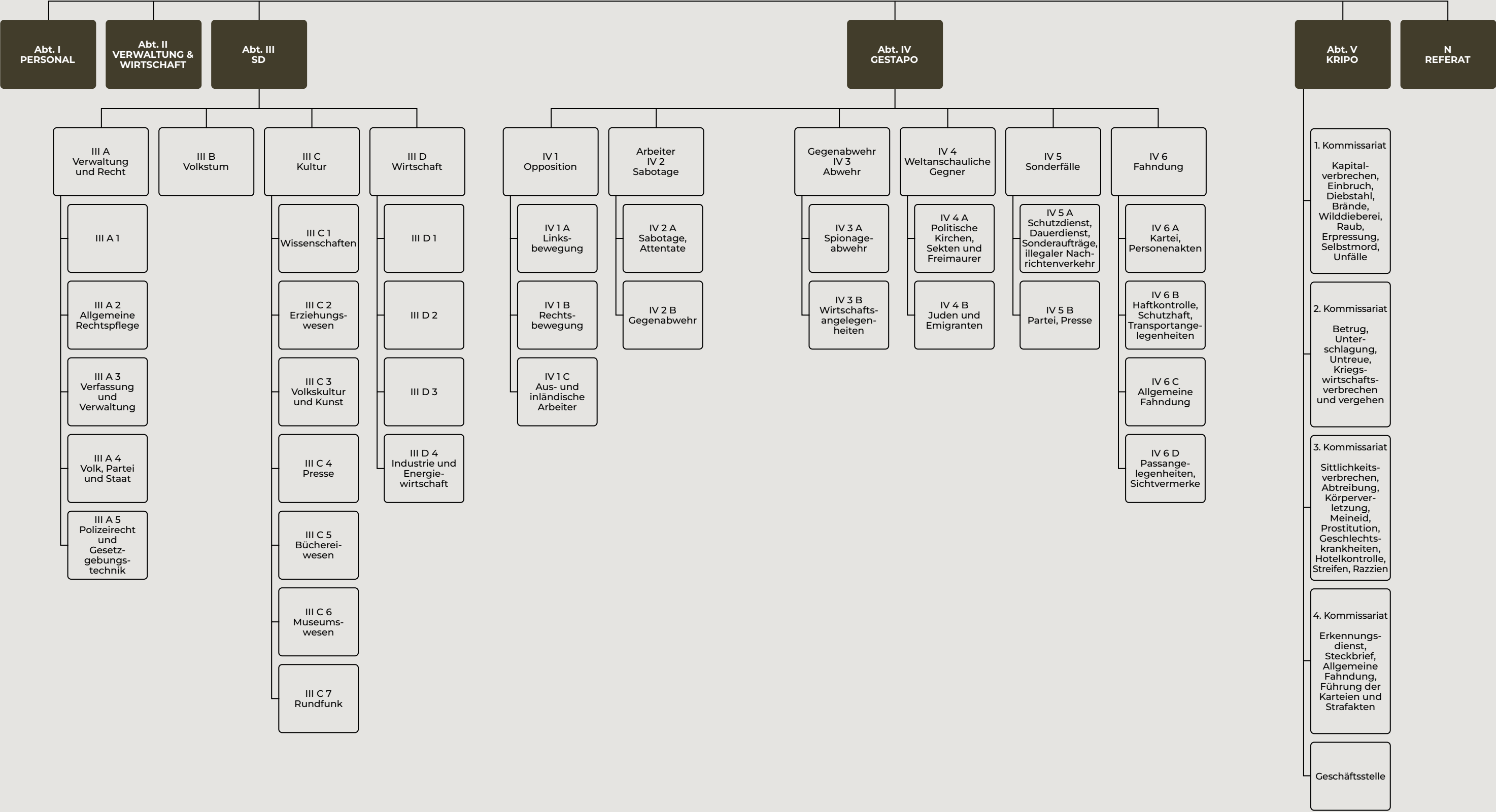
Der **Reichsluftschutzbund** (RLB) wurde im April 1933 gegründet und wurde bis Kriegsbeginn 1939 zur zentralen Organisation für den zivilen Luftschutz im Reich. Später wurde der RLB zunehmend durch andere Akteure im Luftschutz ersetzt. Der RLB klärte die Bevölkerung über den Luftschutz und das Durchführen entsprechender Schutzmaßnahmen auf. Die Organisation war u. a. in den Schulen an den organisatorischen Luftschutzübungen bzw. Unterricht beteiligt oder richtete Luftschutzräume in den Städten und Ortschaften ein. 1944 wurde der RLB von der NSDAP übernommen.

Das **Reichssicherheitshauptamt** (RSHA) entstand 1939 aus einem Zusammenschluss der Geheimen Staatspolizei mit der Kriminalpolizei und dem Sicherheitsdienst der SS. Die Arbeit des RSHA umfasste neben der gewöhnlichen Polizeiarbeit vor allem die Organisation der NS-Politik, die Verfolgung politischer Gegner sowie die Verfolgung der europäischen Juden und anderer Minderheiten.

Die **Schutzpolizei** (Schupo) wurde 1872 in Preußen organisatorisch von der Kriminalpolizei getrennt und war für die Aufrechterhaltung von öffentlicher Ordnung und Sicherheit zuständig. Im Gegensatz zur Kriminalpolizei trat diese Einheit uniformiert auf. Mit der Machtübernahme der Nationalsozialisten wurde die Polizei zunächst zentralisiert und 1936 im Zuge der „Vereichlichung“ in Sicherheitspolizei (Sipo - bestehend aus Geheimer Staatspolizei und Kriminalpolizei) und uniformierte Ordnungspolizei (Orpo - bestehend aus Schutzpolizei, Gemeindepolizei und Gendarmerie) unterteilt. In der Orpo war es

weiterhin Aufgabe der Schutzpolizei, für die allgemeine Sicherheit und Ordnung in den Städten zu sorgen. Auch Angehörige der Orpo hatten im Nationalsozialismus erheblichen Anteil an der Umsetzung von Verfolgungsmaßnahmen, der Abwicklung der Deportationen und letztlich auch der Kriegsverbrechen, besonders im Rahmen des Ostfeldzuges als Angehörige sogenannter „Polizei-Bataillone“.

Die **Waffen-SS** bildete den militärischen Arm der Schutzstaffel (SS). Im Jahr 1944 kämpften etwa 600.000 Deutsche und sogenannte „Volksdeutsche“ in ihren Reihen, darunter auch Luxemburger.



KURZ-
BIOGRAMME

Die Kurzbiogramme wurden alphabetisch und nach Tätern und Verfolgten aufgeteilt.

TÄTERBIOGRAFIEN

Ackermann Josef²⁵² (*26.4.1905 in Arenberg), Sohn des Landwirtes Moritz Ackermann, trat am 19. Oktober 1925 der NSDAP bei (Nr. 21.065). Der als “fanatisch” geltende Kaufmann arbeitete seit den frühen 1930er Jahren für die NSDAP u. a. als Gauredner. 1936 übernahm er die Funktion des Gauinspektors der Gauleitung Koblenz-Trier, später Moselland. Ackermann kam im November 1940 nach Luxemburg, wo er einen Monat später Leiter der Abteilung IV beim Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg wurde. In dieser Funktion wurde er zu einem der Hauptverantwortlichen für die Enteignungsmaßnahmen gegen die jüdische Bevölkerung des Landes. 1941 wurde er Abgeordneter im Reichstag. Seit 1942 war er als kommissarischer Leiter des Gauamtes für Kommunalpolitik tätig. Im September 1945 wurde Ackermann verhaftet und nach Luxemburg ausgeliefert. Dort verurteilte man ihn zu zehn Jahren Zwangsarbeit. Ackermann starb am 5. März 1997 in Vallendar.

Brauckmann Wilhelm, genannt Willy²⁵³ (*17.10.1900 in Gelsenkirchen) lebte bereits vor der deutschen Besetzung Luxemburgs im Land, wo er als Architekt zunächst für ein luxemburgisches Bauunternehmen arbeitete. Später war er im Immobilienhandel tätig. Ab Herbst 1940 begann Brauckmann für die Abteilung IV a (Juden- und Emigrantenvermögen) zu arbeiten. Er wurde dem Leiter des Sachgebietes für Hausrat Karl Ackermann zugewiesen und war fortan für das Einziehen, die Verwertung bzw. die Verwaltung des eingezogenen jüdischen Vermögens verantwortlich. Er intervenierte, nachdem die Gestapo ihm die Schlüssel der leerstehenden Wohnungen und Häuser übergeben hatte. Im September 1944 wurde Brauckmann in die Wehrmacht eingezogen. Er wurde an der Ostfront in einem Pionierbataillon eingesetzt. 1945 geriet er in Kriegsgefangenschaft und wurde 1947 an die luxemburgischen Behörden überstellt. 1950 wurde er zu sechs Jahren Zuchthaus verurteilt. Einige Monate nach seiner Entlassung wurde er des Landes verwiesen und durfte erst 1960 wieder nach Luxemburg zurückkehren. Bis zu seinem Renteneintritt im Jahr 1963 arbeitete er in Trier als Architekt. 1978 lebte er wieder in Luxemburg.

Hartmann Fritz²⁵⁴ (*7.6.1906 in Rabenstein) war der zweite von vier Leitern des EK Luxemburg. Der NSDAP war Hartmann am 1. Mai 1933 beigetreten (Nr. 2.367.334). Nur kurze Zeit später trat er am 15. September 1933 auch der SS bei (Nr. 107.331). Nach seinem abgeschlossenen Studium der Rechtswissenschaften absolvierte er sein Assessorat bei der Staatsanwaltschaft Chemnitz, von wo aus er seit dem 16. August 1934 zur Geheimen Staatspolizei beurlaubt wurde. Nach probeweiser Beschäftigung wurde er zum 1. Oktober 1935 als Regierungsassessor sowie ab dem 30. Januar 1937 als Regierungsrat im Geheimen Staatspolizeiamt in Berlin übernommen. Zum 15. Januar 1940 wechselte Hartmann als Leiter zur Staatspolizeistelle Koblenz und zum 1. März 1941 als Leiter zur Staatspolizeistelle in Trier. Damit verbunden war gleichzeitig auch die Leitung des EKL. Dabei hielt er sich v. a. in Luxemburg auf. Hartmann war einer der Hauptverantwortlichen der Judenverfolgung im Land. Auch die Verfolgung des Widerstandes nahm unter seiner Leitung zu. Als im August/September 1942 Streiks in Luxemburg ausbrachen, ließ er diese brutal niederschlagen und verurteilte als Leiter des “Standgerichts” 20 Streikteilnehmer zum Tode. Nachdem Hartmann den Unmut der Parteiführung erregt hatte, wechselte er zum 31. Mai 1943 kurzzeitig wieder zum RSHA. Daraufhin wurde er am 9. April 1943 entlassen und ein Strafverfahren gegen ihn eröffnet. Am 12. August 1943 meldete er sich freiwillig zum Fronteinsatz und kam als Kanonier zum SS-Artillerie-Ausbildungs- und Ersatzregiment 5 nach Prag und schließlich als Zugführer der 13. Kompanie des SS-Regiments Germania an der Ostfront zum Einsatz. 1946 wurde er in Aichach verhaftet und zurück nach Luxemburg überführt. 1951 wurde er vom Gerichtshof für Kriegsverbrechen in Luxemburg zum Tode verurteilt. Das Urteil wurde wenig später in lebenslange Zwangsarbeit umgewandelt. Bereits 1957 wurde er nach 11 Jahren Haft freigelassen und in die Bundesrepublik abgeschoben. Hier arbeitete er als Rechtsanwaltsgehilfe in einer Düsseldorfer Anwaltskanzlei.

Kluthe Waldemar²⁵⁵ (*25. April 1902 in Saarbürg) hatte zunächst ein Philosophiestudium begonnen, das er aus wirtschaftlichen Gründen aufgab, um sich als Kriminalkommissaranwärter zu melden. Zunächst verrichtete er seinen Dienst als Kriminalkommissar bei der Staatspolizeistelle Koblenz, bevor er am 15. September 1935 im gleichen Rang zur Staatspolizeistelle Trier versetzt wurde. Hier übernahm er die Leitung der Abteilung III und war somit der Vorgesetzte von Otto Schmalz. Am 2. März 1937 trat Kluthe zunächst aus der katholischen Kirche aus und am 1. Mai 1937 (nach Aufhebung der Mitgliedersperre) der NSDAP bei. Als SS-Mitglied trug er die Nummer 340.587. Im Juni 1939 wechselte er erst zur Führerschule der Sicherheitspolizei und des SD in Berlin, wo er als Lehrkraft tätig war, und wurde ab 1942 als Kriminaldirektor an der Reichsschule der Sipo/SD in Prag eingesetzt.

Nölle Wilhelm²⁵⁶ (*26. Januar 1904 in Brächen, Oberbergischer Kreis) war studierter Jurist und beendete sein Assessorat im Januar 1934. Bereits am 19. März 1933 trat er der SS bei (Nr. 134.702) und wurde im Folgemonat auch NSDAP-Mitglied (Nr. 2.353.554). Am 1. Januar 1934 wurde er Mitglied im Nationalsozialistischen Rechtswahrerbund (NSRB), im November des Jahres trat er der NSV bei.

Nach seinem zweiten Staatsexamen arbeitete er zunächst als Gerichtsassessor am Amtsgericht Opladen. Hier wurde er beurlaubt und wechselte zum 1. Februar 1935 als hauptamtlicher Angestellter zum SD-Oberabschnitt West. Im SD, in dem er nach Aussage von Rudolf Heß an das Reichsjustizministerium vom 17. Februar 1936 „unentbehrlich“ war, stieg Nölle bis zum Leiter des SD-Unterabschnitts Aachen auf. Von hier aus wechselte er zum 1. März 1939 als Regierungsrat in die Leitungsposition der Staatspolizeistelle Trier und schied im Folgemonat endgültig aus dem Justizdienst aus. Bis zur Auflösung des SD-Unterabschnitts Trier war er zusätzlich auch für dessen Leitung zuständig. In seiner Funktion als Leiter der Gestapo Trier übernahm Nölle ab August 1940 auch die Leitung des EKL. Im März 1941 musste er beide Posten abgeben und wechselte als Leiter zur Staatspolizeistelle Brünn. Diese Position bekleidete er bis zum Frühjahr 1944. Von Mai 1944 bis Anfang August 1944 war Nölle bei der Sipo/SD in Marseille beschäftigt, zuletzt als Leiter der Dienststelle. Dem schloss sich eine kurze Zeit beim Inspekteur der Sicherheitspolizei und des SD in Braunschweig an. Ende Oktober 1944 wurde Nölle auf eigenen Antrag hin für den Dienst in der Waffen-SS freigegeben. Als Grenadier einer Sturmgeschützeinheit wurde Nölle an der Ostfront eingesetzt und geriet Anfang Mai 1945 zunächst in amerikanische, dann in britische Kriegsgefangenschaft.

Petrat Gustav Fritz Franz²⁵⁷ (*11. November 1906 in Essen) trat bereits im Alter von 25 Jahren am 26. Juni 1926 der NSDAP bei (Nr. 39.131) und ist damit als „alter Kämpfer“ anzusehen. Nach einer abgeschlossenen Lehre zum Klempner und Installateur kam er 1934 als Amtsgehilfe beim Polizeipräsidium Essen in Dienst. Im Dezember des Jahres trat Petrat der SS bei (Nr. 262.725). 1937 wurde er in den mittleren Kriminaldienst übernommen, war fortan als Kriminalassistent bei der Staatspolizeistelle in Essen beschäftigt und als solcher intern zur Grenzpolizei am Flughafen Essen/Mühlheim abgeordnet. Am 13. März 1939 wurde er zur Außendienststelle Gladnow der Gestapostelle Prag abkommandiert. Im Herbst 1941 folgte seine Versetzung zum Einsatzkommando in Luxemburg, wo er eigenen Angaben zufolge „dem Sachgebiet für die Bekämpfung von Sabotage und Attentaten zugewiesen“ wurde und dort „vorwiegend im Erkennungsdienst tätig [war], jedoch auch mit der Fahndung und mit dem Abhören von Feindsendern sowie der Kontrolle von Presse und Literatur befaßt [war]“.

Plichta Wilhelm²⁵⁸ (*23. Mai 1895 in Buer) trat zum 1. Februar 1921 in die Schutzpolizei ein und verrichtete dort bis Dezember 1931 seinen Dienst (zuletzt im Rang eines Oberwachtmeisters). Seit dem 1. Mai 1933 war er Mitglied der NSDAP. Ebenso war er Mitglied der SA, bei der er seit dem 1. Juli 1933 den Rang eines Rottenführers bekleidete. 1932/33 war er bei der Schutzpolizei in Zittau beschäftigt. Nach Ablauf der zwölfjährigen Dienstzeit wurde Plichta im Rang eines Kriminalassistenten bei der Kriminalpolizei in Gleiwitz übernommen, wo er im Juni 1933 zum Kriminaloberassistenten befördert wurde. Zum 1. Februar 1937 erfolgte seine Versetzung zur Staatspolizeistelle Trier, wo er bis 1945 seinen Dienst im Rang eines Kriminalsekretärs verrichtete. Er berichtete in einem Verhör im Internierungslager in Diez/Lahn vom 20. Oktober 1947,

zunächst für „Heimtücke“-Angelegenheiten zuständig gewesen zu sein. Von April bis November 1938 sei er an der Außendienststelle in Neuerburg und bis zum April 1939 in Prüm stationiert gewesen und anschließend in die Zentrale nach Trier zurückversetzt worden. Seit Jahresbeginn 1940 sei er dort mit „Judenfragen“ beschäftigt gewesen.

Ranner Sebastian Ignatius²⁵⁹ (*18.6.1905 in München) war gelernter Buchbinder und trat am 1. April 1924 in die Bayerische Landespolizei in München ein, wo er bis zum 1. August 1930 seinen Dienst verrichtete. Es folgte eine Anstellung als Polizeioberwachtmeister bei der Münchener Schutzpolizei bis zum 15. Mai 1933, bevor er schließlich in gleicher Funktion zur Staatspolizeistelle München versetzt wurde. Ranner war seit dem 1. September 1937 SS-Mitglied (am 30. Januar 1945 im Rang eines Hauptscharführers) und seit dem 1. September 1939 Mitglied der NSDAP. Zum 1. September 1940 wurde er zunächst zur Staatspolizeistelle Regensburg versetzt, wo er in der Abteilung II als Kriminalkommissar seinen Dienst verrichtete, bevor er zum 1. Dezember 1941 schließlich seinen Dienst bei der Gestapo in Trier antrat und von dort zum EKL abgeordnet wurde. Am 29. Januar 1942 wurde er zur Staatspolizeistelle Regensburg versetzt, wo er bis zum Kriegsende seinen Dienst verrichtete. Während seines Verhörs Ende Januar 1949 beschrieb Sebastian Ranner recht beschönigend, seine Aktivitäten als Leiter der Abteilung II. seien rein “büromässiger“ Natur gewesen. Verhaftungen und Vernehmungen habe er weder durchgeführt noch angeordnet. Seine Zuständigkeit als Referent für Judenfragen verschwieg er.

Schmidt Paul²⁶⁰ (*24.4.1903 in Peine) meldete sich 1924 – nachdem er zunächst eine Metzgerlehre und eine kaufmännische Lehre absolviert hatte – zur Schutzpolizei. Nach dem Ende der zwölfjährigen Dienstzeit wurde er 1936 von der Kriminalpolizei Hannover übernommen, verblieb dort jedoch eigenen Angaben zufolge lediglich für sechs Wochen. Noch im gleichen Jahr wurde er zur Staatspolizeistelle Trier abkommandiert und schließlich dorthin versetzt. In Trier war er als Kriminaloberassistent zunächst in der Abteilung II E mit der Bearbeitung von Wirtschaftsstrafsachen betraut, bevor er ab dem 1. Dezember des Jahres im Grenzpolizeikommissariat in Neuerburg eingesetzt wurde. Im September 1940 wurde Schmidt zum Einsatzkommando nach Luxemburg versetzt. Nach seiner Tätigkeit in Luxemburg kam Schmidt bereits 1941 zur Trierer Dienststelle zurück. Mit dieser zog er sich im November 1944 aus der Stadt zurück und wurde dem BdS Rhein/Mosel unterstellt. Am 23. Mai 1945 wurde er von der britischen Armee in Frankfurt/Main verhaftet und im Internierungslager Eselheide untergebracht. Im Spruchgerichtsverfahren vom 20. Januar 1948 wurde Schmidt zu einer Geldstrafe von 5.000 Reichsmark verurteilt und in Kategorie III der „Minderbelasteten“ eingestuft. Die Strafe galt durch die Internierungshaft als verbüßt. Daraufhin wurde er am 28. Januar 1948 nach Peine entlassen.

Simon Paul Gerhard, genannt Gerhard²⁶¹ (*6.3.1913 in Kattowitz) war seit dem 1. Oktober 1934 – im Alter von nur 21 Jahren – hauptamtlicher Mitarbeiter des SD in Breslau. Am gleichen Tag trat er auch der SS bei (Nr. 67.327). Von Breslau aus wechselte Simon als Kriminalangestellter

zur neu eingerichteten Staatspolizeistelle nach Saarbrücken. Von hier aus wurde er am 1. April 1939 zur Staatspolizeistelle Trier versetzt und war dort – zunächst noch als Kriminalkommissaranwärter, ab dem 1. Februar 1940 dann als Kriminalkommissar – in der Abteilung III (Abwehr) beschäftigt. Zum 15. April 1941 wurde er zum EKL versetzt und verrichtete zunächst in Esch/Alzette seinen Dienst, bevor er ab dem 26. Februar 1942 das sogenannte „Judenreferat“ des EKL leitete.

Weber Friedrich²⁶² (25.6.1903 in Bergneustadt/Rheinland) studierte zwischen 1923 und 1926 Rechts- und Staatswissenschaften an den Universitäten in München, Gießen und Frankfurt am Main. 1926 brach er sein Studium ab und trat als Kriminalkommissar-Anwärter der Kriminalpolizei in Essen bei. Im Anschluss an seine Ausbildung wurde er am 1. Mai 1929 zum Kriminalkommissar ernannt. Am 31. Januar 1933 wurde Weber in Essen zur Politischen Polizei (d. h. zur Gestapo) „abkommandiert“ und übernahm dort kurzzeitig die Leitung der SS-Hilfspolizei und die Zuständigkeit für die Schutzhaftstelle. Am 1. Mai 1933, also am letztmöglichen Tag, trat er der NSDAP bei (Nr. 2.210.976). Bis Januar 1935 war Weber Leiter der zentralen Mordkommission Essen und wurde anschließend bis zum April 1936 ins Reichsministerium des Innern abgeordnet, wo er unter Kurt Daluge seinen



Wilhelm Nölle, 1936, BArch_R3001_69780.



Fritz Hartmann, BArch_VBS286_6400015222.



Friedrich Weber, LA_NRW_Abt_Rheinland_HSA-Pe_15518.



Josef Ackermann, Foto: H. Menzel, Koblenz, 1943, Wikimedia Commons.



Sebastian Ranner, BArch_Berlin_R9361-III_158093.



Gustav Fritz Franz Petrat, BArch_R_9361.III.148893_BI_86.

antragt worden. Zudem bot Grünberg seine freiwilligen Dienste in der englischen und französischen Armee an, jedoch ohne Erfolg. Während der deutschen Besatzung des Landes wurde seine Ehe mit Anna Maria als „Mischehe“ klassifiziert, wodurch Eugen Grünberg als sogenannter „Mischehepartner“ von einer Deportation verschont blieb. Im Jahr 1941 wurde er dazu verpflichtet, die Gesundheitsfürsorge im „Jüdischen Altersheim“ in Fünfbrunnen zu organisieren und die ärztliche Betreuung der „Mischehepartner“ zu übernehmen. Im gleichen Jahr verlor er aufgrund des Reichsbürgergesetzes vom 25. November 1941 seine deutsche Staatsbürgerschaft und wurde staatenlos. Nach der Auflösung des „Ältestenrates der Juden“ in Luxemburg wurde Grünberg Vorsitzender der sogenannten „Restvereinigung jüdischer Mischehepartner“. In seiner Funktion setzte er sich für deren Interessen gegenüber den NS-Besatzern ein. Zudem versuchte er, den Kontakt mit den bereits deportierten Menschen aufrechtzuerhalten. Im Juni 1943 musste das Ehepaar nach Luxemburg-Stadt umziehen, wo es in der Avenue du Bois 37 die Wohnung des bereits deportierten Alfred

Oppenheimer bezog. Nach der Befreiung Luxemburgs wurde Grünberg mehrmals dazu genötigt, das Land zu verlassen. Die dafür vorgesehene Frist wurde jedoch stetig verlängert. Grünberg wurde u. a. vorgeworfen, mit den deutschen Besatzern kollaboriert und als Vertrauensmann der NS-Besatzer gearbeitet zu haben. Ebenso wurde ihm unterstellt, „illegal als Mediziner tätig“ gewesen zu sein. 1946 wurde von offizieller Seite abermals vorgeschlagen, seine Aufenthaltsgenehmigung nicht mehr zu verlängern. Erfolglos versuchte Grünberg, sich gegen die forcierte Ausweisung zu wehren. Verzweifelt versuchte er in der Zwischenzeit, als Arzt in Deutschland wieder Fuß zu fassen. Im Juni 1946 wurden Eugen Grünberg und seiner Frau zwar die „titre d’identité et de voyage“²⁶⁴ gewährt, doch am 8. Juli 1946 meldeten sich Eugen und Anna Marie Grünberg nach Völklingen im Saarland ab. Dort starb Grünberg am 25. Juli 1950.

Leib Siegmund²⁶⁵ (*16. Februar 1898 in Junglinster) war gelernter Metzger, der sich jedoch nach seiner Hochzeit mit Henriette Hein im Jahr 1920 umorientierte und zusammen mit Henriettes älterem Bruder, Louis, ein Strickwarengeschäft eröffnete. Dieses musste im Februar 1926 bereits Konkurs anmelden, was die beiden Männer schwer verschuldete. Siegmund Leib fand beim Israelitischen Konsistorium in Luxemburg eine neue Anstellung als Bürochef und Generalsekretär der ESRA. In dieser Position konnte er zahlreichen Jüdinnen und Juden während der NS-Besatzung beim Verlassen des Landes helfen, darunter auch dem Großteil seiner Familie und dem Großrabbiner von Luxemburg Robert Serebrenik. Nach der Flucht zahlreicher Verantwortlicher des Israelitischen Konsistoriums wurde Leib frühestens ab September 1940 der offizielle Verbindungsmann zwischen der Gestapo und der jüdischen Gemeinschaft in Luxemburg. Am 15. Oktober 1941 verließ Siegmund Leib mit seiner Familie das Land. Erst nach mehreren Monaten erreichten sie am 8. Mai 1942 Kuba. Einen Monat später, am 29. Mai, legten sie in New York an. Siegmund Leib begann vorübergehend in der Gastronomie zu arbeiten. Seine beiden Töchter Blanche und Lilly wiederum fanden in der Wollstrumpf- bzw. Diamantenindustrie Beschäftigung. Greta kümmerte sich um den Haushalt. Bevor Siegmund Leib Anfang 1944 eine Stelle als Sekretär beim World Jewish Congress annahm, versuchte er sich zwischenzeitlich noch als selbstständiger Unternehmer der Firma Impexco, Import & Export Company.

Oppenheimer Alfred²⁶⁶ (*11. Oktober 1901 in Metz) wanderte im August 1925 nach Luxemburg-Stadt aus. Am 19. Mai 1927 heiratete er die am 13. August 1892 in Hesperingen geborene Aline Cahen. Am 19. Mai 1930 wurde sein Sohn René geboren. Zusammen mit Bertold Müller und Richard Lilienfeld führte der gelernte Verkäufer und Dekorateur seit den frühen 1930er Jahren das Geschäft „Parfumerie Schoemann“. Oppenheimer wurde Geschäftsführer der später in „Oppenheimer und Cie“ umbenannten Gesellschaft. Im Jahr 1940 wurde das Geschäft von den NS-Besatzern konfisziert. Im August 1941 wurde Oppenheimer Zuständiger des Israelitischen Konsistoriums für das „jüdische Altersheim“ in Fünfbrunnen. Durch ihn erhielten die dort lebenden Menschen u. a. frische Lebensmittel. Im Oktober 1941 wurde Alfred Oppenheimer gezwungen, die Leitung des Israelitischen Konsistoriums zu übernehmen. In dieser Funktion musste



Robert Serebrenik, Yad Vashem Archives



Eugen Grünberg, 1944, ANLux_J-108-0450511-3.

Siegmund Leib, in : Barthel, Charles, Un homme de second plan, 2021.



Alfred Oppenheimer, Privatsammlung.



er unfreiwillig die Deportationen mitorganisieren. Es gelang ihm jedoch, die Deportation einzelner Menschen hinauszuzögern oder die Transporte zwei Wochen im Voraus bekanntzugeben, was einige zur Flucht nutzten. Im April 1942 wurde das Konsistorium in „Ältestenrat der Juden“ umbenannt. Oppenheimer wurde der „Judenälteste“. Am 17. Juni 1943 wurde die Familie Oppenheimer ins Ghetto von Theresienstadt deportiert. Dort starb Aline am 12. Dezember 1943 an Entkräftung. Am 29. September 1944 wurde Alfred nach Auschwitz-Birkenau weitertransportiert. Auf Rat eines Mithäftlings gab er sich als Feinmechaniker aus und wurde zur Zwangsarbeit in Gleiwitz III ausgewählt (Nr. B-12763). Sein Sohn René erreichte einige Tage später das Lager und wurde sofort vergast. Am 19. Januar 1945 wurde das Lager geräumt und die Häftlinge auf einen „Todesmarsch“ ins Lager Blechhammer nach Österreich geschickt. Als auch dieses geräumt werden sollte, gelang es Alfred Oppenheimer, sich zu verstecken. Er blieb unentdeckt und wurde am 28. April von der „Roten Armee“ befreit. Am 7. Juni 1961 sagte Oppenheimer in Jerusalem als Zeuge im Eichmann-Prozess aus. 1991 gründete er zur Erinnerung an seinen ermordeten Sohn die „Fondation René Oppenheimer“. Am 5. Oktober 1993 starb Alfred Oppenheimer im Alter von fast 92 Jahren.

Serebrenik Robert²⁶⁷ (*4.3.1902 in Wien) war von 1929 bis 1941 Großrabbiner in Luxemburg. Er absolvierte sein Rabbiner- und Universitätsstudium in Wien. Als 1928 sein Vorgänger Samuel Fuchs starb, wählte ihn das Israelitische Konsistorium zu dessen Nachfolger. 1930 heiratete er die ebenfalls aus Wien stammende Julia Herzog. Während der deutschen Besatzung des Landes setzte er sich aktiv für die Interessen seiner Glaubensgenossen bei den Besatzern und bei diplomatischen Stellen für Ausreisevisa ein. So gelang es ihm, Hunderte von Menschen aus Luxemburg herauszuholen. Nach einem brutalen Überfall auf seine Person flüchtete er zusammen mit seiner Frau in die Vereinigten Staaten. Auch im Exil setzte er sich weiter für die jüdischen Flüchtlinge aus Luxemburg ein.

VERFOLGTENBIOGRAFIEN

Grünberg Eugen, Dr.²⁶³ (*2.3.1889 in Eydtkau/Ostpreußen) wurde 1938 wegen seiner „jüdischen Abstammung“ von Berlin ins Konzentrationslager Sachsenhausen bei Oranienburg deportiert. Ende Februar 1939 bezog er eine Wohnung in Mersch. Die Einreise war u. a. durch eine Kautions in Höhe von 150.000 Franken durch den amerikanischen Industriellen Heinemann Dannie, Präsident der „Sofina Elektro Trust“ in Brüssel und durch die Vermittlung des luxemburgischen Beamten Peter Schmit ermöglicht worden. Am 14. Dezember 1938 wurde dem Ehepaar eine einjährige Aufenthaltsgenehmigung für Luxemburg erteilt. Einige Zeit nach Grünbergs Ankunft zog auch seine Ehefrau, die als „Arierin“ klassifizierte Anna Maria Majer, nach Luxemburg. Für das Ehepaar Grünberg sollte Luxemburg eigentlich nur eine Zwischenstation werden. Seit 1939 war Grünberg für eine Auswanderung nach Nordamerika sowie nach Argentinien vorgesehen. Diese sollte für den Jahreswechsel 1940/1941 erfolgen. Die erforderlichen Affidavits waren von Heinemann be-

BIBLIO-
GRAFIE

Die Fußnoten basieren
auf den Zitierregeln der
Zeitschrift Hémecht.

ADAM, Uwe, Judenpolitik im Dritten Reich, Königstein 1979.

ALTHOFF, Hendrik, From persecution to deportation. Hamburg's Jewish population and the Hamburg Gestapo „Judenrat“, in: RAGGAM-BLECH, Michaela u. a. (Hg.), Deported. Comparative perspectives on paths to annihilation for Jewish populations under Nazi German control (Beiträge des VWI zur Holocaustforschung, 9), Wien 2024, S. 123-142.

ARENDT, Nicolas, Wiener Juden und Jüdinnen in Luxemburg in den Jahren nach dem „Anschluss“ 1938. Eine mikrohistorische Analyse anhand des analytischen Modells des „Migrationsregimes“, Masterarbeit, Universität Wien 2022 (unveröffentlicht).

ARTUSO, Vincent, La collaboration au Luxembourg durant la Seconde Guerre mondiale (1940-1945). Accommodation, Adaptation, Assimilation (Luxemburg-Studien, 4), Frankfurt am Main 2013.

ARTUSO, Vincent, La „question juive“ au Luxembourg (1933–1941). L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies. Rapport final, Luxembourg 2015.

BACH, Viktoria, Karriere in der Gestapo. Biographische Studien zu einem Trierer Gestapo-Mitglied, Staatsexamensarbeit, Universität Trier 2014.

BAJOHR, Frank, Neuere Täterforschung (veröffentlicht am 18.6.2013), in: Docupedia-Zeitgeschichte, URL: <https://dx.doi.org/10.14765/zzf.dok.2.243.v1> (Stand: 19.6.2025).

BANACH, Jens, Polizei im NS-System. Ausbildung und Rekrutierung in der Sicherheitspolizei, in: ADEN, Helmut und LANGE, Hans-Jürgen (Hg.), Die Polizei in der Gesellschaft. Zur Soziologie der inneren Sicherheit (Studien zur Inneren Sicherheit, 4), Opladen 2003, S. 57-76.

BARTHEL, Charles, Un homme de second plan, mais un témoin de tout premier choix : Sigismond Leib et le rapport sur le sort des juifs au Luxembourg, juin 1942, in: CM2GM [online], 1-15 (2021), URL: www.cm2gm.lu (Stand: 10.4.2025).

BOLD, Laura Sabrina, „Mit Judenangelegenheiten habe ich [...] nie etwas zu tun gehabt.“ Die Selbstdeutung von NS-Tätern in den Vorermittlungen wegen der Judendeportationen aus Luxemburg (1967-70), Masterarbeit, Universität Trier 2018 (unveröffentlicht).

BORGGRÄFE, Henning, Sources on Deportations, in: BORGGRÄFE, Henning und JAH, Akim (Hg.), Deportations in the Nazi Era: Sources and Research (Arolsen Archives Series, 2), Berlin und Boston 2022, S. 29-53.

BÖSCH, Frank und WIRSCHING, Andreas (Hg.), Hüter der Ordnung. Die Innenministerien in Bonn und Ost-Berlin nach dem Nationalsozialismus, Bonn 2018.

BROWNING, Christopher, Ordinary Men. Reserve Police Battalion 101 and the Final Solution in Poland, New York 1992.

BROWNING, Christopher, Ganz normale Männer. Das Reserve-Polizeibataillon 101 und die „Endlösung“ in Polen, Reinbek bei Hamburg 2005.

BÜCHLER, Georges, Otto Schmalz (*1904, Halberstadt). Ein Versuch, Arbeitsdokument (unveröffentlicht).

BÜCHLER, Georges, Evakuierung – Aussiedlung: Der erste Polentransport, 16.10.1941, Luxemburg 2016.

BÜCHLER, Georges, 1940: „Freimachung des Landes Luxemburg von den Juden“ (veröffentlicht am 9.11.2019), in: Tageblatt, URL: <https://www.tageblatt.lu/headlines/1940-freimachung-des-landes-luxemburg-von-den-juden/> (Stand: 19.6.2025).

CERF, Paul, Longtemps j'aurai mémoire. Documents et témoignages sur les Juifs du Grand-Duché de Luxembourg durant la Seconde Guerre mondiale, Luxemburg 1974.

CERF, Paul, L'étoile juive au Luxembourg, Luxemburg 1986.

CESARANI, David, Adolf Eichmann. Bürokrat und Massenmörder, Berlin 2021.

CLESSE, René, „Die Natur ist gnädiger als die Menschen“, in: Ons Stad 36 (1991), S. 22-25.

CONZE, Eckart u.a., Das Amt und die Vergangenheit. Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik, München 2010.

COURTOY, Jérôme und HOFFMANN, Elisabeth, Neuer Nachweis für Beteiligung am Holocaust. Luxemburger im Reserve-Polizeibataillon 101, in: Woxx. Déi aner Wochenzeitung 1559/1560 (20.12.2019), S. 20-25.

COURTOY, Jérôme und HOFFMANN, Elisabeth, Ein Tabu unter vielen: Täterdebatte ums Reserve-Polizeibataillon 101, in: Tageblatt 55 (6./7.3.2021), S. 6.

Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945, La spoliation des biens juifs au Luxembourg 1940-1945. Rapport final, Luxembourg 2009.

CREUZBERGER, Stefan und GEPPERT, Dominik (Hg.), Die Ämter und ihre Vergangenheit. Ministerien und Behörden im geteilten Deutschland 1949-1972, Bonn 2018.

DEGENHARDT, Hermann, Das Polizeibildungswesen, in: Die Polizei. Zeitschrift für das gesamte Polizei- und Kriminalwesen mit Einschluß der Landjägerei 23 (5.12.1926), S. 669-671.

DEPPISCH, Sven, Täter auf der Schulbank. Die Offiziersausbildung der Ordnungspolizei und der Holocaust, Baden-Baden 2017.

DOSTERT, Paul, La déportation des juifs à partir du territoire luxembourgeois (1941–1943), in: FUCHSHUBER, Thorsten und WAGENER, Renée (Hg.), Émancipation, éclosion, persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2e Guerre mondiale (Religion et altérité), Fernelmont 2014, S. 203-220.

DOSTERT, Paul, Zweiter Weltkrieg – Neues zum „Artuso-Bericht“ (veröffentlicht am 4.11.2016), in: land.lu, URL: <https://www.land.lu/page/article/537/9537/FRE/index.html> (Stand: 18.1.2024).

DURLUT, Philippe, 300 juifs luxembourgeois en mains allemandes confinés à Mousserolles quartier de Bayonne (veröffentlicht am 31.3.2019), in: Retours vers les Basses-Pyrénées, URL: <https://www.retours-vers-les-basses-pyrenees.fr/2019/03/300-juifs-luxembourgeois-en-mains.html> (Stand:19. 10.2025).

FALTER, Jürgen W., Die „Märzgefallenen“ von 1933. Neue Forschungsergebnisse zum sozialen Wandel innerhalb der NSDAP-Mitgliedschaft während der Machtergreifungsphase, in: Geschichte und Gesellschaft 24 (1998), S. 595–616.

FREI, Norbert, Goldhagen, die Deutschen und die Historiker. Über die Repräsentation des Holocaust im Zeitalter der Visualisierung, in: SABROW, Martin u. a. (Hg.), Zeitgeschichte als Streitgeschichte. Große Kontroversen seit 1945, München 2003, S. 138-151.

FUCHSHUBER, Thorsten und WAGENER, Renée (Hg.), Émancipation, éclosion, persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2e Guerre mondiale (Religion et altérité), Fernelmont 2014.

GARDINI, Fausto, Escape from Luxembourg, Jacksonville (Florida) 2017.

GOETZINGER, Germaine, Post-Exilerfahrung deutsch-jüdischer Emigranten in Luxemburg, in: GÄTJE, Hermann und SKIANDER, Singh (Hg.), Grenze als Erfahrung und Diskurs: Literatur- und geschichtswissenschaftliche Perspektivierung, Tübingen 2018, S. 205-216.

GOETZINGER, Germaine, Eugen Grünberg (1889-1950), in: Luxembourg Mémorial de la Shoah, URL: <https://memorialshoah.lu/de/story/0352-gruenberg-eugen> (Stand: 16.6.2026).

GOLDHAGEN, Daniel Jonah, Hitler's willing executioners. Ordinary Germans and the Holocaust, New York 1996.

GRÖTEMAKER, Manfred und SAFFERLING, Christoph, Die Akte Rosenberg. Das Bundesministerium der Justiz und die NS-Zeit, Bonn 2017.

GROTUM, Thomas (Hg.), Die Gestapo Trier. Beiträge zur Geschichte einer regionalen Verfolgungsbehörde, Köln etc. 2018.

HAAG, Emile, Une réussite originale. Le Luxembourg au fil des siècles, Luxemburg 2011.

HAASE, Lena, Die Gestapo in der Gesellschaft. Quellenlage und Forschungsfelder zur Geschichte der Staatspolizeistelle Trier, in: GROTUM, Thomas (Hg.), Die Gestapo Trier. Beiträge zur Geschichte einer regionalen Verfolgungsbehörde, Köln etc. 2018, S. 23-61.

HAASE, Lena, Das Einsatzkommando der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes in Luxemburg, in: Musée National de la Résistance et des Droits Humains (Hg.), Luxemburg und das Dritte Reich. Eine Bestandsaufnahme, Ehlerange 2021, S. 244-268.

HAASE, Lena, Strafverfolgungspraxis im Schein-Rechtsstaat des „Dritten Reiches“. Zur Zusammenarbeit von Justiz- und Polizeibehörden unter nationalsozialistischer Herrschaft (Gestapo – Herrschaft – Terror. Studien zum nationalsozialistischen Sicherheitsapparat, 2), Köln etc. 2022.

HAPPE, Katja u.a. (Hg.), Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden durch das nationalsozialistische Deutschland 1933-1945. West- und Nordeuropa Juni 1942-1945 (Bd. 12), Berlin etc. 2015.

HEIM, Susanne u.a. (Hg.), The persecution and murder of the European Jews by Nazi Germany, 1933-1945. Western and Northern Europe, June 1942-1945 (Bd. 12), Berlin etc. 2019.

HENKEL, Peter, „Nur die Bauern im Schachspiel des SS-Staates“. Bernhard Wehner zeichnet das Bild der Kriminalpolizei im NS-Staat, in: FLEERMANN, Bastian (Hg.), Die Kommissare. Kriminalpolizei in Düsseldorf im rheinisch-westfälischen Industriegebiet (1920-1950), Düsseldorf 2018, S. 412-419.

HERBERT, Ulrich, Best. Biographische Studien über Radikalismus, Weltanschauung und Vernunft 1903-1989, Bonn 1996.

HEUMANN, Hugo, Erlebtes – Erlittenes: Tagebuch eines deutsch-jüdischen Emigranten, von Mönchengladbach über Luxemburg nach Theresienstadt, Mersch ²2023 (überarbeitete und erweiterte Ausgabe).

HOHENGARTEN, André, Die nationalsozialistische Judenpolitik in Luxemburg, Luxemburg ²2004.

JAH, Akim, Deportations in the Nazi Era – Introduction, in: BORGGRÄFE, Henning und JAH, Akim (Hg.), Deportations in the Nazi Era: Sources and Research (Arolsen Archives Series, 2), Berlin und Boston 2022, 1-29.

JAH, Akim, Alois Brunner and the deportation of Jews from Berlin, in: RAGGAM-BLECH, u. a. (Hg.), Deported. Comparative perspectives on paths to annihilation for Jewish populations under Nazi German control (Beiträge des VWI zur Holocaustforschung, 9), Wien 2024, S. 49-74.

JUNGBLUT, Marie-Paule (Hg.), Looted! Current questions regarding the cultural looting by the National Socialists in Europe, Luxemburg 2008.

KARPF, Ernst, Judendeportationen von Oktober 1941 bis Juni 1942 (veröffentlicht am 1.1.2003), in: Frankfurt am Main 1933-1945, URL: <https://www.frankfurt1933-1945.de/beitraege/deportationen/beitrag/judendeportationen-von-oktober-1941-bis-juni-1942> (Stand: 20.5.2025).

KLASEN, Katharina, Allgegenwärtig? Die Geheime Staatspolizei und das SS-Sonderlager/KZ Hinzert (Gedenkarbeit in Rheinland-Pfalz, 13), Mainz/Hinzert 2015

KLEIN, Peter, Eichmanns Funktion und Bedeutung im Holocaust, in: BAJOHR, Frank und STEINBACHER, Sybille (Hg.), Eichmann und der Holocaust. Ein Überblick, Berlin 2024, S. 47–63.

KRIER, Emile, Gustav Simon (1900-1945), in: Rheinische Lebensbilder 16 (1997), S. 255-285.

LANDAU, Blandine, À la recherche des juifs spoliés. Pillages et „aryanisation“ au Luxembourg pendant la Seconde Guerre Mondiale, Dissertation, Universitäten Luxemburg und Paris 2024 (unveröffentlicht).

LINDENBERGER, Thomas, Eigen-Sinn, Herrschaft und kein Widerstand (veröffentlicht am 2.9.2014), in: Docupedia-Zeitgeschichte, URL: http://docupedia.de/zg/Lindenberger_eigensinn_v1_de_2014 (Stand: 20.6.2025).

LONGERICH, Peter, Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung, München/Zürich 1998.

MEYER, Ahlrich, Täter im Verhör. Die ‚Endlösung der Judenfrage‘ in Frankreich 1940-1944, Darmstadt 2005.

MOYSE, Laurent, Alfred Oppenheimer: „Die Leute die zurückkamen, hatten Glück“, in: Tageblatt 91 (19.4.1990), S. 13.

MOYSE, Laurent, L’éclosion du sionisme au Luxembourg, in: FUCHSHUBER, Thorsten und WAGENER, Renée (Hg.), Émancipation, éclosion, persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2e Guerre mondiale (Religion et altérité), Fernelmont 2014, S. 161-172.

Musée National de la Résistance (Hg.), Schicksalswege der Juden Luxemburgs zwischen 1940 und 1945, Ausstellungskatalog, Luxemburg 2020.

NOETHEN, Stefan, Alte Kameraden und neue Kollegen. Polizei in Nordrhein-Westfalen 1945-1953 (Schriften Geschichtsort Villa Ten Hompel, 3), Essen 2003.

PAUL, Gerhard, Von Psychopathen, Technokraten des Terrors und „ganz gewöhnlichen“ Deutschen. Die Täter der Shoah im Spiegel der Forschung, in: PAUL, Gerhard (Hg.), Die Täter der Shoah. Fanatische Nationalsozialisten oder ganz normale Deutsche? (Dachauer Symposien zur Zeitgeschichte, 2), Göttingen 2003, S. 13-90.

PAUL, Gerhard, Führungsinstanz der Gestapo. Das Amt IV des Reichssicherheitshauptamtes, in: WILDT, Michael (Hg.), Das Reichssicherheitshauptamt. NS-Terror-Zentrale im Zweiten Weltkrieg, Berlin 2019, S. 53-72.

PIMENTEL, Irene Flunser und RAMALHO, Margarida de Magalhães, O Comboio do Luxemburgo: Os refugiados judeus que Portugal não salvou em 1940, Lisboa 2016.

RAGGAM-BLECH, Michaela u. a. (Hg.), Deported. Comparative perspectives on paths to annihilation for Jewish populations under Nazi German control (Beiträge des VWI zur Holocaustforschung, 9), Wien 2024.

RAUNER, Wolfgang I., You can just call me lucky. Reminiscences from my youth, in: Center for Jewish History [online], 158-161, URL: https://digipres.cjh.org/delivery/DeliveryManagerServlet?dps_pid=FL3058267 (Stand: 10.2.2025).

SCHÄFER, Herbert, ... bis der Hitler im Moor versank! Treibjagd auf Menschen, Gold und Geld. Deutsche Kriegsverbrechen nach 70 Jahren aufgedeckt, Melsungen 2013.

SCHMERBACH, Folker, Das „Gemeinschaftslager Hanns Kerrl“ für Referendare in Jüterborg 1933-1939, Tübingen 2008.

SCHMIECHEN-ACKERMANN, Detlef u.a. (Hg.), Der Ort der „Volksgemeinschaft“ in der deutschen Gesellschaftsgeschichte, Paderborn 2018.

SCHRÖDER, Joachim, Ein SS-Netzwerk in der nordrhein-westfälischen Kriminalpolizei. Hintergründe und Folgen einer Pressekampagne der ÖTV aus dem Jahr 1959, in: FLEERMANN, Bastian (Hg.), Die Kommissare. Kriminalpolizei in Düsseldorf im rheinisch-westfälischen Industriegebiet (1920-1950), Düsseldorf 2018, S. 400-411.

STEIN, Leon, Die weiblichen Angestellten der Geheimen Staatspolizei in Luxemburg. Eine Untersuchung weiblicher Partizipation im nationalsozialistischen Polizeiapparat zwischen 1940 und 1944, Masterarbeit, Universität Trier 2024 (unveröffentlicht).

STEINMETZ, Jill, „Die Wahrheit steht noch über dem Recht?“ Verlauf und Verteidigungsstrategien im Prozess gegen Gestapo-Beamte vor dem Gerichtshof für Kriegsverbrechen im Großherzogtum Luxemburg (1949 bis 1951), Masterarbeit, Universität Trier 2013 (unveröffentlicht).

THILMAN, Daniel und Courtoy, Jérôme, Alfred Oppenheimer (1901—1993), Aline Cahen (1892—1943), René Oppenheimer (1930—1944), Lieselotte Hecht (1922-?), in: Luxembourg Mémorial de la Shoah, URL: <https://memorialshoah.lu/de/story/0339-oppenheimer-cahen> (Stand: 30.1.2026).

THILMAN, Daniel, Leopold Weiler (1864-1942), Charlotte Mann (1874-1915), Valerie Weiler (1902-1974), René Weiler (1898-1980), in: Luxembourg Mémorial de la Shoah, URL: <https://memorialshoah.lu/de/story/0297-weiler-hansen> (Stand: 26.2.2025).

THILMAN, Daniel, Le Beth-Am Iwri du boulevard de la Pétrusse. Histoire sommaire du Jüdisches Volkshaus du Luxembourg, in: Hémecht 77/1 (2025), S. 60-72.

THILMAN, Daniel, Les sources luxembourgeoises pour mieux comprendre Gurs, in : ATONDI, Ibéa u. a. (Hg.), Les indésirables au camp de Gurs. Recueil des actes du colloque, Morlaàs 2025, S. 59-72.

ULLRICH, Volker, Eine produktive Provokation. Die Rolle der Medien in der Goldhagen-Kontroverse, in: SABROW, Martin u. a. (Hg.), Zeitgeschichte als Streitgeschichte. Große Kontroversen seit 1945, München 2003, S. 152-170.
VASTENHOUT, Laurien, The Jewish Council of Amsterdam. A (more) useful tool in the deportation process?, in: RAGGAM-BLECH, Michaela u. a. (Hg.), Deported. Comparative perspectives on paths to annihilation for Jewish populations under Nazi German control (Beiträge des VWI zur Holocaustforschung, 9), Wien 2024, S. 99-122.

VON MIQUEL, Marc, Ahnden oder amnestieren? Westdeutsche Justiz und Vergangenheitspolitik in den sechziger Jahren (Beiträge zur Geschichte des 20. Jahrhunderts, 1), Göttingen 2004.

WAGENER, Renée, Der Umgang mit der Shoah im Nachkriegs-Luxemburg, in: FRANZ, Norbert u. a. (Hg.), Identitätsbildung und Partizipation im 19. und 20. Jahrhundert. Luxemburg im europäischen Kontext (Études luxembourgeoises / Luxemburg-Studien, 11), Frankfurt am Main 2016, S. 217-246.

WAGENER, Renée, Emanzipation und Antisemitismus. Die jüdische Minderheit in Luxemburg vom 19. bis zum beginnenden 21. Jahrhundert (Studien zum Antisemitismus in Europa, 16), Berlin 2022.

WAGENER, Renée, Vereinsmeierei oder Lebensnotwendigkeit? Die jüdischen Vereine im Luxemburg der Zwischenkriegszeit, in: GENOT, Gilles (Hg.), Sociabilité au Luxembourg / Geselligkeit in Luxemburg (Publications du Lëtzebuerg City Museum, 2), Luxemburg 2023, S. 389-404.

WAGENER, Renée, Les „maisons de retraite juives“ au Luxembourg pendant l’occupation national-socialiste, in: Revue d’histoire de la Shoah. Le Luxembourg et la Shoah 219 (März 2024), S. 107-126.

WAGNER, Herbert, Die Gestapo war nicht allein... Politische Sozialkontrolle und Staatsterror im deutsch-niederländischen Grenzgebiet 1929-1945, Münster 2004.

WILDT, Michael, Generation des Unbedingten. Das Führungskorps des Reichssicherheitshauptamtes, Hamburg 2002.

WOLF, Claude, Alfred Oppenheimer. „Ech sin en 100prozentegen Patriot a Monarchist“, in: Revue 43 (21.10.1992), S. 30-32.

Ohne Angabe (o. A.), Die Organisation der Deportationen, in: Wir wollen uns erinnern. DenkOrt Deportationen, URL: <https://denkort-deportationen.de/die-organisation-der-deportationen/> (Stand: 20.5.2025).

o. A., Josef Ackermann, in: Die Rheinland-Pfälzische Personendatenbank, URL: <https://rppd.lobid.org/1051182123> (Stand: 29.3.2025).

o. A., 7e Déportation, Luxembourg-Berlin-Auschwitz et Theresienstadt, in: MemoShoah Luxemburg, URL: <https://www.memoshoah.lu/wpmsl/index.php/7e-convoi-luxembourg-berlin-auschwitz-et-theresienstadt-17-juin-1943/> (Stand: 28.10.2024).

o. A., 8e déportation, Luxembourg-Dortmund-Theresienstadt, in: MemoShoah, URL: <https://www.memoshoah.lu/wpmsl/index.php/8e-convoi-luxembourg-dortmund-theresienstadt-1er-aout-1944/> (Stand: 4.12.2024).



FAITES UNE VISITE EN 3D DE L'EXPOSITION PERMANENTE et revivez les expositions précédentes avec Matterport.

MACHEN SIE EINEN 3D-RUNDGANG DURCH DIE DAUERAUSSTELLUNG und erleben Sie mit Matterport vergangene Ausstellungen noch einmal.

TAKE A 3D TOUR OF THE PERMANENT EXHIBITION and relive previous exhibitions with Matterport.



DÉCOUVREZ NOTRE CHAÎNE YOUTUBE avec nos conférences et des vidéos historiques et pédagogiques.

ENTDECKEN SIE UNSEREN YOUTUBE-KANAL mit unseren Vorträgen sowie historischen und pädagogischen Videos.

DISCOVER OUR YOUTUBE CHANNEL with our conferences and historical and educational videos.



NOS PARCOURS SUR IZI.TRAVEL. Tous nos parcours sont disponibles en version digitale sur IZI.travel. Découvrez-les en scannant le code QR. Les parcours sont gratuits et disponibles en version française, allemande ou anglaise.

UNSERE GEDENKWEGE AUF IZI.TRAVEL. Alle unsere Gedenkwege sind auch digital auf IZI.travel verfügbar. Entdecken Sie diese, indem Sie den QR-Code scannen. Die Gedenkwege sind kostenlos und auf Deutsch, Französisch und Englisch verfügbar.

OUR MEMORIAL WALKS ON IZI.TRAVEL. All of our memorial walks are also available digitally on IZI.travel. Discover them by scanning the QR code. The memorial walks are free and available in English, French and German.

IMPRESSUM

Éditeur / Herausgeber / Publisher

Musée National de la Résistance et des Droits Humains,
Esch-sur-Alzette, LU

Textes / Texte / Texts

Jérôme Courtoy, Lena Haase, Daniel Thilman,
Renée Wagener, Frank Schroeder

Layout

Ronnie Gerber (MNRDH)

Impression / Druck / Print

Imprimerie Schlimé, Bertrange, LU

ISSN 3153-1091 (version digitale)

Esch-sur-Alzette, 2026

In Zusammenarbeit mit dem
Centre for Contemporary Digital History (C²DH)
und der Universität Trier

